



Russie – Après la mort de Prigojine, une nouvelle ère de violence?



Courrier international

N°1713 du 31 août au 6 septembre 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €, Andorre 6 €, Canada 8,25 \$CAN, DOM 5,30 €, Espagne 5,50 €, Grande-Bretagne 5 £, Grèce 5,80 €, Italie 5,50 €, Japon 990 ¥, Maroc 345 DH, Pays-Bas 6 €, Portugal 5,50 €, Roumanie 5,50 €, Sénégal 3.400 F CFA, Suisse 7,20 CHF, TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT, Afrique CFA autres 3600 F CFA.

Télétravail MARCHE ARRIÈRE TOUTE!

*Fin le travail 100 % à distance.
Aux États-Unis et au Royaume-Uni,
les géants de la tech et les grandes
entreprises rappellent leurs salariés.
Mais la résistance s'organise.*



M 03183 - 1713 - F: 4,90 €



MERCREDI 6 SEPTEMBRE

La foire aux VINS



RETROUVEZ TOUTE NOTRE SÉLECTION EN SUPERMARCHÉ



VALLÉE DU RHÔNE
GIGONDAS

Domaine Bertrand
Stehelin
Cuvée les Blâches
2022 AOP

12.99€



LOIRE
MENETOU-SALON

Domaine de
Beaurepaire
2022 AOC

8.99€



BORDEAUX
FRONSAC BIO
Château La Justice
2021 AOC

8.99€

18 ans
LA LOI INTERDIT
LA VENTE D'ALCOOL
AUX MINEURS
DES CONTRÔLES SONT
MISES EN CAUSE

Toutes les bouteilles de cette page sont de contenance 75 cl.

**Sondage représentatif auprès de 2825 clients de 38 cavistes réalisé en mai 2023, méthode CAWI (computer assisted web interview). Distinction délivrée par l'Institut de la Qualité (IAQ).



Scannez
pour retrouver
le catalogue

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Télétravail : marche arrière toute !

Ils étaient devenus les champions absolus du télétravail mais, trois ans et demi après le début de la pandémie, les pays anglo-saxons, États-Unis et Royaume-Uni en tête, où un grand nombre de salariés étaient encore 100 % à distance jusqu'à récemment, font machine arrière. À l'origine de ce mouvement : les géants de la tech et des grandes entreprises qui s'inquiètent d'une baisse de la productivité à long terme et n'hésitent plus à forcer le retour au bureau de leurs salariés en multipliant les mesures incitatives, mais surtout coercitives. "La bulle du télétravail a éclaté", souligne **The Daily Telegraph** dans l'article qui ouvre notre

dossier cette semaine. "Goldman Sachs et JPMorgan obligent leurs salariés à revenir", écrit le quotidien britannique. Apple et BlackRock ont abandonné le télétravail à 100 % et exigent une présence au bureau au moins trois ou quatre jours par semaine." Ironie de l'histoire, souligne le journal, Zoom, l'entreprise qui a fait fortune avec son application de visioconférence, rappelle elle aussi ses salariés sur site. Pour le **Daily Telegraph**, la baisse de la productivité (que semblent confirmer plusieurs enquêtes récentes) n'est pas seule en cause dans cette évolution : "Certains cadres et employés partagent l'impression que le travail en équipe est beaucoup plus difficile et moins efficace lorsqu'il est effectué à distance", écrit Tim Sigsworth. Mais tous n'ont pas forcément une folle envie de revenir au bureau à plein temps. La résistance s'organise, et la question du télétravail est aujourd'hui au centre du dialogue social aux États-Unis, explique le **Los Angeles Times**.

"Les employés souhaiteraient généralement plus de télétravail que ne le leur permet leur employeur. Cela a fait des politiques de retour sur site un point de friction, en particulier dans la tech, au point que certains ont démissionné pour rejoindre des entreprises plus ouvertes sur la question." À court terme, même si le travail hybride (avec deux ou trois jours en présentiel) semble s'imposer, "avec le ralentissement de l'économie et la hausse du chômage, les employeurs pourraient se trouver en position de force", nuance toutefois le **LA Times**. Faut-il s'en inquiéter? Oui, s'insurge une chroniqueuse britannique dans **The Guardian**. Allergique à la vie de bureau, Arwa Mahdawi avait espéré que "la pandémie serait un passage vers une société meilleure". On en est loin, se désespère-t-elle. Plus optimiste, Martha Gill défend, dans **The Observer**, le retour au bureau comme une garantie de sociabilisation, besoin inhérent aux créatures

sociales que nous sommes. Chacun tranchera. L'autre actualité largement traitée dans ce numéro, c'est bien sûr la mort d'Evgueni Prigojine, le 23 août, dans un crash pour le moins suspect. Si le Kremlin a démenti toute implication, la presse internationale est beaucoup plus affirmative, à l'image de la journaliste américaine Anne Applebaum. Galina Starovoïtova (en 1998), Anna Politkovskaïa (en 2006), Boris Nemtsov (en 2015)... "La Russie de Vladimir Poutine est depuis longtemps le pays des morts mystérieuses", affirme cette spécialiste du monde russe dans **The Atlantic**. Mais quelque chose a changé avec l'invasion de l'Ukraine. Les morts mystérieuses ne concernent plus seulement les opposants, mais aussi "les membres de l'élite russe des affaires" à la loyauté douteuse, ceux qui soutiennent la guerre du bout des lèvres, et désormais, sans aucun doute pour la journaliste, le fondateur du Groupe Wagner, qui a été le

meilleur soutien de Poutine mais est tombé en disgrâce après son "étrange rébellion" de juin. Pour Anne Applebaum, le doute n'est pas permis : "Quelqu'un a abattu cet appareil, et ce quelqu'un n'a pu agir que sur ordre de Poutine, ou du moins par anticipation de ces ordres." Ce n'est bien sûr pas la version de la presse russe, pour laquelle Prigojine restera un personnage ambivalent, traître et héros à la fois. Quelles conséquences peut avoir cette disparition en Russie et ailleurs? En Afrique, où le Kremlin va sans doute mettre la main sur les réseaux et les affaires florissantes de Wagner, Moscou risque de se retrouver en première ligne et ne pourra plus s'abriter derrière l'organisation, avance le **Guardian**. En Russie, prédit Anne Applebaum, c'est une nouvelle ère de violence qui s'ouvre, plus terrifiante encore. À suivre.

En couverture : Dessin de Cameron Law, Royaume-Uni/Ikon images. Prigojine : Photo Handout/AFP



Sommaire

RUSSIE p.10

Mort de Prigojine : vers une nouvelle ère de violence

Avec le crash du jet privé du patron du Groupe Wagner, le 23 août, la terreur a franchi un palier, analyse **The Atlantic**.

FRANCE p.26

Paris. La Seine en forme olympique?

Parfois vue comme le fleuve le plus romantique du monde, la Seine est sale. Trop pour que les épreuves de nage libre des JO puissent s'y tenir l'été prochain? s'interroge **The New York Times**.

ÉCONOMIE p.34

La chute d'Evergrande, un risque mondial?

Les déboires du promoteur chinois, en faillite aux États-Unis, s'ajoutent à la crise du marché immobilier chinois, explique le **South China Morning Post**. Faut-il craindre une contagion à l'économie mondiale comme en 2008?

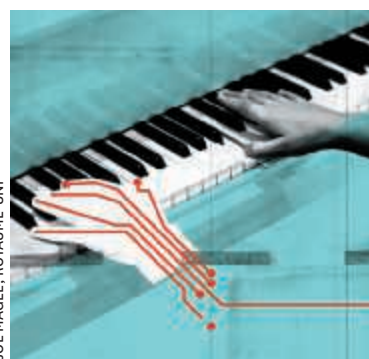


TIOUNINE, RUSSIE

360° p.38

L'IA PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Les avancées de l'intelligence artificielle sont très visibles dans le secteur musical, partagé entre panique et ruée vers l'or, raconte le **Los Angeles Times**.



JOE MAGEE, ROYAUME-UNI

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien. **The Atlantic** Washington, mensuel. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Daraj** (daraj.media) Beyrouth, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **The Hindu** Madras, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Le Nouvelliste** Port-au-Prince, quotidien. **Ohio Capital Journal** (ohiocapitaljournal.com), Columbus, en ligne. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **El Periódico de España** Madrid, quotidien. **Revista 5W** Barcelone, mensuel. **Seneplus** (seneplus.com) Dakar, en ligne. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien. **TSA - Tout sur l'Algérie** (tsa-algerie.com) Alger, en ligne. **Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **France.** Une laïcité très idéologique
8. **UE.** Les géants de la tech mis au pas
9. **Controverse.** Le Kenya doit-il intervenir en Haïti ?
- D'un continent à l'autre
10. **Russie.** La mort de Prigouine annonce une ère de violence
14. **États-Unis.** Le "mug shot" de Trump divise
16. **Argentine.** Les grands écarts de Javier Milei
17. **Mexique - États-Unis.** C'est quoi, être "latina" ?
18. **Chinatrique.** Comment Pékin exporte sa culture militaire
20. **Afrique.** Les Brics en quête d'"influence mondiale"
22. **Israël.** C'est cela, l'apartheid
24. **Inde.** Vers la Lune et au-delà !
26. **Paris 2024.** La Seine en forme olympique ?

À la une

28. Tous au bureau !

Transversales

34. **Économie.** La chute d'Evergrande, risque mondial ?
36. **Environnement.** La femme qui rêvait de reverdir le désert
37. **Signaux.** Un monde déshydraté
- 360°
38. **Musique.** L'IA plus vite que la musique
42. **Idées.** "Les Sénégalais doivent refuser de consentir à la nuit"
44. **Gastronomie.** En Argentine, le poisson fait un effet boeuf
46. **Histoire.** "La Reddition de Breda", la réalité derrière le mythe



SUR NOTRE SITE

Voyage en France. Mon tour de Corse à vélo, de promesses en récompenses

Un journaliste de la **Süddeutsche Zeitung** a fait le voyage jusqu'au cap Corse pour découvrir deux étapes du GT20, l'itinéraire cyclable qui traverse l'île. Retrouvez cet épisode de "Voyage en France" en exclusivité sur notre site, ainsi que toutes nos autres séries d'été : "Les militants des saveurs", "Les obsessions, une ligne de vie" et "Des oiseaux et des hommes".

Reportage. À Beyrouth, un skatepark pour dépasser les divisions

Sur l'ancienne ligne de démarcation, carrefour de toutes les communautés libanaises, le parc du Bois des pins héberge un lieu consacré aux sports de glisse urbaine. Un reportage de **L'Orient-Le Jour** à découvrir ce week-end.

Vu d'Autriche. La renaissance des bouillons parisiens

Quasi disparus pour faire place à des brasseries haut de gamme, les bouillons reviennent en force dans la capitale. Au menu, "recettes de grand-mère" à prix accessible, dans des décors d'époque. La formule gagnante en période d'inflation, apprécie un journaliste de **Der Standard**. À lire ce week-end sur notre site.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Courrier Stories
L'info prend de la hauteur

Découvrez notre nouveau rendez-vous

- Pop culture, géopolitique, sports, société, sciences...
- Un nouveau format à retrouver chaque jour sur notre site et notre application.
- Des articles plus pédagogiques et plus ludiques à partir de la presse étrangère.



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Août 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chefs adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (1698), Ophélie Négros, Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730)

7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1692) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon), **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhiz (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bécel (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Oumeïma Nechi **HISTOIRE** Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Emmanuelle Bour (SME) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathon Renaud-Badet **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Paul Gallet (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (1666)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abélès, Antoine Berard, Jean-Baptiste Bor, Etienne Bianchi, François Burkard, Cécile Chemel, Elisabetta Di Matteo, Corinne Duqueyroy, Philippe Godefroy, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Sophie Laurent Lefevre, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougeot, Derwell Queffelec, Leslie Souvanlasy, Isabelle Taudière, Joëlle Varenne

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué**, Directeur de Marque **Courrier international** Steve Dablin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités programmatiques**, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellane (1606) **Gestion** Lucie Madalena (1626) **Droits** Blandine Mosnat (1652) **Comptabilité** 01 48 84 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Christiane Montillet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino **Responsable du numérique** Kévin Jolivet, Louise Dugeat (développement web), Camille Lefaux (cheffe de produit ad numérique)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophication :** Papier : 0,0081 kg / tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.**



Encart Les Inrocks posé sur certains abonnés France métropolitaine

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- ☐ 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*
- ☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

RCO23B001

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📖

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m

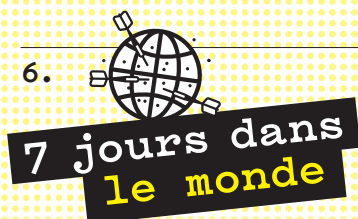
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Les étoiles c'est vous, le réseau c'est nous.



**On est fait pour
être ensemble**



France. Une laïcité très idéologique

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé l'interdiction du port de l'abaya dans les écoles publiques. Pour ce média algérien, la mesure sert avant tout à "stigmatiser les jeunes musulmanes".

—TSA - Tout sur l'Algérie, extraits (Alger)

J'ai décidé qu'on ne pourrait plus porter d'abaya à l'école", a déclaré le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, le 27 août. Une simple déclaration symbolisant un rappel que la France ne lâche pas son combat contre l'islamisme. Un geste qui apparaît comme une décision politique forte aux yeux du gouvernement. Symbolique certes, mais promet-elle une efficacité dans ce combat qui est central en France ?

La laïcité, notamment dans les lieux d'éducation, est un sujet avec lequel on ne plaisante pas en France. Après une interdiction claire des signes religieux dans les établissements publics de l'éducation nationale, concrétisée par la loi du 15 mars 2004, la France allonge la liste des habits qui vont contre cette mesure.

La France s'était jusqu'alors focalisée sur le "voile islamique". Elle vient d'ajouter l'abaya à la liste. Cette robe longue couvrant la tête et de manière large le corps des femmes, venue d'une tradition moyen-orientale, est pour Gabriel Attal "un geste religieux, visant à tester la résistance de la République sur le sanctuaire laïc que doit constituer l'école". Le ministre de l'Éducation nationale voit à travers cette tenue vestimentaire une véritable attaque de la République française. Une recette déjà testée avec l'interdiction du port du voile, chez les élèves, les professeurs ou plus récemment chez les mamans accompagnatrices durant les sorties scolaires.

Cette démarche répétée et recyclée a-t-elle des effets mesurables ? Pas vraiment, puisqu'il s'agit d'une lutte idéologique dont les effets sont abstraits et éventuellement visibles sur le long terme. Interdire un vêtement en estimant qu'il symbolise une forme de prosélytisme est un affaiblissement de la République

française au nom de la laïcité qui n'est pas, selon Gabriel Attal, une "contrainte, mais une liberté, une liberté de forger son opinion et de s'émanciper par l'école".

Ce positionnement laisse davantage penser à un dédouanement des autorités françaises plutôt qu'à une politique d'ouverture permettant à n'importe quel citoyen français d'exister librement. Comme toujours, la France se concentre sur une défense sans faille de la laïcité pour réaffirmer sa volonté de neutraliser les influences religieuses.

"Police du vêtement". L'AFP a pris connaissance d'une note interne des services de l'État estimant que des actes antilaïcs ont augmenté de 120 % entre l'année scolaire 2021-2022 et 2022-2023. Dans ces chiffres, c'est le port de signes et tenues clairement religieuses qui est constamment relevé. Ces signes seraient de plus en plus présents dans les écoles, la note fait mention d'une hausse de 150 % tout au long de la précédente année scolaire.

Le gouvernement français semble utiliser ces chiffres comme baromètre de l'islamisation dans le pays. Encore plus depuis 2020 et l'assassinat de Samuel Paty. Des statistiques

↓ Dessin de Hachfeld, Allemagne.

qui orientent ces deux dernières années la politique de lutte contre la montée de l'islamisme dans les écoles en France.

Sur la forme, la France tient à rappeler constamment les règles, mais rien n'est proposé pour comprendre la présence croissante de signes religieux de ce type et aucune pédagogie n'accompagne ces interdictions de tenues. La laïcité est présentée comme une règle absolue, quitte à ce qu'elle se transforme en "police du vêtement", comme l'ont évoqué plusieurs personnalités de gauche et d'extrême gauche. Elles y voient seulement un coup d'épée dans l'eau dans la lutte contre l'islamisme et la radicalisation, et surtout une énième excuse pour stigmatiser les jeunes musulmanes.

Pour le moment, le seul résultat assuré et palpable est de relancer le débat public sur la présence visible de la religion musulmane dans l'espace public en France. Cette mesure permet [en outre] de rassurer la droite et l'extrême droite française, qui, pour une fois, saluent la décision gouvernementale. Mais en donnant raison à l'extrême droite, cela laisse penser que le seul port de l'abaya ou autre signe religieux relié à l'islam est l'unique problème de la société française.

—Soraya Amiri, publié le 28 août

SOURCE



TSA - TOUT SUR L'ALGÉRIE

Alger, Algérie
tsa-algerie.com

Le titre, créé en 2007, se présente comme le premier quotidien électronique algérien. Sérieux et professionnel, il regorge d'informations souvent reprises par la presse nationale.

Une rentrée très politique

Gérald Darmanin en prétendant

"Le plus impatient des prétendants à la succession au trône" s'est lancé dans la course à la succession d'Emmanuel Macron, lance **Le Soir**. Entouré d'élus macronnistes, Gérald Darmanin a tenu le 27 août, à Tourcoing, un meeting de rentrée plus semblable à celui "d'un prétendant à l'Élysée que d'un ministre", remarque **El Mundo**. Ses ambitions présidentielles désormais assumées, le ministre de l'Intérieur prend de l'avance, au risque de froisser certains membres de la majorité.

Ségolène Royal, le come-back

Reçue à l'université d'été de La France insoumise (les Amfis), Ségolène Royal "semble avoir trouvé un trou de souris pour retrouver un rôle sur la scène politique", commente **La Tribune de Genève**. En proposant de mener une liste commune à gauche aux élections européennes de 2024, l'ancienne candidate socialiste tente le "coup médiatique du jour", dans un contexte de tensions au sein de la Nupes.

Nicolas Sarkozy encore jugé

L'ancien président Nicolas Sarkozy, 68 ans, sera jugé en 2025 dans le cadre de l'affaire Kadhafi, a annoncé le 25 août le procureur national financier. Soupçonné d'avoir reçu des fonds libyens pour financer sa campagne présidentielle victorieuse de 2007, il devra répondre à quatre chefs d'accusation. "Cette affaire s'ajoute aux déboires judiciaires" de l'ancien dirigeant, observe le **Financial Times**. "Depuis qu'il a échoué à se faire réélire", Nicolas Sarkozy a été poursuivi dans plusieurs affaires pénales et "a été reconnu coupable dans deux d'entre elles, même si des procédures d'appel sont toujours en cours".



LE DESSIN
DE LA SEMAINE



En eaux troubles

↓ Dessin de Vincent
l'Épée, Suisse.



NUCLÉAIRE — Le dessinateur suisse Vincent l'Épée tourne l'événement en dérision. Pourtant, le début du rejet, le 24 août, des eaux contaminées de la centrale de Fukushima dans l'océan est à l'origine d'un fort regain de tensions entre la Chine et le Japon. La décision de Tokyo "équivalait à une 'attaque nucléaire' contre le monde", a ainsi accusé **Guanchazhe Wang**, l'une des publications chinoises les plus influentes. Pékin enrage et a interdit l'importation des produits halieutiques nippons. En Chine, le sentiment antijaponais est à son comble. Habituellement modéré, le quotidien japonais **Asahi Shimbun** a pour sa part dit regretter une forme d'"intimidation économique" de la Chine.

Le "Crocodile" s'accroche



ZIMBABWE — "Le peuple a parlé", lance le **Sunday Mail** le 27 août, au lendemain de la confirmation par

la commission électorale de l'élection du président sortant, Emmerson Mnangagwa, 80 ans, pour un second mandat. Six ans après le coup d'État qui a mis fin aux trente-sept années de règne de Robert Mugabe, le pays restera donc sous la férule du "Crocodile". Les chiffres officiels le créditent de 52,6 % des suffrages, devant le chef de l'opposition, Nelson Chamisa, 45 ans (44 %). Revendiquant la victoire, le candidat malheureux a dénoncé des fraudes "gigantesques" et promis une action rapide, sans préciser laquelle : "Nous n'attendrons pas cinq ans."

Le genre X sur les passeports

COLOMBIE — Il sera désormais possible, pour ceux qui demanderont un passeport, de cocher une nouvelle case, à savoir le genre X. "C'est le ministère des Affaires étrangères colombien qui a procédé à ce changement, à la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle, afin de reconnaître la diversité des genres, notait **El Tiempo** le 24 août. Dans l'arrêt T-033 de 2022, la Cour avait ordonné au gouvernement [...] de modifier les règles afin d'inclure la catégorie 'non binaire' parmi les marqueurs du sexe dans le système d'identification des citoyens."

↗ Dessin de Ramsès, Cuba.



ESPAGNE

#SeAcabó, le #MeToo du football espagnol

En embrassant de force l'une des championnes du monde, le président de la fédération, Luis Rubiales, a déclenché un séisme féministe, se félicite ce quotidien de centre gauche.

— **El Periódico de España**, extraits (Madrid)

Vendredi [25 août], avec la grossièreté dont il avait déjà fait preuve à Sydney, le président de la Fédération espagnole de football (RFEF), Luis Rubiales, a joué le dernier acte de sa carrière de dirigeant sportif. Un homme démontrant avec tant de brio qu'il continue à ne rien comprendre – ni le sens de son geste lors de la victoire de la sélection féminine, ni le caractère intolérable des pressions exercées ensuite, ni la dimension injurieuse de ses affirmations – ne peut pas représenter le football espagnol. D'ailleurs, il ne le représente pas. Il ne représente pas les millions de supporters qui ont vibré avec les footballeuses avant de voir, entre honte et stupéfaction, cette victoire irrémédiablement souillée.

Si les applaudissements reçus par Rubiales lors de l'assemblée de la Fédération qu'il avait convoquée, et le silence ou les déclarations complaisantes de certains clubs témoignent de mentalités encore répandues dans une frange importante du sport espagnol, certains feraient bien de tirer les conclusions qui s'imposent. Ils sont autant à côté de la plaque que cet homme qu'on a vu défiler sur la pelouse portant une joueuse comme si elle était le trophée, et lui le vainqueur.

Car tel était bien le message, au-delà du baiser par lequel il manifestait sa supériorité hiérarchique sur Jenni Hermoso, au-delà de son geste obscène depuis les tribunes [il s'est empoigné l'entrejambe au moment du coup de sifflet final]. Et ce vendredi, devant la Fédération, il a récidivé dans chacun de ses mots, chacun de ses actes. Ce qui était censé être une grande fête de réaffirmation du football féminin devait manifestement être, pour lui, la démonstration de la réussite de ses dirigeants, des hommes dans ce que la masculinité peut avoir de plus déphasé.

Ce n'est pas que les explications données par Rubiales aient été, une fois encore, insuffisantes ou déplacées. C'est pire : il a enchaîné l'un après l'autre des dérapages qui, à eux seuls, suffiraient à justifier son renvoi immédiat, puisque lui refuse de

démissionner. Charger la sportive qui a admis s'être sentie agressée puis contrainte, mettre sa parole en doute, avec les arguments les plus rances de l'agresseur, s'ériger lui-même en victime du féminisme...

"Cela doit être le #MeToo du sport en Espagne", a déclaré le secrétaire d'État aux Sports, Víctor Francos, qui a annoncé que tout serait fait pour qu'il quitte ses fonctions. Le comportement déplorable du futur ex-président de la RFEF a en effet déclenché une vraie catharsis, un mouvement qui va certainement faire bouger les mentalités anachroniques.

Comme cela s'est produit partout où un premier séisme #MeToo a été suivi de nombreuses répliques. Mais ce séisme mérite d'avoir son propre nom, d'après le slogan qu'elles ont elles-mêmes voulu : #SeAcabó ("C'est fini !"). Et surtout, le slogan doit se concrétiser. L'immense dignité des joueuses et la fuite inexorable des soutiens (sportifs, politiques, sponsors) montrent que de cet épisode calamiteux peuvent sortir des changements positifs. —

publié le 25 août



ÉDITO

Contexte

●●● Le 20 août, les Espagnoles ont remporté la Coupe du monde de football à Sydney. Lors de la remise du trophée, le président de la Fédération espagnole de football, Luis Rubiales, a embrassé la joueuse Jennifer Hermoso sur la bouche. "Un baiser non consenti", a réagi la joueuse, et qui pourrait "constituer un délit d'agression sexuelle", écrivait **El Mundo**, lundi 28 août, alors que le parquet annonçait ouvrir une enquête et que les fédérations régionales du foot espagnol appelaient à la démission de leur président. Luis Rubiales a pour l'heure refusé, malgré la suspension de 90 jours décidée à son encontre par la Fifa. Le gouvernement est monté au créneau, et des équipes masculines et féminines ont brandi lors de matches le slogan #SeAcabó ("C'est fini"). Les championnes du monde ont annoncé refuser de porter le maillot national tant que Luis Rubiales sera en poste.

UNION EUROPÉENNE

Les géants de la tech mis au pas

Entré en vigueur le 25 août, le Digital Services Act impose de nouvelles règles de transparence aux grands groupes du numérique. Un arsenal législatif inédit, qui pourrait faire école.

Dix-neuf géants du Net sont désormais tenus de se conformer aux nouvelles règles promulguées par l'Union européenne (UE) aussi bien en matière de transparence que de lutte contre les contenus illicites, sous peine de lourdes amendes. **Politico** énumère ces plateformes qui rassemblent chacune plus de 45 millions d'utilisateurs actifs par mois dans l'UE. "Les réseaux sociaux en ligne de mire incluent Facebook, Instagram, TikTok, X (anciennement Twitter), YouTube, Snapchat, LinkedIn et Pinterest. Les plateformes

marchandes concernées sont Amazon, Booking, AliExpress, Zalando, Google Shopping. Mais Wikipédia et Google Maps sont également visés, ainsi que les magasins d'applications de Google et d'Apple, tout comme Google Search et [le moteur de recherche] Bing de Microsoft."

Plusieurs se sont dépêchées de se mettre en conformité avec la nouvelle législation avant la date limite, souligne le **Financial Times**. "Meta, la société mère de Facebook, a indiqué avoir rassemblé l'une des plus importantes équipes de son histoire, avec 1 000 professionnels pour travailler actuellement sur



REVUE
DE PRESSE

"UN DOCUMENTAIRE INCANDESCENT"
COURRIER INTERNATIONAL
"NAN GOLDIN CONTRE LES ÉTATS-UNIS"
L'OBS ★★★

le DSA [Digital Services Act]. Même mobilisation chez TikTok. "Les règles incluent l'interdiction du ciblage des publicités sur les utilisateurs en fonction de la religion, du sexe ou des préférences sexuelles, des mécanismes pour forcer les plateformes à divulguer les mesures qu'elles prennent afin de lutter contre la désinformation ou la propagande, et de nouvelles garanties pour la protection des mineurs", détaille le quotidien économique britannique.

La plupart des internautes remarqueront à peine certains des changements que ces entreprises doivent désormais mettre en œuvre, note **The Economist**. Mais d'autres seront plus évidents. "Les plateformes doivent désormais permettre aux utilisateurs de signaler facilement les contenus qu'ils jugent illégaux, et supprimer rapidement ces derniers s'ils enfreignent la loi. Elles doivent également informer les utilisateurs si leur contenu est supprimé ou masqué, et expliquer pourquoi."

Parmi les centaines de dispositions, celles qui concernent la transparence ressemblent beaucoup à celles que les États-Unis imposent depuis longtemps au secteur financier, remarque pour sa part **The Wall Street Journal**. "Pour les grandes entreprises technologiques, c'est un 'moment Glass-Steagall'", explique Brian Wieser, analyste technologique et ancien banquier d'investissement, en faisant référence à la loi de régulation du secteur bancaire promulguée à l'époque de la Grande Dépression. "Ces entreprises passent d'une absence de réglementation à une réglementation lourde."

Même si la nouvelle loi ne s'applique qu'en Europe, ses effets devraient se répercuter à l'échelle mondiale, souligne **The Wall Street Journal**. "Les réglementations bruxelloises font souvent office de modèles, ce qui conduit généralement les plateformes technologiques à mettre en œuvre certains changements à l'échelle de la planète."

Reste tout de même à savoir "comment l'UE va parvenir à faire appliquer la nouvelle loi", nuance **The Economist**. Une centaine de personnes au sein de l'exécutif européen sont chargées de surveiller l'application du DSA, et les sanctions en cas de non-respect des règles sont sévères. "Les amendes pourront aller jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial, ce qui équivaldrait à environ 7 milliards de dollars dans le cas de Meta."

Mais, pour les géants de la tech, le prix à payer pour se conformer partout dans le monde à ce type de règles est peut-être trop élevé. Selon l'hebdomadaire britannique, l'"*effet Bruxelles*", cette fois, n'est pas garanti. D'ailleurs, les sites de commerce électronique Amazon et Zalando ont déjà déposé des recours devant la Cour de justice européenne. Les contestations risquent de se multiplier et les procédures de s'éterniser, avertit **The Economist**.

— **Courrier international**

ANTARCTIQUE

Les derniers empereurs

La disparition précoce de la glace de mer en raison du réchauffement des océans menace les capacités de reproduction des manchots empereurs, emblématiques du pôle Sud.



→ Dessin
de Lauzan,
Chili.

Les scientifiques s'inquiètent depuis des années de la menace que fait peser le réchauffement planétaire sur les manchots empereurs, cette espèce d'oiseaux emblématique de l'Antarctique, classée "vulnérable" sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature. L'étude parue le 24 août dans **Communications Earth & Environment** n'apporte pas de meilleures nouvelles.

Elle révèle que quatre des cinq colonies étudiées dans la mer de Bellingshausen, à l'ouest de la péninsule Antarctique, n'ont vu aucun bébé manchot survivre l'année dernière, du fait d'une perte de glace marine. En temps normal, précise **Science**, "les manchots empereurs s'installent dans les colonies où ils se reproduisent en mars et avril. Les oisillons naissent d'août à septembre et ne développent pas leur plumage d'adulte avant décembre et janvier. Si la glace fond prématurément, les jeunes risquent de se noyer ou de mourir de froid. Une fonte des glaces en octobre serait ainsi catastrophique". C'est ce qui s'est produit en 2022. Les images satellite ont révélé que les manchots ont dû abandonner l'une des colonies dès la fin octobre. Les animaux de trois autres colonies ont fui début décembre. Une seule colonie, sur l'île Rothschild, dans l'extrême Nord, a pu élever des poussins avec succès.

"L'horreur constatée par les scientifiques l'année dernière ne serait que la partie émergée de l'iceberg, souligne le site **Space**, puisque des espèces animales plus petites et moins visibles dépendent également de la glace pour survivre et se reproduire."

— **Courrier international**

CONTROVERSE



Le Kenya doit-il intervenir en Haïti ?

En réponse aux sollicitations des États-Unis, le Kenya s'est récemment dit prêt à prendre la tête d'une mission policière internationale en Haïti, pays plongé dans le chaos par les gangs. Cette éventualité divise le pays des Caraïbes, et au-delà.

OUI

Il faut saisir cette main tendue

— Le Nouvelliste, Port-au-Prince

Le débat sur la proposition du Kenya de prendre la tête de la force multinationale appelée à venir au chevet d'Haïti, pays pris en otage par des gangs armés qui sèment le deuil et asphyxient l'économie [ne doit pas être éclipsé]. Les États-Unis et le Canada accueillent favorablement la proposition kenyane. La République dominicaine, très active dans le lobby pour la prise en charge de la crise haïtienne par la communauté internationale, s'en réjouit. Le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, et son ministre des Affaires étrangères, Jean Généus, ont déjà publiquement souhaité la bienvenue au Kenya. Il ne reste que le vote du Conseil de sécurité des Nations unies pour entériner la proposition.

Dans un contexte où les pays ne se bousculent pas pour diriger une force armée internationale en Haïti, où Haïti s'enfonce de jour en jour dans la violence et l'ingouvernabilité, il est compréhensible que la proposition kenyane soit bien accueillie par les voisins d'Haïti. Si certains voient en ce pays d'Afrique de l'Est un borgne qui veut conduire un aveugle, d'autres voient en lui un bon choix dans la mesure où il [est] confronté à des problèmes semblables à ceux d'Haïti. Il viendra comme en territoire connu.

Haïti, au bord du gouffre, de son côté, peut difficilement refuser une main tendue pour l'aider à combattre les gangs qui ne se donnent aucune limite dans leur cruauté. Comme s'ils cherchaient à justifier une nouvelle intervention militaire étrangère dans le pays, ils ne donnent pas de répit. Face à la souffrance des proches des personnes kidnappées, assassinées, violées, difficile de refuser l'offre kenyane.

Face au désarroi de ces hommes et femmes d'affaires qui sont obligés de fermer boutique, face à ces familles qui sont contraintes d'abandonner leur logement construit au prix de grands sacrifices, difficile de refuser l'aide du Kenya. Face au contrôle des axes routiers par des bandes armées transformant la circulation

en un exercice périlleux, il est difficile de dire non à la solution kenyane.

Les expériences du passé ont déjà démontré que les interventions étrangères ne sont pas la solution à nos crises. Peut-être que seuls nos politiciens au pouvoir et ceux qui aspirent à les remplacer ne le savent pas. Leur refus de s'entendre sur une solution haïtienne à la crise est comme une invitation à la communauté internationale d'en imposer une.

Pris dans l'étau du kidnapping, de la corruption, de l'insécurité alimentaire, du chômage, de la fuite de ses cerveaux, Haïti est à la croisée des chemins. Ses institutions – la police, la justice, les orga-

Face au contrôle des axes routiers par des bandes armées, il est difficile de dire non à la solution kenyane.

nisations de la société civile, les partis politiques... – sont noyées dans la crise. Elles se montrent incapables d'y apporter une réponse.

Dans ces circonstances, il est difficile de dire non à la main tendue pour aider à stopper les dégâts irréparables de cette crise qui a trop duré. Face à l'horreur des gangs, la proposition kenyane est comme un fait accompli pour Haïti, d'autant plus que la police nationale a déjà montré toutes ses limites dans la lutte contre les gangs. Le gouvernement a aussi montré que le déploiement d'une force armée internationale dans le pays est sa seule solution.

— Jean Pharès Jérôme, publié le 3 août

SOURCE



LE NOUVELLISTE

Port-au-Prince, Haïti

Quotidien

lenouvelliste.com

Fondé en 1898, sous le titre originel *Le Matin*, le plus ancien journal francophone des Amériques est devenu un an plus tard *Le Nouvelliste*.

Quelques années passent, puis il est racheté par l'imprimeur Henri Chauvet, dont la famille est toujours propriétaire.

NON

C'est "faire le jeu des pays impérialistes"

La proposition du Kenya, à la fin de juillet, de prendre la tête d'une force de sécurité internationale en Haïti en envoyant 1 000 policiers n'est que le dernier rebondissement d'un feuilleton qui remonte à bientôt plus d'un an. En octobre 2022, le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, réclamait une "intervention étrangère armée" pour mettre fin au chaos provoqué par les gangs armés qui ont mis le pays sous leur coupe. Mais l'écrivain engagé en politique Lyonel Trouillot prévient sur le site *AyiboPost* : "Ce ne sont pas les gangs qui ont mis ce pays dans cet état de délabrement et de misère." Il accuse "des décennies d'injustice sociale" ainsi que "la politique des Occidentaux et des institutions internationales".

L'appel d'Ariel Henry avait été immédiatement relayé par les pays dits "amis" et "voisins", comme les États-Unis, le Canada ou la République dominicaine, qui partage avec Haïti l'île d'Hispaniola. Ces trois pays font toutefois partie de ceux qui ont refusé de prendre la tête de cette hypothétique intervention, de peur du rejet qu'elle pourrait provoquer dans la population haïtienne.

Ariel Henry, chef de l'État de facto depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, en juillet 2021, est désormais très impopulaire, incapable de créer un consensus politique pour convoquer des élections générales dans un pays qui n'a plus ni président, ni députés, ni sénateurs... Lyonel Trouillot l'accuse donc tout autant que "les Occidentaux" : "Les gangs sont les enfants que vous avez faits à la République d'Haïti. [...] La solution sécuritaire dépend de la situation politique, et toute lutte contre l'insécurité doit faire partie d'une solution politique."

Pas question donc d'accepter une intervention étrangère. L'auteur veut faire "honte aux dirigeants du Kenya et de la Jamaïque", pays qui soutient l'initiative (comme, discrètement, la France) et a proposé "des troupes" : "Leur intérêt pour fouler le sol haïtien de leurs bottes n'a rien

à voir avec un souci d'aider Haïti, mais sans doute avec [...] des subsides à grignoter." Et d'évoquer "la violence coloniale et les autres formes de domination qui l'ont suivie".

Une opinion partagée par de nombreux Haïtiens, lesquels avaient protesté après l'appel d'Ariel Henry, en octobre 2022, en manifestant contre une éventuelle intervention américaine. Le 21 août, des "organisations haïtiennes de la société civile et de défense des droits humains" publiaient un long texte contre le projet d'intervention, repris notamment par le site *Rezo Nodwes* : "Nous mettons en garde nos cousins et amis africains à ne pas rentrer dans le jeu des pays impérialistes."

Et d'ajouter qu'une intervention militaire étrangère "est perverse et susceptible de causer de graves préjudices. Elle n'apportera certainement pas une stabilité à long terme en Haïti."

Dans le pays voisin, la République dominicaine, l'avocat défenseur des droits de l'homme Ramón Antonio Negro Veras écrit sur le site *Acento*, à contre-courant des idées déployées par son gouvernement : "Une intervention en Haïti, qu'elle soit américaine ou de manière dissimulée avec le Kenya, est odieuse et n'a aucune légitimité aux yeux de ceux qui croient en l'indépendance des peuples."

"Une intervention en Haïti n'a aucune légitimité pour ceux qui croient en l'indépendance des peuples."

Ramón Antonio Negro Veras, AVOCAT

Quant aux médias kenyans, ils n'ont pas réagi à la proposition du président, William Ruto. Mais certaines ONG ont exprimé leurs inquiétudes "et rappelé le bilan de la police kenyane en matière de violations des droits de l'homme", écrit *Voice of Africa*, le site de *Voice of America* pour l'Afrique. "Pour Irungu Houghton, directeur d'Amnesty International Kenya, [...] il n'est pas certain que la police kenyane ait les moyens de restaurer le calme dans le respect de la légalité – notamment à cause des accusations de brutalité qui pèsent sur les forces de l'ordre." Irungu Houghton précise : "Ces trois derniers mois, il y a eu neuf séries de manifestations – et à chaque fois les violences montaient d'un cran. Nous avons recensé pas moins de 40 décès et plus de 100 blessés."

— Courrier international

d'un
continent
à l'autre.
europe



Amériques.....	14
Afrique	18
Moyen-Orient...	22
Asie	24
France	26

Russie. La mort de Prigojine annonce une ère de violence



FOCUS

Le fondateur du groupe de mercenaires Wagner n'est pas la première figure publique à mourir dans de curieuses circonstances. Mais avec le crash de son jet privé, le 23 août, la violence a franchi un nouveau palier, analyse la journaliste américaine Anne Applebaum.

✓ *Poutine fait le ménage.*

Dessin de **Danziger** paru dans **The Rutland Herald, États-Unis.**

—**The Atlantic**, extraits
(Washington)

La Russie de Vladimir Poutine est depuis longtemps le pays des morts mystérieuses. En 1998, peu après sa nomination à la tête des services de sécurité, Galina Starovoïtova, une parlementaire déterminée à démocratiser la Russie, a été abattue dans la cage d'escalier de son immeuble, à Saint-Petersbourg.

En 2006, Anna Politkovskaïa, une journaliste qui en savait trop sur les guerres de Tchétchénie, instrumentalisées par Poutine pour se propulser à la tête de l'État russe, a connu le même sort dans l'escalier de son immeuble à Moscou.

En 2015, Boris Nemtsov, critique virulent de la présidence de Poutine, a été éliminé par un tueur à gages à quelques pas du Kremlin. D'autres critiques ont survécu de justesse. En 2020, Alexeï Navalny, à la tête du seul mouvement politique d'ampleur nationale contre Poutine, a fait un malaise lors d'un vol entre Tomsk et Moscou, après avoir été empoisonné.

Toutes ces victimes étaient des opposants déclarés de Poutine, des personnes qui s'exprimaient à l'oral ou à l'écrit contre la kleptocratie qu'il a créée. Depuis que Poutine a lancé son invasion totale de l'Ukraine, une nouvelle catégorie de personnes – des membres de l'élite russe des affaires ayant peut-être affiché un manque de loyauté ou d'enthousiasme vis-à-vis de la guerre – a aussi commencé à mourir dans de curieuses circonstances.

Un cas à part. Durant les dix-huit mois qui se sont écoulés depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, deux patrons de l'industrie gazière ont été retrouvés sans vie près d'une lettre de suicide. Trois autres patrons russes sont morts avec femme et enfants, dans ce qui paraissait des meurtres suivis de suicides. D'autres sont tombés par des fenêtres ou dans des escaliers à Moscou, en Inde, sur la Côte d'Azur, en France, et à Washington, aux États-Unis.

Malgré tout, même sur la très longue liste des personnes abattues, pendues, empoisonnées et victimes d'accidents mortels parce qu'elles gênaient Poutine, Evgueni Prigojine est un cas à part. Le jet privé de Prigojine s'est mystérieusement abîmé le 23 août, à la suite d'une explosion possiblement due à une bombe ou à une roquette. Les autorités russes ont déclaré que Prigojine se trouvait sur la liste des passagers [et, après une expertise génétique, le comité d'enquête russe a confirmé sa mort le 27 août], bien

Prigojine n'était pas un opposant de Poutine. Au contraire, il a contribué à son ascension.

que les agences occidentales de renseignements n'aient pu dans un premier temps confirmer qu'il avait embarqué sur ce vol. Quoi qu'il en soit, quelqu'un a abattu cet appareil et ce quelqu'un n'a pu agir que sur ordre de Poutine, ou du moins par anticipation de ces ordres.

Mais Prigojine n'était pas un opposant de Poutine. Au contraire, il a contribué à son ascension. Il n'était pas critique de la kleptocratie poutinienne. Au



contraire, il a créé le groupe de mercenaires Wagner, qui a soutenu des dictateurs en Afrique et au Moyen-Orient et exploité des mines de diamant pour le compte de Moscou. Il a par ailleurs dirigé l'Internet Research Agency, l'entité qui a recouru au piratage, à des fuites de données et à l'utilisation des réseaux sociaux pour contribuer à l'élection de Donald Trump [en 2016].

Prigojine n'était pas non plus un opposant de la guerre en Ukraine. Ses hommes et les criminels qu'ils recrutaient ont participé à la bataille acharnée de Bakhmout, obtenant ainsi la seule victoire notable de la Russie en Ukraine en 2023 à ce jour. Des milliers de soldats russes, peut-être des dizaines de milliers, sont morts dans ces combats, en raison de tactiques militaires indifférentes aux vies humaines, au point que les Russes eux-mêmes les qualifient de "hachoir à viande".

À cette période, Prigojine a commencé à avoir des doutes sur la stratégie militaire et peut-être sur les réelles motivations de ceux qui menaient la bataille. Il a alors osé défier les gradés de l'armée, et donc le président russe, lors d'une rébellion étrange qui, presque sans rencontrer de résistance, l'a mené [les 23 et 24 juin] jusqu'au quartier général de l'armée, à Rostov-sur-le-Don, puis quasiment jusqu'à Moscou, il y a exactement soixante jours.

Spectaculaire. La mort de Prigojine est donc un mystérieux décès de plus, mais d'un genre nouveau. Avec ce crash aérien, la violence à la périphérie de l'empire russe s'est déplacée en son centre. Poutine s'est toujours maintenu au pouvoir par un mélange grisant d'opportunisme, de corruption et d'un nationalisme russe de façade, accompagné d'une subtile menace de violences.

Après la rébellion de Prigojine, il fallait à Poutine quelque chose de plus spectaculaire : une violence publique et théâtrale, une violence qui abat un avion peu après le décollage au beau milieu d'une journée ensoleillée, une violence pensée pour terrifier toute personne qui souhaitait secrètement la réussite de Prigojine.

Sous peu, Poutine aura peut-être besoin de démultiplier cette forme de violence. La méfiance

régne au sein des élites russes, où il n'existe aucune idéologie commune au-delà des intérêts personnels, ce dont personne ne s'étonne : la sécurité de Prigojine et celle de ses mercenaires devaient être garanties par Alexandre Loukachenko, le dictateur biélorusse. Cette promesse, comme la plupart des promesses de Poutine, s'est révélée creuse.

Tous ceux qui font encore partie de son entourage proche engagent déjà des gardes du corps et, s'ils le peuvent, envoient leur famille à l'étranger. Ceux qui en ont les moyens ont déjà des armées privées. Maintenant, toute personne associée à

"L'assassinat de Prigojine aura des conséquences catastrophiques."

Message sur une chaîne Telegram associée à Wagner

Prigojine a de nouvelles raisons de craindre pour sa vie. Un général [Sergueï Sourovikine] proche du chef de Wagner a été limogé ce 23 août. Il n'avait pas été vu en public depuis de nombreuses semaines. Le bras droit de Prigojine, Dmitri Outkine, est lui aussi mort dans l'avion abattu.

Reste qu'à Moscou ils étaient nombreux à connaître Prigojine, à avoir travaillé avec lui et profité de ses affaires, tant militaires que criminelles. Attendent-ils passivement que la violence les consume ? S'échapperont-ils ? Des informations indiquaient récemment que les troupes de Wagner quittaient déjà leurs nouveaux campements en Biélorussie. Ou chercheront-ils à frapper les premiers ? Grey Zone, une chaîne sur Telegram associée à Wagner, a déjà formulé des menaces explicites : "L'assassinat de Prigojine aura des conséquences catastrophiques, pouvait-on lire dans une publication le 23 août. Ceux qui ont donné cet ordre n'ont aucune idée de l'humeur et du moral qui règnent dans l'armée. Que ce soit une leçon pour tout le monde. Il faut toujours aller jusqu'au bout."

"Au bout", pour l'auteur, désignait ici Moscou. Evgueni Prigojine n'est pas allé jusqu'à Moscou. Peut-être que quelqu'un d'autre prendra la relève.

— Anne Applebaum, publié le 23 août



Vu d'Ukraine

À court terme, rien ne change vraiment

● "Prigojine a trouvé sa 'fenêtre'", ironise sur son site le journal ukrainien **Fokous**, en faisant allusion à la série de morts de responsables russes tombés d'une fenêtre depuis février 2022. Mais "que signifie pour l'Ukraine la mort du patron de Wagner" ? Une question que l'on retrouve dans la plupart des médias du pays. "La mort de Prigojine va-t-elle aider l'Ukraine ?" se demande ainsi la chaîne d'information 24 dans un entretien avec le politologue Andriy Vihirinskiy. Ce dernier répond par la négative, estimant que la disparition du "chef de Wagner va momentanément renforcer la position [du président Vladimir] Poutine à l'intérieur de la Russie". En ce qui

concerne la guerre, il précise : "À court terme, la mort de Prigojine ne va aucunement influencer la situation sur le front. Les cadres de l'armée russe ne s'en soucient pas, et les mercenaires de Wagner ne sont déjà plus en Ukraine depuis longtemps."

Vihirinskiy considère plutôt que, si la mort de Prigojine a un effet, ce sera "dans une perspective à long terme". "À cause de la mort du dirigeant de Wagner, dont dépendait le financement de la société qu'il avait créée, sa branche militaire pourrait cesser d'être opérationnelle. Cela va mettre une croix sur les tentatives de Wagner visant à former des groupes en Biélorussie." À l'opposé, le portail d'information et d'analyse **Komentari** affirme qu'avec la fin de Prigojine "le temps des troubles approche pour Poutine en Russie". Il donne la parole à des spécialistes ukrainiens des questions militaires et géopolitiques. Pour l'expert Ihor Soloveï, Prigojine est mort "parce que Poutine [et son ministre de la Défense Sergueï] Choïgou ne lui ont

jamais pardonné ses déclarations sur les causes réelles de la guerre contre l'Ukraine et sur la situation sur le front. Prigojine avait dit qu'en 2022 il n'y avait aucun motif pour faire la guerre, et qu'elle aurait été déclenchée pour les épaulettes de maréchal de Choïgou et non pour la démilitarisation et la 'dénazification' de l'Ukraine." Soloveï note également que "Prigojine avait souligné que Choïgou mentait à Poutine sur la situation réelle, et qu'en réalité c'était un bain de sang pour les militaires russes". Après tout cela, ajoute-t-il, "quand Prigojine a marché sur Moscou, tuant au passage des militaires russes, il a signé son arrêt de mort". Du point de vue de l'officier ukrainien Viktor Taran, lui aussi interrogé par **Komentari**, "Prigojine promouvait activement un monde sans règles, où régnaient les trahisons, les tricheries, le droit du plus fort, comme dans *Game of Thrones*, où même les plus proches se trompent les uns les autres. Il a fini par être victime de ce 'monde russe'".



Vu de Pologne

Wagner est-il encore une menace ?

● Pour le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, cité dans le quotidien conservateur **Rzeczpospolita**, la mort d'Evgueni Prigojine ne change rien à la situation : "Le contrôle du groupe Wagner revient directement au président Poutine [...]. Il constituera encore un instrument de provocation [...] et de déstabilisation des pays voisins de la Biélorussie." Cette affirmation est pourtant contredite par les experts s'exprimant dans la presse polonaise, alors que le pays s'interroge

sur les futures capacités de nuisance du groupe de mercenaires. Cet exil biélorusse, consécutif à la rébellion du 23 juin, n'était qu'une solution temporaire pour les dirigeants russes, estime par exemple Grigory Nizhnikov, de l'Institut finlandais des relations internationales, interrogé par la **Deutsche Welle** et cité par **Rzeczpospolita**. Et l'analyste de prédire un prochain départ du restant des troupes de Wagner du territoire biélorusse. Un retrait qui semble inéluctable à la chaîne télévisée polonaise **TVN24**, s'appuyant sur les informations de l'édition biélorusse de Radio Free Europe, qui a pu constater le démantèlement d'un camp de "wagnériens" en Biélorussie, le 23 août, à proximité de Tsel. "Les wagnériens en tant que

groupe vont probablement s'effondrer, confirme Krystyna Kurczab-Redlich au média économique **Money.pl**. Ils gagneront moins bien leur vie sous l'égide de Choïgou [le ministre de la Défense russe]." L'hebdomadaire libéral **Polityka** ajoute que, "sans Prigojine, il n'y aura pas de source de financement. Les wagnériens seront donc à la merci de ceux qui sont prêts à les payer." Mais la menace ne "disparaît pas" pour autant, avertit le média. Une dizaine de jours avant la mort de Prigojine, le ministère de la Défense polonais, prompt à surfer sur les menaces en cette période électorale, avait justement annoncé le déploiement d'une nouvelle force opérationnelle en Podlachie, à la frontière avec la Biélorussie. Son nom de code ? Rengaw, soit "Wagner" à l'envers.



Pour les Russes, l'ambivalent parcours d'un héros

Le statut du fondateur de Wagner divise l'opinion, et sa mort va accélérer le renforcement du contrôle de l'État sur les sociétés militaires privées.

En Russie, la figure d'Evgueni Prigojine est éminemment ambivalente. Doit-il être considéré comme un traître ou comme un héros? Vladimir Poutine lui-même lui a reconnu un *"destin complexe"* : il a salué ses *"résultats importants"*, pour *"lui-même"* et pour la *"cause commune"*, tout en relevant aussi ses *"graves erreurs"*.

L'ambivalence du statut de Prigojine avait éclaté au grand jour lors de sa tentative de putsch, le 23 juin. Accusé de trahison par Poutine, il était laissé en liberté. Ses faits d'armes à la tête de Wagner en Ukraine pesaient trop dans la balance. La gestion même de sa rébellion par le président russe, qui a laissé la main à son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, révélait à quel point la situation était délicate pour le pouvoir – d'après la version officielle, le président biélorusse aurait retenu in extremis le chef du Kremlin d'écraser la mutinerie dans le sang. Selon lui, une guerre civile aurait pu s'ensuivre.

Prigojine est officiellement déclaré mort, et ses obsèques, organisées par sa société Concord, ont eu lieu le 29 août, en privé, a annoncé l'entreprise sur Telegram. Un événement auquel Vladimir Poutine n'avait pas prévu d'assister, avait-il déclaré un peu plus tôt par l'entremise de son porte-parole. La société Concord a précisé que les personnes souhaitant dire adieu à Evgueni Prigojine pouvaient se rendre dans un cimetière de Saint-Petersbourg. Dans cette ville, comme ailleurs, des mémoriaux populaires avaient fait leur apparition depuis quelques jours.

De fait, le titre de héros de la Fédération de Russie avait été décerné à Prigojine en juin 2022.

Il a également été décoré de la médaille de héros de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk [les deux entités séparatistes du Donbass]. C'est à lui que sont revenus les lauriers de la prise de Bakhmout, le 20 mai. Le politologue Sergueï Markov a même suggéré, dans le journal *Argoumenty Nedieli*, d'enterrer le chef de Wagner et son second, Dmitri Outkine, dans cette ville de la région de Donetsk, *"siège de*

C'est à Prigojine que sont revenus les lauriers de la prise de Bakhmout, le 20 mai.

l'apogée de leur gloire". *"Cela marquerait la force de la Russie et renforcerait les liens entre le pouvoir et le peuple"*, a-t-il commenté.

Complexe, à l'instar de son fondateur, la société Wagner est une structure opaque, sans statut juridique, et le flou qui l'entoure a été largement exploité par le pouvoir russe, surtout depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Que va-t-elle devenir? Une partie de son sort a été déterminée après le 23 juin.

Poutine a alors proposé aux combattants trois options : signer un contrat avec les forces armées russes, quitter complètement

la sphère militaire ou partir en Biélorussie. S'agissant de ceux qui ont été accueillis dans ce pays allié de la Russie, *Moskovski Komsomolets* rapporte les récents propos d'Alexandre Loukachenko : *"Wagner est vivant, Wagner vivra en Biélorussie... Nous en garderons autant que nous en aurons besoin"*, probablement un noyau de 3 000 personnes sur les 10 000 initiales.

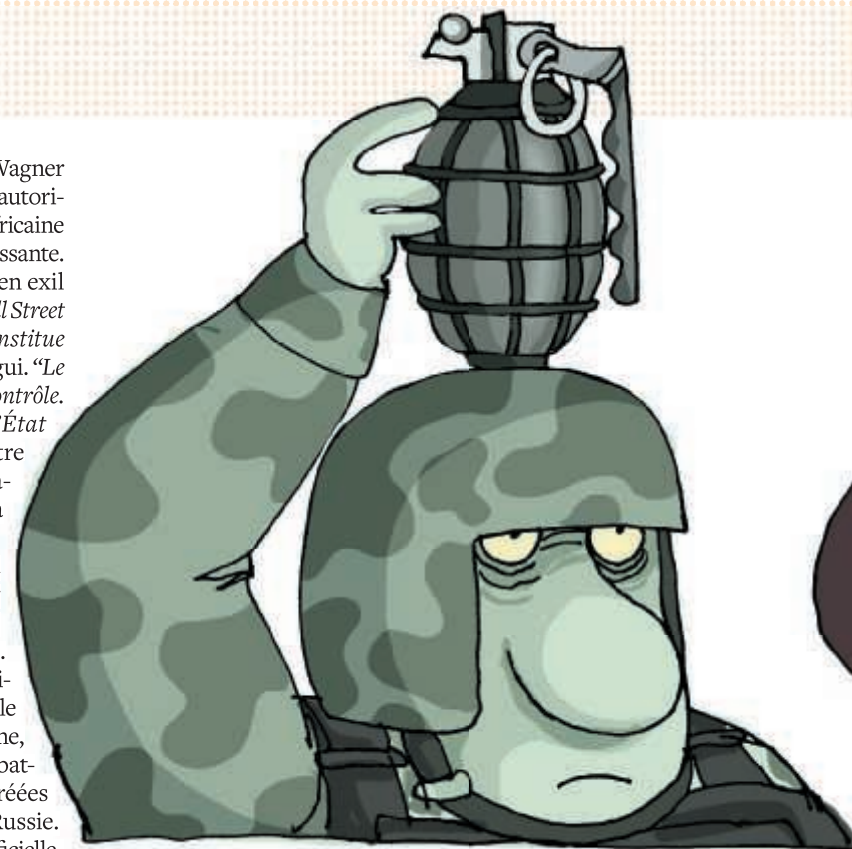
Concernant l'avenir de Wagner en Afrique, la réaction des autorités de la République centrafricaine donne une indication intéressante. Selon le site d'opposition en exil *Meduza*, qui relaie *The Wall Street Journal*, *"cette mort ne constitue pas un problème"* pour Bangui. *"Le pouvoir russe rétablira le contrôle. Notre partenaire, c'est l'État russe"*, a déclaré le ministre des Investissements stratégiques, Pascal Bida Koyagbé.

Après le 23 juin, la Douma s'est mise au travail pour sortir de *"l'illégalité"* les sociétés militaires privées. Comme le rapporte le quotidien *Kommersant*, depuis le début de la guerre en Ukraine, plus de 40 unités de combattants volontaires se sont créées dans diverses régions de Russie. Le statut de vétéran a été officiellement instauré à la fin de 2022 par Vladimir Poutine pour les volontaires qui auront pris part aux combats sur le théâtre ukrainien.

Quelques mois auparavant, *"l'inexistence"* juridique des sociétés militaires, et avant tout de Wagner, avait déjà commencé à poser de sérieux problèmes au pouvoir. *"À qui la milice Wagner était-elle subordonnée? Aux frais de qui fallait-il l'équiper? Qui devait payer les soldes, financer les enterrements? Pour faire sortir cette structure de l'ombre, les responsables de la défense ont par exemple commencé à contractualiser les hommes de Wagner"*, écrivait *Moskovski Komsomolets* le 26 juin. Du reste, c'est ce débauchage des combattants de Wagner qui aurait poussé Prigojine à la rébellion.

Enfin, le 25 août, Vladimir Poutine a signé un oukase obligeant les volontaires et autres membres de formations paramilitaires du territoire russe *"assistan l'armée russe dans la réalisation de ses missions sur le théâtre de l'opération militaire spéciale"* à prêter un serment de *"loyauté envers la Fédération de Russie"*, *"d'obéissance aux commandants et hauts dirigeants"*, de *"défense de l'indépendance du pays et de sa Constitution"*. Il ne fait pas de doute que les membres de Wagner sont concernés par le décret, qui constitue, écrit le site *Novyï Izvestia*, un *"pas vers le renforcement du contrôle d'État sur les groupes paramilitaires"*.

— **Courrier international**



En Afrique, Moscou n'a plus de paravent

Avec la mort d'Evgueni Prigojine et la probable reprise en main des affaires de Wagner, le Kremlin se retrouve en première ligne sur le continent.

— **The Guardian**, extraits (Londres)

La mort présumée du créateur et chef de Wagner dans un crash aérien en Russie [le 23 août] pourrait avoir de lourdes répercussions sur de nombreux régimes et chefs de guerre africains, mais aussi sur la vie de centaines de millions de citoyens ordinaires, sur l'Occident et sur toutes les puissances engagées dans une lutte d'influence sur le continent africain.

Selon certains spécialistes, elle pourrait en effet renforcer l'ascendant du Kremlin sur les dirigeants africains qui utilisent le nébuleux réseau de sociétés et les paramilitaires liés à Wagner pour accroître leur propre pouvoir – et faire peur à tous ceux qui seraient tentés de les imiter.

"Les responsables du crash n'ont pas encore été formellement identifiés, mais l'événement risque de resserrer encore davantage les liens entre les dirigeants africains et Moscou... Beaucoup d'entre eux

apprécieront certainement cette démonstration de force, plus efficace à leurs yeux que les communiqués des ambassades occidentales", avance Enrica Picco, directrice de projet pour l'Afrique centrale au think tank International Crisis Group.

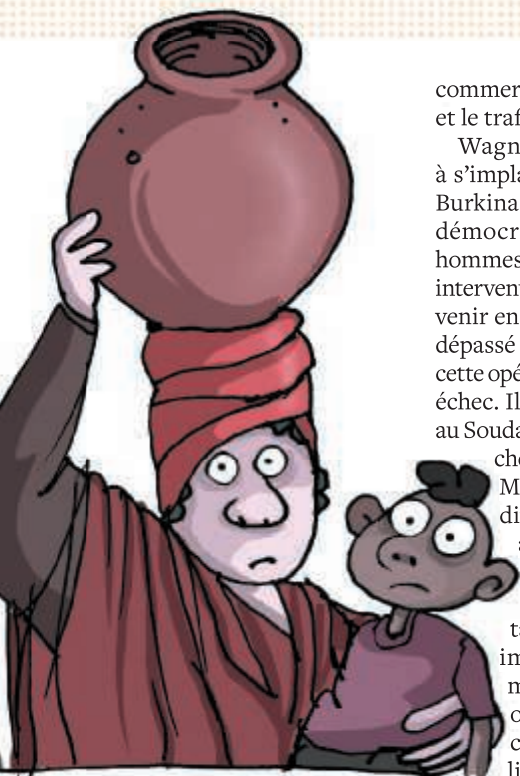
Mais tous ne sont pas de cet avis : les dirigeants africains pourraient interpréter cet événement comme un signe de fragilité de leurs prétendus amis moscovites, estiment d'autres analystes.

Sous sa coupe. Ces cinq dernières années, dans divers États d'importance stratégique tels que le Mali, la Libye ou le Soudan, une douzaine de dirigeants ou d'opposants ambitieux ont signé un pacte avec le diable, permettant ainsi à Prigojine d'accroître l'influence russe sur de vastes portions du continent et de piocher dans les ressources naturelles locales. Wagner a ainsi rapporté des sommes astronomiques au Kremlin, grâce au commerce de l'or et des bois précieux notamment. D'autres pays, de taille



REVUE
DE PRESSE

✍ Dessin de Martirena, Cuba.



commerce de vodka et de bière, et le trafic de diamants.

Wagner cherche désormais à s'implanter au Cameroun, au Burkina Faso et en République démocratique du Congo. Les hommes de Prigojine sont aussi intervenus au Mozambique, pour venir en aide au gouvernement, dépassé par les djihadistes, mais cette opération s'est soldée par un échec. Ils ont eu plus de chance au Soudan, où ils se sont rapprochés du seigneur de guerre Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemeti", ce qui leur a permis d'avoir accès à d'immenses quantités d'or supplémentaires. Wagner s'est aussi imposé en Libye, où un millier de combattants ont été déployés sous le commandement symbolique du général – auto-proclamé – Khalifa Haftar,

homme fort d'une bonne partie de l'est du pays.

Le Kremlin a longtemps nié, jusqu'à assez récemment, tout lien avec Prigojine et ses hommes. Le rôle de premier plan joué en Ukraine par Wagner et sa place grandissante en Afrique ont finalement contraint le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, à reconnaître les liens.

Depuis la rébellion avortée de Prigojine en juin, rien ou presque ne permettait de penser que le Kremlin s'efforçait directement de

Le réseau de Wagner s'étend des rivages de la Méditerranée aux côtes du Mozambique.

reprendre la main sur les réseaux et les affaires de Wagner en Afrique. [Avec sa mort], les choses vont vraisemblablement changer, jugent certains observateurs.

"Le plus probable est que le ministère de la Défense russe et les sociétés militaires privées à qui il sous-traite reprennent la main sur les activités aussi bien économiques que militaires", avance Picco. Wagner "affiche une trop grande réussite pour que le Kremlin se permette de le perdre", résumant les observateurs. Moscou continue de chercher en Afrique des alliés dans sa confrontation avec l'Occident. L'or et les autres ressources naturelles qu'extraient

les sociétés de Wagner sont précieux pour une économie russe sous sanctions.

"Ils veulent s'efforcer de préserver ce qu'a bâti Prigojine, mais en rendant ses activités plus transparentes", estime Dino Mahtani, observateur de longue date de l'Afrique et analyste indépendant. Cette semaine, le vice-ministre de la Défense russe s'est rendu à Benghazi, en Libye, pour parler "coopération militaire" avec un Haftar manifestement déconcerté.

Charisme. C'est qu'il ne sera sans doute pas aisé pour le Kremlin d'assurer une transition en douceur. Si la perspective d'une solde plutôt coquette, complétée par de lucratives missions officielles, était souvent la principale motivation des milliers de mercenaires, techniciens, spécialistes des communications et gestionnaires de Wagner sur le continent africain, la loyauté à Prigojine et un attachement certain au nationalisme rentre-dedans qu'il pratiquait y étaient aussi pour beaucoup.

Ce nationalisme belliqueux survivra à Prigojine et facilitera l'intégration des employés de Wagner dans la structure que construira le Kremlin, quelle qu'elle soit, mais le charisme de son futur leader jouera un rôle important, mettent en garde les experts.

En reprenant ouvertement la responsabilité des opérations de Wagner en Afrique, le Kremlin se lance dans une aventure à haut risque, juge Alia Brahimi, experte auprès du think tank The Atlantic Council et créatrice du podcast *Guns for Hire*.

En 2018, lors d'un affrontement avec des troupes pro-Assad pour le contrôle d'un gisement de pétrole dans l'est de la Syrie, l'armée américaine avait fait de nombreux morts parmi les combattants de Wagner. À l'époque, le Kremlin se démarquait de l'organisation paramilitaire, ce qui avait évité le clash diplomatique – il en serait tout autrement aujourd'hui.

"Le risque géopolitique repose maintenant sur Poutine, souligne Alia Brahimi : il n'a plus de prétexte, le déni n'est plus possible. Or Wagner a été très actif dans une région extrêmement stratégique où les États-Unis et leurs alliés ont d'immenses intérêts aussi. Le risque d'escalade n'en est que plus élevé."

— Jason Burke, publié le 24 août



Vu de l'UE

"La Russie, un régime mafieux"

● "Ces derniers temps, les informations fiables en provenance de Russie se comptent sur les doigts d'une main." Cette phrase d'un porte-parole de l'Union européenne, recueillie par la chaîne allemande ZDF, illustre bien la prudence avec laquelle Bruxelles a accueilli la nouvelle du crash de l'avion d'Evgueni Prigojine. Le 24 août, "l'Union européenne ne voulait surtout pas trop s'avancer" et peinait à anticiper "les éventuelles conséquences politiques" de l'incident. Depuis, les langues se sont

déliées, note le site d'information belge **EUObserver**. "Pour l'Allemagne et d'autres États membres de l'Union, cet assassinat politique manifeste montre bien que la Russie est un régime mafieux", assure le site. La ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, a laissé entendre que le Kremlin était à l'origine non seulement de la mort de l'oligarque russe, mais aussi de celle de nombreuses autres personnes. "Nous connaissons cette tendance dans la Russie de Poutine : des morts, des suicides douteux, des chutes de fenêtres. Tout cela reste non élucidé – cela souligne un système de pouvoir dictatorial construit sur la violence", a-t-elle déclaré. Tallinn, Vilnius et Varsovie ont fait des déclarations similaires, ajoute **EUObserver**.

Dernière minute

Officiellement mort, selon Moscou

●●● L'identité des dix victimes du crash de l'avion privé Embraer Legacy qui s'est écrasé le mercredi 23 août au nord-ouest de Moscou a été établie par des analyses génétiques, selon l'agence **Tass**. "Des examens de génétique moléculaire ont été effectués. Sur la base de leurs résultats, l'identité des dix victimes a été établie. Elle correspond à la liste indiquée sur la feuille de vol", indique le communiqué du comité d'enquête russe, qui précise qu'Evgueni Prigojine figure bien parmi les morts. L'autorité de l'aviation civile russe avait divulgué le jour de l'accident l'identité des trois membres d'équipage et des six autres passagers, parmi lesquels figurait Dmitri Outkine, le bras droit du patron du Groupe Wagner. Cette annonce avait suscité des spéculations sur le sort réel de Prigojine,

rappelle le quotidien britannique **The Guardian**. "Prigojine était connu pour avoir des sosies et utiliser plusieurs passeports et déguisements lors de ses voyages. De fausses informations avaient auparavant fait état de sa mort à deux reprises, notamment après un accident d'avion en République démocratique du Congo, en 2019." Dès le 25 août, le Kremlin a nié toute responsabilité dans sa mort, rejetant l'idée selon laquelle le gouvernement russe aurait détruit l'avion, la faisant passer pour "de la propagande occidentale visant à diffamer Vladimir Poutine", rapporte **The New York Times**. "Il s'agit d'un mensonge absolu", a déclaré Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe. "Ces démentis ont été répétés sous diverses formes tout au long de la journée par le ministre des Affaires étrangères russe, les chaînes de télévision contrôlées par l'État et le plus proche allié étranger de M. Poutine, Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie."



amériques

États-Unis. Criminel ou martyr? Le “mug shot” de Trump divise

La photo judiciaire de l'ancien président américain, prise dans une prison de Géorgie, a provoqué les réactions les plus opposées chez les Américains.



—The Washington Post, extraits (Washington)

Rafael Struve était en train de dîner chez ses parents, à Houston, au Texas, quand la photo judiciaire de Donald Trump s'est affichée sur l'écran de son téléphone.

“On s'y attendait, mais la voir pour de vrai, c'est autre chose”, s'est exclamé le trentenaire, qui travaille dans le développement commercial. “Si c'est ça le cœur du Parti républicain, cela n'augure rien de bon pour nous”, souligne ce porte-parole des Jeunes républicains du Texas.

C'est la première fois qu'un ancien président américain – devenu le détenu numéro P01135809 de la prison du comté de Fulton, dans l'État de Géorgie – a droit à un tel cliché, et l'image ferait un excellent support de psychodiagnostic. Si notre vision

du monde est influencée par notre personnalité, il en va de même pour la perception de cette photo, qui s'annonce comme l'une des images les plus clivantes de la campagne électorale de 2024.

Certains Américains y voient le visage d'un criminel visé par 91 chefs d'inculpation à New York, à Washington, en Floride et en Géorgie [au niveau fédéral, son procès pour avoir tenté d'inverser le résultat de l'élection présidentielle de 2020 se tiendra à partir du 4 mars 2024], un homme égal aux autres face à la justice. Pour d'autres, c'est le portrait d'un champion accusé à tort, celui du probable candidat républicain à la prochaine présidentielle poursuivi par une justice partielle qui manigance pour le mettre sur la touche. D'autres encore reconnaissent dans cette image le showman expérimenté, un homme qui sait s'y prendre avec les caméras.

Les autorités du comté de Fulton ont divulgué cette photo historique le 24 août au soir. Peu de temps avant, Donald Trump s'était livré aux autorités à la prison d'Atlanta, pour répondre aux accusations de tentative de fraude électorale lors de l'élection présidentielle de 2020. Contrairement aux autres États dans lesquels l'ancien locataire de la Maison-Blanche est poursuivi par la justice, en Géorgie, tout citoyen accusé d'un crime doit en passer par la photo anthropométrique. Il s'agit de “la procédure habituelle”, souligne Patrick Labat, le shérif du comté de Fulton.

Regard noir. Trump nie tous les faits qui lui sont reprochés. “Ce qu'il s'est passé ici est un simulacre de justice, a-t-il déclaré aux journalistes en quittant les lieux. Nous n'avons rien fait de mal.”

À Houston, Rafael Struve, qui a voté Trump lors des deux dernières

élections et qui soutient désormais la candidature du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, a longuement détaillé le cliché, délaissant son assiette, où trônait un steak accompagné de guacamole et de yucca.

Le regard noir de Trump? Un détail savamment calculé, selon lui : “Il joue la carte de l'injustice, cela fait partie de sa stratégie à long terme.”

À Atlanta, Anthony Michael Kreis dénonçait, pour sa part, un rituel judiciaire archaïque. Pour ce maître de conférences en droit à l'université de Géorgie, les photos anthropométriques ont perdu leur rôle initial d'identification pour devenir un instrument d'humiliation. Il y a encore quelques années, les journaux publiaient régulièrement une ribambelle de clichés de ce genre qui pouvaient poursuivre les accusés jusqu'à la fin de leurs jours, même lorsqu'ils étaient finalement innocentés.

Sordide. “C'est une pratique sordide”, déplore Kreis, tout en admettant qu'il aurait été tout aussi sordide d'accorder un passe-droit à Trump. Le cliché “hautement symbolique” envoie un message clair, souligne le juriste : “Personne n'est au-dessus des lois.”

Don Price, lui, était passé à côté de la photo. Ce sexagénaire, propriétaire d'une entreprise spécialisée dans l'aérospatiale, qui a également voté pour Trump à deux reprises avant de se désintéresser de la politique, avait raté la publication du cliché. Le lendemain matin, attablé dans un restaurant situé à une cinquantaine de kilomètres de la prison du comté de Fulton, il mange une gaufre et déplore la couverture médiatique de la vie politique, qui “tourne tristement en rond”. Pour lui, “seul un idiot voterait encore pour Biden ou Trump”.

Non loin de la résidence de Mar-a-Lago, refuge de l'ancien président à Miami, Lester Pena guettait un signe indiquant que Donald Trump finirait bel et bien derrière les barreaux. Pour cet électeur démocrate, le milliardaire a enfreint la loi et mené une campagne contre la démocratie elle-même. Il se réjouit à l'idée de le voir subir les conséquences de ses actes.

Cet homme de 60 ans qui travaille dans l'hôtellerie à Miami Beach, flânait pendant sa pause

À la une



Pour le bref passage de Donald Trump par la case prison dans le comté de Fulton, en Géorgie, le 24 août, *The Atlanta Journal-Constitution*, le plus grand quotidien local, s'est fendu d'une édition spéciale. Sur la une, où figure en majesté la photo judiciaire officielle de Trump, une première historique pour un ex-président américain, on peut lire en lettres capitales : “Fiché”. L'ancien président s'est présenté (à la prison) et a été libéré (sous caution) au bout de vingt minutes, après avoir donné ses empreintes digitales, souligne le journal.

dans un parc bordé de palmiers. La photo de Trump, devenue virale sur son fil TikTok, l'a rendu mal à l'aise. Pour lui, le visage de Trump est un avertissement : il attend de sortir de là pour se venger.

Dans la ville texane de Bellville, Eddie Hawa, propriétaire du restaurant Trump Burger, a vu dans la photo le portrait de son héros. Musulman originaire de Jérusalem, il a ouvert le premier de ses deux fast-foods à thème en 2016 – un hommage à l'homme d'affaires, qu'il qualifie de “très intelligent” et qu'il considère comme une bénédiction économique pour les États-Unis. Il sert des burgers avec le nom de Trump marqué sur le petit pain. Ses cartes de visite arborent le visage de Trump. Bientôt, son restaurant va proposer des tee-shirts “Libérez Trump”.

Hawa estime que la justice américaine prend Trump pour cible – comme Fidel Castro le faisait avec ses opposants. “On est aux États-Unis, quand même, pas dans un pays du tiers-monde”, fait valoir cet homme de 53 ans.

À environ 2200 kilomètres au nord, dans le village d'Ephraïm, dans le nord-est du Wisconsin,

Monique McClean, âgée de 61 ans, regardait son Apple Watch en se demandant : “C’est quoi, ça ?” Son mari lui avait envoyé la photo dans un texto, sans commentaire, si bien qu’elle l’a d’abord prise pour une sorte d’illustration. “J’ai cru à un superméchant de l’univers Marvel”, souligne-t-elle. Après avoir regardé l’image de plus près, elle s’est assombrie. “J’ai repensé à tous les mensonges qu’il débite depuis des années”, commente-t-elle.

CAGLE CARTOONS



Le quart d’heure de gloire d’un despote en herbe

Jeune ambitieux venu de l’Ohio, Vivek Ramaswamy a brillé lors du premier débat entre les candidats républicains. Mais ses belles paroles cachent un fatras de contradictions, souligne cette chroniqueuse.

—Ohio Capital Journal, extraits (Columbus, États-Unis)

Tee-shirts à 36 dollars. À Minneapolis, pendant le dîner d’anniversaire de ses 37 ans dans un restaurant italien, Kimberly Rosenfield se demandait bien à quoi allait ressembler la photo de Trump. Cette professionnelle du marketing, passionnée de politique, savait que la photo allait être publiée d’un moment à l’autre. C’est la raison pour laquelle elle avait son téléphone posé sur la table. “Je ne suis pas d’accord avec Donald Trump, mais il faut reconnaître que c’est un as du marketing, s’est-elle exclamée. Il sait créer le buzz.”

L’équipe de campagne de Trump y a vu une nouvelle occasion de collecter des fonds. Ses collaborateurs ont immédiatement mis à jour les tee-shirts à 36 dollars qu’ils vendaient depuis sa comparaison à Manhattan [en avril], sur lesquels était imprimée une fausse photo d’identité judiciaire, avec la mention “non coupable”. Ils ont ajouté des mugs et d’autres objets à la vente, sur lesquels figurait la vraie photo accompagnée de la mention “pas de reddition”.

Kimberly Rosenfield analyse l’air furibard de Trump. Pour elle, on est loin de sa vantardise habituelle, “on sent une certaine peur et vulnérabilité, comme s’il était raté par son passé”.

Gina Newell, 45 ans, kiné à Santa Barbara, en Californie, voit dans cette image la fin d’une époque. Elle se demande si les États-Unis n’ont pas cessé d’avoir tout pour eux. Elle a beau être démocrate, pour la quarantenaire, cette photo n’a rien de réjouissant. Sa première impression a été que Trump avait l’air d’un fou — “un fou facétieux, qui se moque de tout”, dit-elle. Puis la gêne a repris le dessus : “Ce genre de chose n’est pas censé arriver dans un pays puissant comme le nôtre”.

—Danielle Paquette, Molly Hennessy-Fiske, publié le 25 août

Le cheval aligné par l’État de l’Ohio lors du premier débat pour la primaire républicaine se pavane avec l’arrogance d’un pur-sang. Jeune premier plein d’assurance, le natif de Cincinnati Vivek Ramaswamy fait tourner les têtes.

Ramaswamy parle vite, fait la tournée des petites villes, toutes dents dehors et la main toujours tendue, pour fourguer une “vérité” subjective aux bonnes gens de l’Iowa dans l’espoir d’obtenir la deuxième ou la troisième place aux caucus de leur État [qui auront lieu le 15 janvier 2024 et donnent le coup d’envoi des primaires, le processus de désignation du candidat à la présidentielle]. La gueule télégénique et le baratin du beau parleur de 38 ans ne cachent pas grand-chose de son autoritarisme crasse.

Le jeune entrepreneur ayant fait fortune dans les biotechnologies, [une manne] qui autofinance une audacieuse course à la présidence qui tient de l’ego trip, se présente en millénial extraverti et jovial. Une bouffée d’air frais dans un paysage républicain de vieux canassons. Comment ne pas être séduit ? Les raisons ne manquent pas.

Pour Vivek Ramaswamy, le dérèglement climatique qui s’accélère, la montée exponentielle des températures, les inondations monstres, les mégafeux, loin d’être des menaces pour la survie de l’humanité, sont de risibles bagatelles. “Ce sont là des convictions religieuses, pas scientifiques”, assène-t-il en faisant l’apologie des énergies fossiles et de leurs émissions toxiques, essentielles à ses yeux



OPINION

à la prospérité de l’humanité. S’il est élu, Vivek Ramaswamy promet l’abandon de “la politique anticarbone de ce pays” : “Nous allons forer plus, fracturer plus, brûler plus de charbon... et sans complexes, car nous sommes fiers d’être américains.”

Ramaswamy entend aussi en finir avec “l’État bureaucratique” et notamment éliminer le FBI, le Trésor public et le ministère de l’Éducation. “Moi, je suis du côté de la révolution”, dit le riche type sorti de nulle part. “Ce qu’il nous faut, c’est faire revivre la révolution américaine et ses idéaux”, à commencer par “le pouvoir au peuple contre l’aristocratie”, et la liberté d’expression sans “interférences des élites”, explique le très aristocratique ancien élève de plusieurs universités d’élite qui promet de gouverner unilatéralement.

Cet idéologue en herbe est surtout un fatras de contradictions.

Ramaswamy se veut la voix des jeunes électeurs, et dans le même élan il propose de les priver de droit de vote en repoussant la majorité électorale de 18 à 25 ans. Il ne laisserait le droit de vote aux plus de 18 ans qu’à condition qu’ils aient fait six mois de service militaire, suivi une formation de secourisme ou réussi un test de civisme. Il s’agit de bannir la menace que représentent pour les républicains ces millions d’électeurs de la génération Z, de tendance majoritairement démocrate.

Ramaswamy a embrassé avec zèle l’antiwokisme primaire en vogue dans la petite bulle médiatique de droite. Il conspu la diversité et “ces nouvelles religions laïques que sont le covidisme, le réchauffisme et l’idéologie de genre”, venues remplacer “la foi, le patriotisme et le sens du travail”. C’est pourquoi cet hindouiste pratiquant propose “dix commandements”, dont les deux premiers sont “Dieu existe” (sous diverses formes selon la plupart des hindouistes) et “Il n’y a que deux genres”, ce qui lui permet ainsi de se rapprocher des évangéliques.

Il s’engage à demander des comptes à “l’État policier” pour avoir mis Trump en examen, tout en vantant, sans craindre le ridicule, “l’état de droit”, et “la justice de notre pays”, qui “fait le caractère unique de l’Amérique”. À l’en croire, les accusations portées contre l’ancien président sont “contraires à l’esprit américain” et créent “un affreux précédent”.

Ramaswamy n’a apparemment pas compris que c’est surtout l’ancien président qui a créé un affreux précédent. Ses mensonges sur l’élection volée ont abouti à l’assaut du Capitole [le 6 janvier 2021] par une foule déchaînée qui voulait

prendre le vice-président et empêcher la passation de pouvoir par la force. Mais le candidat républicain préfère débâter sur une “police fédérale corrompue” et légitimer la justice expéditive des foules. “Si vous empêchez les gens de s’exprimer, ils se mettent à tout casser. C’est exactement ce qui s’est passé le 6 janvier. Si nous refusons de reconnaître la vérité, le 6 janvier ne sera qu’un avant-goût du pire et je ne veux pas que nous en arrivions là.” Nous y sommes déjà, et vous aspirez à la guerre civile.

Heureusement, vos quinze minutes de narcissisme délirant et d’extrémisme inquiétant sont bientôt terminées. Vous remporterez peut-être une élection chez vous, à Columbus, dans l’Ohio, mais c’est peu probable. Comme Trump, qui est aujourd’hui sous le coup de 91 chefs d’accusation et de quatre procès, votre seul désir est d’être sous le feu des projecteurs, d’avoir une tribune et des pouvoirs illimités pour assouvir vos penchants despotiques.

—Marilyn Johannek, publié le 28 août

SOURCE



OHIO CAPITAL JOURNAL

Columbus, États-Unis

ohiocapitaljournal.com

Fondé en 2019 pour pallier la disparition de journaux locaux, ce site s’est donné pour mission de couvrir l’actualité politique régionale à travers des enquêtes, des reportages, des éditoriaux et des chroniques. Adossé à l’organisation à but non lucratif States Newsrooms, le site penche plutôt à gauche.

Repères

●●● Le premier grand débat entre candidats républicains, véritable coup d’envoi de la saison des primaires républicaines en vue de la présidentielle américaine de 2024, s’est tenu à Milwaukee, dans le Wisconsin, le 23 août. Huit candidats étaient retenus pour cette joute verbale, dont le très conservateur gouverneur de Floride, Ron DeSantis, et l’ancien vice-président Mike Pence. Donald Trump a refusé de participer, préférant faire cavalier seul et diffuser à la même heure un long entretien enregistré avec l’ancien animateur star de Fox News Tucker Carlson. En l’absence de Trump, c’est le néophyte Vivek Ramaswamy (lire ci-dessus) qui a volé la vedette à ses concurrents, estimant le **New York Times** et de très nombreux autres médias américains.

✎ Dessin de Ramsés,
Cuba.

ARGENTINE

Les grands écarts de Javier Milei

Bien placé avant la présidentielle du 22 octobre, ce politique ultralibéral s'en prend à l'État et à la justice sociale, et défend la légalisation de drogues et le mariage gay. Il n'en est pas à une contradiction près.



—El País América,
extraits (Mexico)

Javier Milei, arrivé en tête des élections primaires du 13 août en Argentine [32 % des suffrages], est un inclassable. Quand on lui demande de se définir, il se proclame “anarcho-capitaliste”, car pour lui “l’ennemi, c’est l’État”. Mais il se dit aussi “minarchiste” : partisan d’un minimum d’État, lequel “ne doit s’occuper que de la sécurité et de la justice”. Sa pensée sans nuances s’organise autour des trois grands principes “vie, liberté et propriété”, qui sont ceux de son parti La Libertad Avanza [“En avant, la liberté”]. Mais l’homme n’en est pas à une contradiction près.

Le modèle économique que propose Milei pour l’Argentine se fonde sur une réduction de l’État à sa plus simple expression. Seule manière, à ses yeux, de réduire le coût de la politique et le déficit budgétaire. Si les politiques sont une “caste corrompue et

parasitaire”, c’est au sein de l’État qu’ils magouillent, qu’ils volent “l’argent du citoyen”. Le candidat a déjà annoncé qu’en cas de victoire il éliminerait les ministères de l’Éducation, de la Santé et du Développement social, ainsi que les “caisses noires” qu’utilisent les politiques pour s’enrichir. Quant à la justice sociale, “c’est une aberration, elle entraîne un fort déficit budgétaire”, a-t-il lancé après sa victoire, prenant pour cible le modèle d’État que propose le péronisme [actuellement au pouvoir avec le président Alberto Fernández].

Contre l’IVG. Pour Milei, le rôle de l’État doit se limiter à la gestion de la sécurité intérieure et du système judiciaire : “Je considère l’État comme un ennemi, les impôts nous asservissent. La démocratie [libérale] a été créée pour libérer les individus de l’oppression des monarques; aujourd’hui, c’est de l’État qu’il faut les libérer.”

Sans État, les relations sociales sont des contrats entre personnes

privées : ce principe structure toute la pensée du candidat.

“Pour moi, le mariage est un contrat” entre personnes privées, estime Milei, et donc l’État n’a pas à intervenir. Chacun peut se marier avec qui il veut, qu’il s’agisse d’un partenaire de l’autre sexe ou du même sexe. Milei va encore plus loin et se dit contre “le mariage comme institution”, réglée par l’État. Lui-même n’est pas marié et on ne lui connaît ni compagnon ni compagne.

À propos de l’homosexualité, puisque l’individu n’est pas soumis à l’État, la manière dont il vit sa sexualité “relève d’un choix personnel”, affirme Milei.

La vente d’organes, elle, devrait être [autorisée et] soumise à la loi de l’offre et de la demande, sans l’intervention d’une quelconque autorité. “Ma première propriété, c’est mon corps, commente-t-il. Pourquoi je ne pourrais pas disposer de mon corps ? Pas moins de 7 500 personnes souffrent dans l’attente

d’une greffe. Donc quelque chose ne tourne pas rond. Ce que je propose, c’est de faire appel aux mécanismes du marché pour résoudre ce problème.” Au début de la campagne, il a étendu ce raisonnement à la vente d’enfants, dans la mesure où ils sont “la propriété de leurs parents”. Face au tollé qui s’est ensuivi, il n’est plus revenu sur ce thème.

En ce qui concerne l’interruption volontaire de grossesse (IVG), plus question de liberté individuelle. L’avortement est un thème important de sa campagne, car il est conscient qu’une bonne partie de ses électeurs sont “bleu ciel”, la couleur arborée par les groupes catholiques qui militent contre la loi sur l’IVG, adoptée par le Congrès en décembre 2020.

Son opposition n’est pas morale. “Je suis libéral, et le libéralisme est aussi le respect de la vie du prochain. Quand on attend à la vie, il n’y a pas de propriété ni de liberté qui tienne. Or la vie commence à la conception. C’est un problème mathématique : la vie est un continuum entre deux sauts discrets, la conception et la mort. À combien de semaines l’avortement est-il justifié ? À quatorze semaines [dans le cas argentin] ? À quatorze semaines moins une seconde on n’a pas de droits, tandis qu’à quatorze semaines et une seconde on a des droits ?” En résumé : “La femme peut disposer librement de son corps, mais ce qui est dans son ventre n’est pas son corps.”

Déni climatique. Milei est en faveur de la légalisation des drogues. La consommation est une action individuelle dont l’État et la justice n’ont pas à se mêler, tant que l’addiction n’engendre pas une dépense pour l’État. “Si vous voulez vous suicider, ça ne me regarde pas, mais ne me demandez pas de payer la note. Si vous n’assumez pas les conséquences de vos décisions, ça me paraît injuste.”

Milei utilise le même argument pour défendre la consommation de drogue et l’identité de genre. “Vous vous prenez pour un puma ? Grand bien vous fasse, du moment que je n’ai pas à payer la facture.”

Milei est un négationniste du changement climatique, comme deux des ex-dirigeants qu’il admire le plus : Donald Trump et Jair Bolsonaro. “Le réchauffement planétaire fait partie des mensonges du socialisme, accuse Milei. Il y a dix

ou quinze ans, on disait que la planète allait se congeler. Aujourd’hui, on affirme qu’elle se réchauffe. Ceux qui savent comment sont faites ces simulations voient bien que les fonctions [mathématiques] sont sursaturées de certains paramètres, dans le seul but de susciter la peur.”

Pour résoudre le problème de l’insécurité, l’Argentine a besoin que les forces de l’ordre “retrouvent leur autorité”, soutient Milei. Le candidat est favorable à un recul de l’âge de la respon-

Pour lui, le rôle de l’État doit se limiter à la gestion de la sécurité intérieure et de la justice.

sabilité pénale des mineurs ainsi qu’à “une libéralisation du marché légal des armes”, très réglementé en Argentine. “Quel serait le problème si je pouvais utiliser une arme ? lance-t-il. De plus, la généralisation du port d’armes enlèverait du pouvoir à l’État, qui détient le monopole de la violence légitime.”

En matière économique, la dollarisation est le cheval de bataille de Javier Milei pour en finir avec l’inflation, mal qui ronge l’économie argentine depuis un siècle. Il propose notamment d’“incendier la banque centrale” pour que le pays ne puisse plus émettre de monnaie, “une arnaque qui conduit à la perte de pouvoir d’achat”. “Quand les politiques seront privés de la planche à billets, l’inflation s’arrêtera d’elle-même, assure-t-il. Parce que l’inflation est toujours et partout un phénomène monétaire causé par un excès d’argent.”

—Federico Rivas Molina,
publié le 15 août

SOURCE



EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america/

C’est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut “global”, alimente ce site d’information dédié à l’actualité des Amériques. Il s’appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d’Amérique latine mais aussi, bien sûr, aux États-Unis.

MEXIQUE-ÉTATS-UNIS

C'est quoi, être "latina" ?

Les mots brouillent les identités. Cette chroniqueuse, qui était "blonde" au Mexique, est devenue "brown" et "latina" aux États-Unis.



—Revista 5W, extraits
(Barcelone)

Güero, güera est un mexicanisme. Il désigne les blonds, et plus généralement les personnes au teint clair. La seule exception est l'habitude qu'ont les vendeurs sur les marchés d'appeler n'importe quelle femme "güerita" [avec le diminutif affectueux], qu'elle ait un look de Barbie blond platine ou la peau couleur chocolat. J'imagine que c'est un héritage des temps coloniaux : pendant des siècles, la peau claire a été associée à la classe dominante.

À l'instar d'autres pays d'Amérique latine, le Mexique dispose de certains moyens pour marquer les différences de couleur de peau, en prenant toujours comme point de départ la peau claire, que nous appelons "blanche" ; la personne qui la possède est dite *güera*. Et du blanc au noir (ou du noir au blanc, suivant le point de vue), il existe tout un dégradé : on peut avoir le teint rosé ou olivâtre, être châtain ou légèrement brun. Le mot *moreno* ["brun à la peau mate"] est nuancé par le qualificatif "clair", et seuls les gens à la peau très sombre sont *mulatos* ["mulâtres"]. Dans certains milieux, surtout lorsqu'on appartient – ou qu'on rêve d'appartenir – à une classe

socioéconomique moyenne ou haute, il est rare de se désigner soi-même comme *moreno*.

J'ai grandi dans une famille de la classe moyenne du Mexique des années 1970. J'étais *güerita* sur les marchés, blanche à l'école et châtain chez le coiffeur. Or, je ne suis ni blanche ni *güera* : j'ai les cheveux châtain foncé, la peau café au lait. Dans l'imaginaire social de mon enfance et de ma jeunesse, j'étais une jeune Mexicaine blanche qui avait fréquenté une école privée et qui, de surcroît, parlait anglais.

En 2004, je suis partie vivre aux États-Unis. J'ai débarqué à

Los Angeles et en moins d'un an j'ai compris que ce que j'étais, je ne l'étais pas tant que ça, et qu'en plus j'étais d'autres choses que j'ignorais. Même si d'après mon passeport mexicain j'étais "blanche" – la couleur de peau y était précisée, à l'époque –, je ne l'étais plus aux États-Unis, où *white* désigne l'Anglo-Saxon américain. Le fait d'être mexicaine est devenu secondaire. Une fois aux États-Unis, je suis devenue *brown* et *latina*.

Quatre options. Sur le chemin qui menait vers l'acceptation de ma nouvelle identité, l'étiquette que j'ai eu le plus de mal à déchiffrer était celle de *Latina*. Dans la vie quotidienne, aux États-Unis, "latino" désigne toute personne originaire d'un pays d'Amérique latine. Certes, on lui a retiré sa part "américaine", parce que, pour ceux qui vivent au nord du Rio Grande, les seuls Américains ce sont eux (Simón Bolívar se retourne dans sa tombe).

"Latino" est aussi employé comme synonyme de *brown*. Et il se confond avec *hispano*, terme qui définit les personnes originaires de pays dont l'espagnol est la langue officielle : tous les *hispanos* sont latinos, mais tous les latinos ne sont pas *hispanos* [ils peuvent être lusophones, ou plus rarement anglophones ou néerlandophones]. Dans les formulaires officiels, ces deux qualificatifs entrent dans la catégorie "ethnicity" ("groupe ethnique").

En ce qui concerne la catégorie "race", les mêmes formulaires proposent quatre options : Blanc, Noir, Asiatique ou *Native American*, ce dernier terme

Le nationalisme et le suprémacisme blanc utilisent la palette des couleurs de peau pour répandre leurs idées.

désignant les Amérindiens. Et c'est reparti ! Car, si je ne suis pas blanche, je ne suis pas non plus noire ni rien d'autre. S'agissant de couleurs, ce qui me correspond le mieux est *brown*. Mais *brown* est utilisé comme synonyme de "latino", qui est une catégorie ethnique. Quand j'ai fait part de mes hésitations aux gens du recensement en 2010, ils m'ont suggéré de mettre : "Race : *white*. Ethnicity : *latina*." Mais enfin écoutez, dans votre pays, même sur les marchés je ne suis pas *white* !

Si ce qui précède ne suffit pas à vous embrouiller l'identité, je vais vous raconter ce qui m'est arrivé quand, après dix-sept ans passés aux États-Unis, j'ai décidé d'aller vivre en Espagne. Pour commencer, quand les Espagnols savent d'où je viens, ils me demandent ce que je pense de la politique américaine. Je pourrais leur répondre : la politique duquel des 35 pays d'Amérique ? Mais je ne le fais pas, je sais bien ce qu'ils veulent dire : les "Américains", ce sont les *estadounidenses* ["États-Uniens"]. (Simón Bolívar se retourne encore une fois dans sa tombe.) Ils auraient donc oublié que ce sont eux, les Espagnols, qui ont "conquis" l'Amérique et donc les Américains ? Ils s'imaginent donc qu'Hernán Cortés a débarqué à Manhattan ? !

Si les Américains sont les habitants des États-Unis, nous

qu'est-ce que nous sommes ? La réponse : latinos. En Espagne, les Espagnols, à savoir ces Latinos d'origine, utilisent à leur tour le mot "latino" pour nous désigner, nous, les immigrés mexicains, équatoriens ou péruviens. Quant à eux, les Espagnols, ce sont des Européens blancs.

La grande confusion. Or il se trouve que ces mêmes Européens hispanophones, qui souvent ne sont pas blonds et n'ont pas les yeux clairs, se verront coller les étiquettes d'immigrant, de Latino et dans certains cas de *brown* à leur arrivée aux États-Unis. Même s'ils sont nés en Europe. Même s'ils maîtrisent l'anglais. Vous imaginez leur confusion ? Bienvenue dans mon monde.

De quelque côté de l'Atlantique qu'ils se manifestent, le nationalisme et le suprémacisme blanc utilisent la palette des couleurs de peau comme principal argument pour diffuser leurs idées : dis-moi quel est ton degré de "noirceur", je te dirai combien tu es mauvais pour le pays et pour la société. Même chose au Mexique quand il s'agit d'Indiens d'Oaxaca, mais aussi d'immigrés du Honduras ou d'Haïti ; aux États-Unis quand il s'agit de Mexicains, de Centraméricains ou d'Africains-Américains. Et en Espagne, face aux Subsahariens, aux Maghrébins ou aux Gitans, les attitudes quotidiennes viennent nous rappeler de façon criante le racisme latent ou explicite, constant, plein d'étiquettes, que connaissent les pays qui se targuent d'être les grandes démocraties du monde.

Comment expliquer aux Espagnols qu'il y a des Latino-Américains blancs, des Latinos qui ne sont pas *hispanos* ? Comment leur faire comprendre que parfois nous avons du mal à nous définir nous-mêmes, que nous soyons des Latino-Américains noirs, des États-Uniens qui parlent espagnol, des Latinos européens, des Espagnols non blancs ou encore des Américains non états-unien ? Comment dérouler la diversité pour la revendiquer alors que nous avons nous-mêmes tant de mal à savoir – ou à accepter – ce que nous sommes vraiment ?

—Eileen Truax,
publié le 1^{er} juin

Les Brésiliens, latinos ou pas ?

●●● En 2020, le nombre de Brésiliens vivant aux États-Unis et se considérant comme latinos a explosé. Il est passé à 416 000, contre 14 000 en 2019 et 16 000 en 2021, rapporte **BBC Brasil**. L'explication ? Une erreur des services de recensement américains dans le traitement des données, "qui a donné un rare aperçu de la façon dont les Brésiliens vivant sur le territoire américain perçoivent leur identité",

selon le **Pew Research Center**. Officiellement, précise le site du think tank américain, les Brésiliens ne sont pas considérés comme hispaniques ou latinos, "parce que la définition fédérale de ces termes, révisée pour la dernière fois en 1997, s'applique uniquement aux personnes 'de culture ou d'origine espagnole', qu'elles soient originaires d'Amérique du Sud

ou centrale, quelle que soit leur race". Les autres années, les services de recensement américains corrigeaient les déclarations des individus qui se disaient brésiliens et latinos. Mais cela n'a pas été le cas en 2020. Cette erreur statistique a eu le mérite de montrer qu'au-delà des considérations officielles, 70 % de la communauté brésilienne aux États-Unis se considère comme "hispanique ou latino".



afrique

↓ “Entraînement”. Dessin de Henry Wong paru dans le *South China Morning Post*, Hong Kong.



—*South China Morning Post*, extraits (Hong Kong)

En visite officielle à Pékin, au mois de mai, le président érythréen, Isaias Afwerki, a évoqué avec émotion le souvenir de sa formation militaire dans le pays, en 1967 – un an à peine après le début de la Révolution culturelle.

Cette expérience l'avait ensuite grandement aidé à piloter la lutte pour l'indépendance de l'Érythrée, conquise en 1993, après trente années de combat.

“Afwerki reste très attaché à la Chine, et ses méthodes de gouvernement, tant sur la scène nationale qu'internationale, s'inspirent de ses dizaines d'années d'expérience en tant que chef de guérilla, et de son interprétation personnelle du maoïsme”, affirmait, en 2009, une note diplomatique confidentielle de l'ambassade américaine en Érythrée, publiée par un lanceur d'alerte sur la plateforme WikiLeaks.

Chinafrique. Comment Pékin exporte sa culture militaire

En Afrique, la Chine mise aussi sur la dimension militaire. Elle y déploie des formations académiques et concurrence de plus en plus l'Occident.

“Le peuple érythréen n'oubliera jamais le précieux soutien moral et logistique du peuple chinois dans la lutte pour l'indépendance et la libération de notre pays”, a assuré Afwerki lors d'une entrevue avec Xi Jinping au printemps.

Le président chinois, lui, a salué *“un vieil ami de la Chine”*.

Outre le chef d'État érythréen, plusieurs dizaines de dirigeants africains, anciens et actuels, ont fréquenté les bancs des écoles militaires chinoises, notamment

l'Académie militaire de l'Armée populaire de libération (APL), à Nankin – destination n° 1 des recrues africaines en formation. L'établissement a également formé le président zimbabwéen, Emmerson Mnangagwa, qui a pris

la tête de l'État par un putsch en novembre 2017, chassant ainsi Robert Mugabe, au pouvoir depuis de nombreuses années. Il faisait partie de l'élite militaire formée à Nankin et a joué un rôle central dans la lutte pour la libération de son pays.

D'après l'Institut américain pour la paix (Usip), de nombreux Africains ont fait leurs classes à l'Académie militaire de l'APL, parmi lesquels dix chefs d'état-major, huit ministres de la Défense et quatre anciens présidents : Laurent-Désiré Kabila, de République démocratique du Congo, João Bernardo Vieira, de Guinée-Bissau, Sam Nujoma, de Namibie, et Jakaya Kikwete, de Tanzanie.

Parmi les anciens élèves de l'établissement figurent aussi de nombreux militaires mozambicains, notamment le général Lagos Lidimo – le chef d'état-major resté le plus longtemps en poste –, mais également des officiers ougandais comme le major

général Fred Mugisha, qui a dirigé la Mission de l'Union africaine en Somalie de 2009 à 2011, avant de devenir chef d'état-major des armées dans son pays.

L'académie de Nankin, qui est l'une des plus réputées de Chine, a fait de l'Empire du milieu une destination de premier plan pour les soldats africains, de plus en plus nombreux à fréquenter ses bancs.

Le Collège international d'études de la défense (ICDS) de l'APL, une autre école militaire, accueille quant à lui près de 50 % d'étudiants africains dans certaines promotions, et la Faculté de défense nationale de l'APL (PLA NDU) reçoit chaque année plusieurs centaines d'officiers africains.

6 000 formations militaires.

D'après un rapport de l'Usip sur la formation des armées africaines par la Chine, paru [au mois de juillet], la PLA NDU a elle aussi vu passer de nombreux Africains éminents, parmi lesquels Joseph Kabila, l'ancien président de la République démocratique du Congo, et le général David Muhoozi, ancien chef d'état-major des armées ougandaises et actuel ministre des Affaires intérieures.

Depuis 2015, l'Éthiopie y envoie aussi régulièrement ses officiers qui seront bientôt nommés généraux, afin de parfaire leur formation.

À en croire cette même enquête, avant la crise du Covid-19, la Chine attirait des milliers d'officiers africains dans ses écoles militaires, séduits par la vaste campagne de promotion orchestrée par le gouvernement.

À cette époque, sur les près de 100 000 offres de formation mises à disposition des pays africains tous les trois ans via le Forum pour la coopération sino-africaine (Focac), environ 6 000, soit 6 %, concernaient le secteur militaire, d'après Paul Nantulya, spécialiste de la Chine

au Centre d'études stratégiques pour l'Afrique de Washington et auteur du rapport.

Mais la pandémie a mis un frein à ces échanges. Face à l'incertitude causée par la crise sanitaire, le Focac a décidé, lors de son édition 2021, de réduire le nombre de places de formation à 10 000.

Toujours d'après les informations de l'Usip, plusieurs diplomates chinois laissent entendre que l'offre devrait revenir à la normale "aussi vite que possible". Durant sa tournée africaine, en janvier, au cours de laquelle il s'est rendu dans cinq pays, Qin Gang, alors ministre des Affaires étrangères, a annoncé que Pékin avait fixé "l'accélération de la promotion des échanges entre citoyens chinois et africains, notamment dans le secteur de la formation militaire", comme l'une de ses priorités absolues.

En matière de présence militaire en Afrique, les Chinois restent cependant loin derrière leurs homologues occidentaux,

Les instructeurs chinois ne sermonnent pas sur la nécessité d'éviter les violations des droits humains.

à presque tous les niveaux, tempère Paul Nantulya. Washington, Londres et Paris disposent chacun d'au moins 50 attachés de défense sur le continent, contre 21 pour Pékin. Les Occidentaux disposent par ailleurs de plus de 50 bases et autres infrastructures sur place – à eux seuls, les États-Unis totalisent 27 avant-postes militaires –, alors que les Chinois n'en ont qu'une seule [à Djibouti].

Pour ce qui est de la formation militaire, l'Empire du milieu est également moins bien implanté sur le terrain. À eux trois, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni mènent une quarantaine de programmes

annuels avec des établissements spécialisés dans la défense, alors que les instructeurs chinois de l'APL et leurs "missions d'entraînement" ne sont officiellement présents que dans deux pays africains, le Zimbabwe et la Tanzanie – si l'on en croit les données accessibles au public.

Outil diplomatique. Selon Paul Nantulya, Pékin offre toutefois beaucoup plus de bourses d'étude que les pays occidentaux, et les armées africaines y sont particulièrement sensibles. "Dans les écoles militaires chinoises, les dossiers des officiers africains ne sont pas soumis aux mêmes enquêtes que dans les académies occidentales."

Si les États-Unis, l'Inde et l'Union européenne, entre autres, préfèrent former les soldats africains directement sur leur sol, c'est parce qu'ils estiment cela plus rentable, explique Lina Benabdallah, maîtresse de conférences en sciences politiques et affaires internationales à l'université de Wake Forest [en Caroline du Nord] et spécialiste des relations sino-africaines.

"Dépêcher une équipe d'instructeurs en Afrique pour dispenser une formation sur place coûte bien moins cher que de faire venir des centaines d'officiers africains, nourris et logés, aux États-Unis, détaille-t-elle. Et bien sûr, c'est aussi l'occasion d'apprendre à connaître le terrain local."

Mais en invitant chez eux des soldats africains, les Chinois "entretiennent également leur influence diplomatique". Ces officiers profitent de leur séjour pour visiter le pays, découvrir les infrastructures locales, les écoles du parti et les bases militaires, et rencontrent ainsi beaucoup plus d'interlocuteurs que si cinq formateurs chinois faisaient le déplacement jusqu'en Afrique.

La pandémie de Covid-19 avait pratiquement mis à l'arrêt les formations militaires en Chine, mais les gouvernements africains

profitent pleinement du retour à la normale, souligne David Shinn, spécialiste des relations internationales à l'université George-Washington [aux États-Unis].

"La Chine fait de plus en plus souvent figure d'alternative aux Occidentaux pour l'instruction militaire", analyse-t-il. Et comme le matériel chinois se généralise dans les armées africaines, il paraît logique de se former avec ces mêmes outils.

Avec ces formations, Pékin espère qu'un autre modèle politique et économique se déploiera en Afrique.

"Comme les Occidentaux avant eux, les Chinois se sont rendu compte qu'ils avaient tout intérêt à dispenser ces formations. Elles permettent de resserrer les liens entre les soldats des deux pays et de renforcer l'influence de Pékin sur le continent africain."

Selon David Shinn, un autre facteur fait également pencher la balance en faveur des Chinois : leurs instructeurs ne sermonnent pas les officiers africains sur la nécessité d'assurer un contrôle civil de l'armée et d'éviter les violations des droits humains.

Ces formations permettent aux dirigeants chinois de montrer à leurs homologues africains un autre modèle politique et économique, dans l'espoir qu'il trouvera sa place chez eux. C'est aussi l'occasion de faire connaître le matériel chinois et de décrocher d'éventuels contrats par la suite.

Bons prix. "Par ailleurs, des soldats mieux formés, et ayant été au contact de la Chine, seront plus enclins à défendre les ressortissants et les intérêts chinois en Afrique", souligne-t-il.

Pékin a bien compris que la formation et la coopération militaires constituaient des piliers indispensables de son expansion

sur le continent africain, déclare Ngboawaji Daniel Nte, chercheur spécialisé dans le renseignement et la sécurité à l'université Novena, au Nigeria. Et d'ajouter : "La Chine tente d'exporter sa culture militaire et sa structure gouvernementale en Afrique. Et cela passe notamment par le développement des programmes de formation à destination des soldats locaux."

D'ailleurs, ces formations sont souvent moins coûteuses qu'en Occident, selon le Nigérien, qui conclut : "La plupart des gouvernements africains optent pour les écoles militaires chinoises pour des raisons financières, soucieux de ne pas rendre leur économie exsangue. Ces établissements offrent une formation quasiment identique à celle des Occidentaux, pour un coût bien moindre."

Certains États d'Afrique font également ce choix car ils ont déjà contracté des dettes chinoises dans plusieurs domaines. D'autres encore espèrent signer ainsi de nouveaux accords avec Pékin et développer des programmes d'échange militaire avec l'Empire du milieu.

— Jevans Nyabiage,
publié le 2 août

SOURCE



SOUTH CHINA MORNING POST

Hong Kong, Chine
Quotidien, 100 000 ex.
scmp.com

Le grand quotidien de langue anglaise de Hong Kong est depuis 2016 la propriété d'Alibaba, le géant chinois du commerce électronique. Cette acquisition avait suscité de fortes craintes que la qualité journalistique et la liberté de ton de ce journal s'érodent, voire disparaissent. Or le SCMP assure un suivi factuel de l'actualité hongkongaise et chinoise très complet.



LES SENTINELLES

Des voix d'ailleurs pour un monde en commun

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ   À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCASTS PRÉFÉRÉE

GÉOPOLITIQUE

Les Brics en quête d'“influence mondiale”

Le groupe des cinq puissances a annoncé son élargissement à six nouveaux membres. Avec l'ambition affichée de rivaliser avec le G7 et de proposer une alternative économique et politique à un ordre mondial dominé par l'Occident.



Les cinq nations qui forment les Brics – le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – ont invité six nouveaux membres à les rejoindre à partir de janvier 2024 – l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran – “dans le but d'étendre leur influence mondiale”, écrit le site économique américain **Bloomberg**.

Cette décision, prise par consensus, a été annoncée jeudi 24 août à Johannesburg par le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, en clôture du 15^e sommet du groupe des cinq, désormais élargi à onze, qui a l'ambition de représenter les intérêts des pays émergents sur l'échiquier mondial.

Comme le constate le média panarabe **Al-Jazeera**, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord se taillent la part du lion avec quatre

membres sur les six nouveaux pays. Une adhésion loin d'être anodine, d'autant que trois des quatre pays ont longtemps été de traditionnels alliés de Washington dans la région. Elle s'inscrit dans la continuité d'un repositionnement géostratégique amorcé depuis la guerre en Ukraine.

À cette occasion, le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, s'est dit “impatient” de travailler avec ses nouveaux partenaires pour “porter la voix des pays du Sud”. Le dirigeant émirati Mohammed ben Zayed (MBZ) s'est lui aussi félicité de l'adhésion de son pays.

L'Arabie saoudite devient, de son côté, “le premier pays du Moyen-Orient à devenir membre de trois des grands blocs du monde, à savoir : le G20, l'Organisation de coopération de Shanghai [dont elle est partenaire] et les Brics”, a rappelé le journal **Asharq Al-Awsat**.

L'Iran a quant à lui vanté un “succès stratégique”. “L'un des avantages les plus importants de l'adhésion aux Brics, en particulier pour l'Iran, soumis aux sanctions occidentales, est la banque de ce bloc”, explique **Iran Newspaper**, publication du gouvernement iranien. D'autant que la Nouvelle Banque de développement propose “un système de notification de paiement qui constitue une solution alternative au système [interbancaire] Swift”.

29%

C'EST LA PART DU PIB BRUT MONDIAL représentée par les Brics avec les six pays supplémentaires invités à les rejoindre, selon les données du FMI, reprises par **Visual Capitalist**. Mais ce n'est pas le chiffre le plus spectaculaire, note le site d'infographie. Si le groupe s'élargit à onze pays, il représentera 46 % de la population mondiale. Et avec la participation des Émirats arabes unis, de l'Iran et de l'Arabie saoudite, la part du groupe dans la production pétrolière mondiale doublerait (de 20,4 % à 43,1 %), selon les chiffres de l'Energy Institute.

✓ Xi Jinping invite l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran à rejoindre les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Dessin de **Hachfeld**, Allemagne.

Toujours sur le plan économique, le groupe pèsera à hauteur de 37 % du produit intérieur brut (PIB) mondial sur la base de la parité de pouvoir d'achat, selon le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, rapporte le **Financial Times** (FT).

L'entrée de l'Arabie saoudite, de l'Iran et des Émirats arabes unis, aux côtés de la Russie et du Brésil, “rapproche plusieurs des plus grands producteurs d'énergie des plus grands consommateurs du monde en développement, donnant au bloc un poids économique démesuré”, explique **Bloomberg**. Ce qui incite ainsi “à davantage d'échanges dans des devises alternatives” au dollar américain.

Vladimir Poutine, en vidéo-conférence du Kremlin, a d'ailleurs appelé le bloc à approfondir ses liens économiques, notamment en créant une monnaie commune. “Il existe une dynamique mondiale en faveur de l'utilisation des monnaies locales, d'arrangements financiers alternatifs et de systèmes de paiement alternatifs”, a renchéri de son côté le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, cité par le FT.

Cet élargissement représente “une victoire pour la Chine”, qui espérait un élargissement des Brics afin que le groupe devienne “un plus grand rival du G7”, analyse le quotidien britannique. Celui-ci rappelle que Pékin avait parrainé, en mars, la réconciliation entre l'Arabie saoudite et l'Iran, les deux plus gros producteurs pétroliers mondiaux, désormais tous deux membres du bloc.

Ce groupe élargi pose un véritable défi à l'Occident, souligne le **New York Times**, car il “alimente les inquiétudes autour d'une fracture mondiale croissante”.

— **Courrier international**

L'Afrique refuse de jouer les faire-valoir

Sur les six nouveaux pays admis, le 24 août, dans le club des Brics, deux sont africains : l'Éthiopie et l'Égypte. “Le Pays” applaudit.

— **Le Pays**, extraits (Ouagadougou)

Après l'adhésion, en 2010, de l'Afrique du Sud, le continent africain compte désormais deux nouveaux membres au sein des Brics, qui militent pour un changement de l'ordre mondial caractérisé par la domination économique des Occidentaux.

Pourquoi alors le choix de ces deux pays africains, dont les PIB respectifs, on le sait, enregistrent des taux de croissance importants ? C'est la question que se posent bien des observateurs, qui font remarquer que le Nigeria, en tant que première puissance économique du continent africain, a vu sa demande rejetée alors même qu'il faisait partie des pays qui toquaient à la porte des Brics. Est-ce parce que le Nigeria, contrairement à l'Éthiopie et à l'Égypte, n'épouse pas la “ligne directrice” que défendent les pays membres des Brics ? La question reste posée.

Quoi qu'il en soit, l'ouverture dont ont fait montre les Brics, est une très bonne chose en soi. Sans doute ont-ils compris que pour l'avènement d'un monde multipolaire qu'ils appellent de tous leurs vœux, leur nombre fera leur force.

D'où la nécessité de continuer à ratisser large. Pourquoi ne pas, en attendant leur adhésion officielle à la coalition, donner le statut “d'observateurs” ou de “partenaires” aux pays dont les demandes n'ont pas été agréées, en espérant qu'à l'avenir ils œuvreront à se conformer aux critères édictés ?

Il y va sans doute de la survie des Brics, qui, en plus de l'adversité des Occidentaux à laquelle ils font face, sont traversés par des courants qui ne favorisent

pas l'avènement d'un monde multipolaire. C'est le cas, par exemple, de la rivalité historique entre l'Inde et la Chine, qui pollue souvent la bonne atmosphère qui devrait prévaloir au sein de la coalition. On comprend d'ailleurs pourquoi la Chine tenait à l'élargissement du bloc en vue de renforcer son influence à travers la diversification de ses partenaires, au moment où l'Inde, soutenue par le Brésil, se montrait très circonspecte.

Manceuvres. C'est de bonne guerre. Car, en matière de relations internationales, seuls comptent les intérêts. Il n'y a pas de place pour les sentiments. Cela dit, maintenant que les Brics exercent, de plus en plus, une certaine attirance sur des pays aux économies florissantes, que fera le camp d'en face, c'est-à-dire le bloc occidental ?

Sans doute ce dernier ne restera-t-il pas les bras croisés et ne manquera pas d'user de manœuvres ou de stratagèmes pour casser la dynamique en cours, en vue de maintenir son hégémonie à travers le monde. Là aussi, le jeu en vaut la chandelle. Car, quand il s'agit de défendre ses intérêts, tous les coups sont permis.

Toutefois, il revient aux pays africains de refuser de jouer les faire-valoir en travaillant à tirer le maximum de profits de cette guerre à laquelle se livrent les grands du monde. Ne dit-on pas d'ailleurs, et à juste titre, que c'est le terrain qui commande la manœuvre ?

— **Boundi Ouoba,**
publié le 25 août

À la une



LA FIN DU ROI DOLLAR ?

Les Brics peuvent-ils vraiment se passer du billet vert ? Les réponses de la presse internationale dans le n°1711 de *Courrier international*, daté du 17 août.



Vu d'Argentine

Un succès majeur

● L'annonce de l'acceptation de la candidature argentine pour intégrer les Brics est arrivée comme une surprise à Buenos Aires. Cité par le quotidien *Página 12*, proche du gouvernement, le président péroniste de centre gauche, Alberto Fernández, s'est félicité : *"Nous continuons à renforcer des relations fructueuses, autonomes et diverses avec les autres pays du monde."*

Le média *El Cronista* souligne l'importance de cette adhésion pour le pays : *"C'est un succès majeur en matière de politique extérieure, qui ouvre la porte à des possibilités de développement économique avec des nations émergentes clés."* Mais risquer de froisser Washington représente un risque pour l'Argentine, en proie à une profonde crise économique (114 % d'inflation annuelle, 40 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, une monnaie en chute libre), qui négocie encore avec le Fonds monétaire international (FMI) pour le remboursement de son énorme dette. *"Dans le cadre d'une féroce lutte commerciale avec la Chine, et alors qu'ils appuient l'Ukraine pour la défense de son territoire, les États-Unis n'ont pas appris la nouvelle avec plaisir,"* souligne le quotidien conservateur *La Nación*.

D'autant plus que le ministre de l'Économie, Sergio Massa, vient d'obtenir du FMI un nouveau crédit de 7,5 milliards de dollars [6,9 milliards d'euros] avec l'aide de la Maison-Blanche, un genre de respirateur artificiel pour l'économie argentine. Autres voix dissonantes : celles des deux oppositions de droite, sorties triomphantes des élections primaires d'il y a quinze jours et qui se voient chacune arriver à la

présidence en fin d'année. Patricia Bullrich, la candidate de la droite traditionnelle, citée par le média *Infobae*, a déjà annoncé qu'en cas de victoire elle refuserait que l'Argentine rejoigne les Brics. Javier Milei, le candidat anarco-capitaliste surnommé le "Bolsonaro argentin" (*lire p. 16*), a quant à lui affirmé qu'il ne ferait *"aucun pacte avec les communistes"*, en référence au gouvernement de Pékin.



Vu d'Algérie

Pas encore le moment

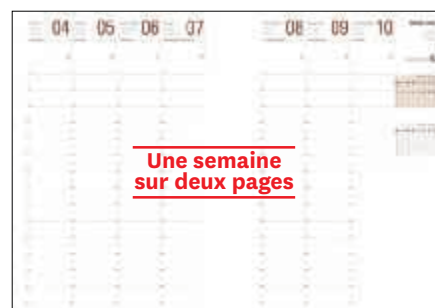
● L'Algérie, qui avait activement milité pour son adhésion, a vu sa candidature retoquée. Pour *Tout Sur l'Algérie (TSA)*, cela s'explique d'abord par la volonté de respecter *"un certain équilibre entre les continents"*, avec l'intégration de trois pays du Moyen-Orient, deux d'Afrique et un d'Amérique latine. Autre raison, la dimension démographique. L'Algérie ne compte "que" 44 millions d'habitants, bien moins que l'Égypte ou l'Éthiopie. Quant à l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, importants producteurs de pétrole, c'est sans doute leur poids financier qui a prévalu. L'Algérie a sans doute aussi été *"victime de ses retards économiques"*, avance TSA : sa forte dépendance aux hydrocarbures ; ses pesanteurs bureaucratiques ; et son PIB par habitant, à 3700 dollars (3400 euros), dix fois moins élevé que celui des Émirats arabes unis. Le *Soir d'Algérie* ajoute que le pays *"aurait volontairement renoncé à son adhésion aux Brics, par souci de préserver sa souveraineté nationale et sa politique de non-alignement"*. Alger aurait craint de *"s'engager dans un bloc qui pourrait entrer en conflit avec ses intérêts stratégiques ou ses alliances régionales"*.

SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

L'agenda 2023-2024



9,90 €*



- Format : 145 x 210 mm
- Ruban marque-page
- Couverture rigide
- Septembre 2023 à décembre 2024

Comme chaque année, la rédaction de *Courrier international* a imaginé pour vous un **agenda original** ! Avec sa finition soignée, son design aux couleurs de *Courrier international* et son format pratique, cet agenda vous accompagnera lors de tous vos déplacements et rendez-vous.

Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 mars 2024.
* Frais de port en sus en fonction du produit. Réception environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



Israël. C'est bien cela, l'apartheid

Né en Afrique du Sud, ce journaliste a longtemps combattu toute comparaison entre l'État hébreu et le régime sud-africain ségrégationniste qui a sévi de 1948 à 1991. Il explique aujourd'hui pourquoi il ne peut plus défendre Israël.



—Ha'Aretz, extraits (Tel-Aviv)

J'ai déjà vu tout cela : la prise du pouvoir, le fascisme, le racisme et la destruction de la démocratie. Israël ressemble de plus en plus à l'Afrique du Sud d'il y a soixante-quinze ans. C'est comme regarder la rediffusion d'un film d'horreur.

En 1948, alors que j'étais adolescent, au Cap, j'ai suivi les résultats des élections du 26 mai sur un tableau géant en façade de l'immeuble d'un journal. Le système électoral du *winner-takes-all* ["le gagnant rafle tout"] a produit des résultats faussés : le Parti national et son allié, le Parti afrikaner, ont remporté 79 sièges à l'Assemblée contre 74 pour le Parti uni et son allié [le Parti travailliste].

En 2023, en Israël, je vois à peu près le même film se dérouler sous mes yeux. Notre mode de scrutin proportionnel peut lui aussi fausser les résultats : en novembre 2022, le Likoud et ses alliés ont obtenu 64 sièges contre 56 pour l'opposition. En réalité, le bloc de droite n'avait [dépassé le camp adverse] que de 0,6 % des voix.

Et ce "gouvernement de 0,6 %" affirme représenter la majorité du peuple et qu'il peut donc faire ce qu'il veut. Et il n'en démord pas. Même lorsqu'un sondage de l'Institut israélien de la démocratie montre que moins d'un tiers des Israéliens soutiennent sa loi visant à annuler la possibilité pour la Cour suprême de se prononcer sur le "caractère raisonnable" des décisions du gouvernement.

L'Afrique du Sud jouissait de la démocratie. Ou du moins les Blancs, qui représentaient 20 % de la population. Les Noirs n'avaient pas le droit de vote, et seules certaines populations métisses et asiatiques le possédaient. Ceux qui n'avaient pas la peau blanche subissaient une forte discrimination raciale dans tous les domaines de la vie.

En Afrique du Sud, l'économie a dévissé jusqu'à ce que l'État n'ait plus les moyens de la ségrégation.

En Israël, les Arabes, qui représentent environ 21 % de la population, ont le droit de vote. Mais ils sont aussi victimes de discrimination : les musulmans et les

chrétiens ne reçoivent pas d'appel à la conscription. Or toute personne qui n'a pas effectué son service militaire perd certains droits. Par ailleurs, le Fonds national juif possède environ 13 % des terres israéliennes et interdit aux non-Juifs – c'est-à-dire aux Arabes – de les posséder ou de les louer.

La coalition de droite au pouvoir promet d'aggraver les discriminations. Elle a déjà menacé de supprimer les millions d'euros destinés à améliorer les conditions de vie des Arabes [Palestiniens vivant en Israël et détenteurs de la nationalité israélienne].

En Afrique du Sud, la victoire des nationalistes s'était traduite par l'apartheid, qui avait intensifié et institutionnalisé la discrimination raciale existante.

En 2001, j'ai fait partie de la délégation israélienne à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance à Durban. Le gouvernement Sharon m'avait invité en raison de l'expertise que m'avait conférée un quart de siècle passé en Afrique du Sud en tant que journaliste spécialiste de l'apartheid.

Exagérations. Pendant cette conférence, j'ai été indigné par la multitude d'exagérations et de mensonges sur Israël. Au cours des années qui ont suivi, j'ai employé toutes mes forces dans des conférences, des articles de journaux, à la télévision et dans un livre pour démentir l'accusation selon laquelle Israël est un État d'apartheid. Mais cette accusation est en train de devenir un fait.

Premièrement, la loi sur l'État-nation [en 2018] a mis les Juifs au-dessus de leurs concitoyens arabes (musulmans, Druzes, Bédouins et chrétiens). Chaque jour, des ministres et leurs alliés répandent leur racisme et prennent des mesures discriminatoires.

Deuxièmement, Israël ne peut plus invoquer la sécurité pour justifier ses agissements en Cisjordanie et le siège de Gaza. Après cinquante-six années, notre occupation ne peut plus être expliquée comme une situation temporaire en attendant une solution au conflit avec la Palestine. Vu les appels à doubler le nombre de colons israéliens déjà présents en Cisjordanie pour le porter à

1 million, nous nous dirigeons vers une annexion.

En Afrique du Sud, on avait usé de belles paroles pour des lois destructrices. L'instauration du régime d'apartheid dans l'enseignement supérieur pour empêcher les Noirs d'accéder à certains établissements s'est faite par le biais d'une loi "loi sur l'extension de l'enseignement universitaire".

L'anéantissement de la démocratie s'accomplit sous le couvert de la "réforme judiciaire".

En Israël, l'anéantissement de la démocratie s'accomplit sous le couvert de la "réforme judiciaire". Benyamin Nétanyahou assure aux médias étrangers que les changements seront minimes et qu'il est ridicule de s'y opposer. Mais alors pourquoi s'acharner, avec l'aide de ses partenaires, à imposer ces textes malgré une résistance farouche et l'embrassement du pays? Cela, il ne le dit pas.

En Afrique du Sud, l'abolition du droit de vote pour les citoyens métis a déclenché d'immenses manifestations, menées par des vétérans de la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées "bannies", jetées en prison sans l'ombre d'un procès et condamnées à des peines interminables. L'armée et la police se rendaient régulièrement dans les ghettos noirs pour brutaliser et assassiner les habitants.

En Israël, environ 1200 Palestiniens de Cisjordanie se trouveraient actuellement en prison sans être passés devant un juge. C'est le ministre de la Défense qui signe les ordres d'incarcération pour des raisons de sécurité, dans une optique de lutte antiterroriste.

L'armée multiplie les descentes dans les villes de Cisjordanie, semant le chaos et raflant de nouveaux suspects.

Invoquant la lutte contre la criminalité au sein de la communauté arabe, Itamar Ben Gvir, le ministre de la Sécurité nationale, veut faire passer une loi autorisant la police à emprisonner les Israéliens sans inculpation ni procès – comme elle le fait en Cisjordanie.



TRIBUNE

L'auteur



BENJAMIN POGRAND

Ce journaliste et auteur sud-africain était le rédacteur en chef adjoint du **Rand Daily Mail** à Johannesburg, fermé en 1985 en raison de son opposition à l'apartheid. Il vit à Jérusalem depuis 1997 et est le fondateur du Centre d'action sociale de Yakar, en Israël. Son dernier livre, *Drawing Fire : Investigating the Accusations of Apartheid in Israel* ("En ligne de mire : enquête sur les accusations d'apartheid en Israël", 2014, non traduit), s'opposait aux accusations d'apartheid.

Ben Gvir a déjà remplacé le chef de la police de Tel-Aviv, et souhaite créer, à grands frais, une "garde nationale" placée sous son autorité.

Les nationalistes sud-africains imposaient "l'instruction chrétienne nationale" dans les écoles, et surveillaient les médias de près. Les cinémas et les théâtres étaient soumis à la censure, des milliers de livres ont été interdits, jugés "indésirables, peu recommandables, ou obscènes". Les mariages mixtes étaient proscrits, et tout le pays était morcelé, chaque ethnie vivant dans son propre quartier.

En Israël, les ultraorthodoxes se sont associés au Likoud [le parti de Nétanyahou] et aux nationalistes religieux pour garantir des fonds illimités à leurs écoles, éviter le service militaire à leurs enfants et imposer leurs diktats religieux à l'ensemble du pays.

L'Afrique du Sud rejetait l'opposition internationale à l'apartheid, balayait les condamnations des Nations unies, les boycotts, et les désinvestissements dans les entreprises locales. L'économie a alors commencé à dévisser, jusqu'à ce que l'État, ruiné, n'ait plus les moyens de soutenir la ségrégation. C'est l'une des principales raisons qui ont finalement poussé les Blancs à renoncer à leur pouvoir et à leurs privilèges en 1994.

En Israël, les terribles répercussions économiques de la guerre gouvernementale contre le système judiciaire commencent déjà à se faire sentir.

Les juges sont dénigrés, et la coalition rêve de renvoyer la procureure générale. Le contrôle drastique des médias a déjà commencé, respecter le shabbat est devenu une obligation, la culture et les droits des femmes sont de plus en plus encadrés, les Bédouins sont expulsés massivement, et ceux qui osent s'élever contre le régime sont qualifiés de traîtres.

Nous sommes à la merci de fascistes et de racistes – et je pèse mes mots – qui ne s'arrêteront jamais.

Militants du BDS. Je compare ici l'Afrique du Sud et Israël car je connais bien ces deux pays, ayant vécu cinquante-trois ans dans le premier, et près de vingt-six ans dans le second. Mais ils sont loin d'être des cas isolés. Cette logique de répression conservatrice sévit aussi en Hongrie et en Pologne, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, après avoir frappé l'Europe dans les années 1920 et 1930.

Je n'ai pas choisi d'écrire cet article, il s'est imposé à moi. Je m'adresse ici aux Israéliens, car le gouvernement est en train plonger le pays dans la discrimination et le racisme institutionnels. C'est cela, l'apartheid. En Afrique du Sud, la ségrégation était flagrante, les Noirs d'un côté, les Blancs de l'autre. C'est plus compliqué en Israël.

[Mais] je retrouve aujourd'hui l'apartheid avec lequel j'ai grandi. Le gouvernement fait le jeu de ses ennemis du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et de leurs alliés, notamment en Afrique du Sud, où de nombreux Noirs, syndicats, et milieux communistes et musulmans rejettent violemment l'existence de l'État d'Israël.

Les militants du BDS répéteront leurs revendications et continueront à répandre des mensonges sur ce pays, par ignorance ou par malveillance. Cela fait déjà longtemps qu'ils déforment une situation regrettable pour en dresser un tableau grotesque, mais ils pourront désormais dire qu'ils avaient raison. Car Israël est en train de leur donner raison.

— Benjamin Pogrand, publié le 10 août

SYRIE

Le feu couve sous la cendre

Pour cet auteur syrien, les manifestations dans le sud du pays révèlent un malaise profond dans les zones contrôlées par le régime Assad, de plus en plus déconnecté de sa base populaire.

—Daraj, extraits (Beyrouth)

Le "mouvement du 10 août" [un groupe de protestation né récemment dans les zones contrôlées par le régime de Bachar El-Assad] parle sans ambages de la catastrophique situation socio-économique en Syrie. Dans un de ses communiqués, il dénonce aussi les défaillances du régime, qui n'a apporté aucun soutien à la population.

Mais ces textes vont au-delà de la simple dénonciation. Ils contiennent également des propositions. Le collectif réclame d'abord l'instauration d'un revenu minimal d'au moins 100 dollars par mois [le salaire minimum a été relevé le 15 août à 185 940 livres syriennes, soit environ 14 dollars au taux du marché noir], ensuite le respect de la résolution 2254 [du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 2015 et appelant à une solution politique du conflit en Syrie] et troisièmement la libération de tous les prisonniers politiques.

On peut se demander ce qui se passerait au cas où Bachar El-Assad répondrait favorablement à ces demandes. Cela ferait-il de lui le président légitime du pays? Son régime prédateur se transformerait-il subitement en garant d'un "État pour tous les Syriens"? Qu'en est-il des onze dernières années, suite continue et brutale d'exterminations de masse, de destructions du pays et des moyens de subsistance? Qu'en est-il des centaines de milliers de victimes, mortes dans les cachots ou sous les

décombres de leurs maisons bombardées?

Les communiqués [du "mouvement du 10 août"] publiés dans des zones contrôlées par le régime illustrent un fait devenu patent : ces régions sont en ébullition parce que, là aussi, la population subit la dégradation des conditions socio-économiques, exactement comme dans le reste du pays.

Dégringolade. Cela était prévisible. Au-delà de ses crimes et de son caractère policier et militaire, le régime se distingue par une gouvernance économique qui repose avant tout sur le principe de la loyauté, au détriment de toute considération de compétence. Résultat, le pays n'a eu de cesse de reculer sur le plan économique depuis la prise du pouvoir par le parti Baas [en 1963], et puis surtout depuis le coup d'État de 1970 par Hafez El-Assad [le père de l'actuel président]. Ces décennies ont avant tout été marquées par la détérioration des conditions de vie, de telle sorte que les Syriens

↓ Bachar El-Assad. Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

vivaient déjà en grande majorité au bord de la subsistance.

Ce qui permettait d'éviter l'effondrement du temps de Hafez El-Assad, c'était que la quasi-totalité des Syriens étaient restés dans le pays et essayaient de trouver un moyen de vivre. Aujourd'hui, la dégringolade s'accélère parce que les Syriens, notamment parmi les forces les plus productives, ne sont plus là pour sauver ce régime prédateur. Les uns sont morts sous les bombes, sous la torture ou en prison. Les autres sont partis. Et puis il y a ceux qui, pour une raison ou une autre, ont pu rester au pays. Mais même eux n'arrivent plus à travailler comme avant. Les difficultés les assaillent, et il n'y a plus personne pour produire de la richesse.

De son côté, El-Assad fils s'est assuré des revenus estimés à plusieurs dizaines de milliards de dollars en transformant son pays en base de production de Captagon [une amphétamine de synthèse], distribuée à travers toute la région. Cet argent ne circule pas à l'intérieur du pays. Il a seulement enrichi les profiteurs de la guerre.

Entre ceux-ci et les Syriens ordinaires, y compris la base sociale du régime, le fossé est tel qu'il est désormais courant d'entendre les gens dire que cela en est indécant.

—Shukri Al-Rayyan, publié le 18 août

Le régime en "état d'alerte"

●●● Partie de Soueïda, dans le sud de la Syrie, la vague de contestation des deux dernières semaines, déclenchée après la levée des subventions sur l'essence, s'est étendue à plusieurs villes du pays, rapporte le média d'opposition **Syria TV**. Le pouvoir, en "état d'alerte", a déployé massivement ses forces de sécurité près de Damas, craignant une propagation du mouvement jusqu'à la capitale, souligne le quotidien **Asharq Al-Awsat**.





asie

Inde. Vers la Lune et au-delà!

Le programme spatial indien vient de réussir l'alunissage "historique" d'un module sur le sol lunaire. Un événement scientifique et technique majeur, doublé d'une nouvelle affirmation de la puissance de l'Inde.



—The Hindu, extraits (Madras)

Le 23 août, à 16 h 40, la sonde Chandrayaan-3 n'est qu'une énorme masse de 1,7 tonne de métal, de plastique et de verre, en orbite à 30 kilomètres au-dessus de la Lune. Vingt-trois minutes plus tard, elle entre dans l'histoire. L'engin a réussi à ralentir, à se redresser et, guidé par une machinerie complexe de capteurs et d'actionneurs, à commencer son alunissage.

Quand la sonde s'est posée sur la surface lunaire à 18 heures, l'euphorie a parcouru les différents centres de l'Organisation de recherche spatiale indienne (Isro), et toute l'Inde. L'Inde fait désormais partie du club des quatre pays au monde à

avoir réussi à poser un engin sur la Lune, et le premier dans la région du pôle sud de la Lune. Cet exploit rappelle combien les missions spatiales, complexes en raison de leur énorme consommation de ressources nécessaires et de la nature aléatoire de leur succès, marquent aussi le triomphe de la volonté humaine. C'est ce qui explique pourquoi elles suscitent tant d'enthousiasme – comme Chandrayaan-3 pour l'Inde.

La présence de la sonde Chandrayaan-3 sur la Lune montre que l'Isro a tiré les leçons de l'échec de la mission

L'Isro a tiré les leçons de l'échec de la mission précédente, Chandrayaan-2.

précédente, Chandrayaan-2. En septembre 2019, alors que Chandrayaan-2 était à 2,1 kilomètres de la surface de la Lune, l'Isro a perdu tout contact avec elle. À partir des données transmises par la sonde avant sa volatilisation, et par d'autres sources, notamment l'orbiteur de Chandrayaan-2, l'Isro a réussi à identifier les causes de la disparition prématurée de la sonde. Les spécialistes de l'Isro ont ensuite modifié les 21 sous-systèmes pour mettre au point une nouvelle version: Chandrayaan-3. La particularité de cette nouvelle sonde est d'être équipée d'appareils de secours: si un composé ou un système devient défaillant, un autre prend immédiatement le relais.

Dans une perspective plus large, Chandrayaan-3 marque

un tournant. L'Inde est signataire des accords Artemis, une initiative multilatérale d'origine états-unienne qui veut envoyer des humains sur la Lune d'ici à 2025, et par la suite étendre l'exploration humaine aux plus proches planètes voisines de la Terre. Grâce à ces derniers succès, l'Inde a l'occasion de prendre la tête de ce groupe de pays, désireux de développer au maximum la part du secteur spatial dans leurs économies, aux côtés des États-Unis.

Grâce à Chandrayaan-3, l'Inde a également démontré sa maîtrise des grands types d'engins interplanétaires: les orbiteurs, les sondes et les rovers. Les données récoltées par les instruments scientifiques de Chandrayaan-3 sont de toute première importance; la mission indienne sera en effet la

L'exploitation commerciale implique d'accélérer la cadence de lancement.

première à recenser les propriétés physiques, chimiques et thermiques du sol, du sous-sol et de l'atmosphère autour du pôle sud de la Lune. L'Inde a fait preuve de sa supériorité technologique sur la plupart des autres puissances spatiales, et Delhi devrait profiter de cet avantage pour se rendre dans d'autres endroits du système solaire et mener à bien ses ambitions scientifiques.

Cet alunissage clôt également la seconde phase du programme d'exploration lunaire indien. La troisième phase va commencer par une collaboration entre l'Isro et l'Agence d'exploration aérospatiale du Japon pour une mission d'exploration des pôles lunaires, qui reposera également sur une sonde et un rover chargés de chercher la présence de glace, et donc d'eau, sur le pôle sud de la Lune.

Désormais, la trajectoire de l'Isro est toute tracée pour mettre en place de futures missions spatiales – en sachant que la moindre embardée, comme l'échec de Chandrayaan-2, le Covid-19 ou la production poussive de fusées, aura un coût financier et politique très élevé. Le succès de Chandrayaan-3 va

✓ Sur la pelleteuse: exploitation de la lune. Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Genève.

Décryptage

Un véritable exploit

●●● L'alunissage de Chandrayaan-3 a été salué au-delà des frontières indiennes. Comme le rappelle la revue scientifique britannique **Nature**, New Delhi entre dans le cercle très fermé des pays ayant réussi un alunissage – aux côtés des États-Unis, de l'ex-URSS et de la Chine. Surtout, "le récent crash de la fusée russe Luna-25 [le 20 août] a cruellement rappelé à quel point il était difficile de se poser sur le sol lunaire. Des modules envoyés par Israël ou le Japon se sont, eux aussi, écrasés en tentant des alunissages contrôlés à distance." L'Inde est, de surcroît, la première puissance spatiale à poser un engin sur le pôle sud de la Lune, dont le sol est "jonché de cratères, de failles et de pentes". "Ce succès ne peut qu'inspirer confiance" dans le programme spatial indien, conclut **Nature**.

permettre à l'Isro de passer à la vitesse supérieure avec un vol habité dans l'espace, des modules de lancement réutilisables, la recherche de planètes habitables, et les communications interplanétaires – pour ne citer que quelques-unes des ambitions indiennes.

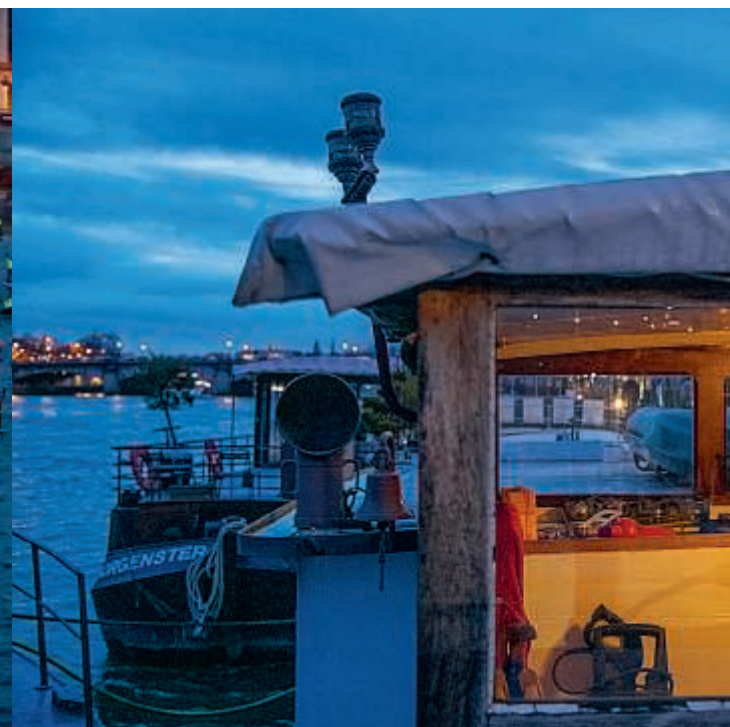
L'exploitation commerciale de l'espace implique également d'accélérer la cadence de lancement et de faire baisser les coûts. La contribution du secteur privé sera cruciale, notamment afin d'accélérer l'innovation et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement économique de l'Inde, grâce à ce nouveau vecteur.

L'Inde a décroché la Lune. Et l'Isro a désormais l'occasion de montrer la voie.

Publié le 24 août



france



—The New York Times,
extraits (New York)

Un bateau électrique de livraison descend la Seine le long des anciens palais et des élégants musées, passe sous les ponts bas de pierre et de métal, et bifurque au niveau de la tour Eiffel avant de glisser jusqu'à un point d'amarrage.

Le capitaine, Arnaud Montand, parcourt l'itinéraire prévu pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques 2024. Le dernier tronçon est aussi le trajet qu'effectueront les nageurs olympiques. La candidature de Paris mettait notamment l'accent sur l'organisation d'épreuves non seulement sur la Seine mais aussi dans la Seine. "Quelle sublime fenêtre sur Paris, déclare Arnaud Montand, à la barre, dans sa cabine vitrée, où il est protégé d'une pluie battante. Mais en cas d'orage, tout sera annulé."

Depuis des années, des employés de toute l'Île-de-France mettent en œuvre le "plan baignade" – un rêve d'ingénieur qui nécessite des milliers de nouvelles canalisations, des réservoirs et des pompes conçus pour empêcher que des bactéries nocives n'arrivent dans la Seine, en particulier pendant les orages. Si tout se passe bien, le plan assainira suffisamment le fleuve pour qu'y nagent les athlètes olympiques puis les Franciliens.

Paris 2024. La Seine en forme olympique ?

Série d'été. Décrite comme le fleuve le plus romantique du monde, la Seine est aussi nauséabonde. D'ici à l'été prochain, sera-t-elle suffisamment propre pour qu'on puisse s'y baigner ? Les organisateurs des Jeux de Paris assurent que oui.

"Est-ce qu'on a une garantie à 100 % ? Non", concède Pierre Rabadan, adjoint à la maire de Paris chargé des Jeux olympiques [et paralympiques] et de la dépollution, à temps, de la Seine pour deux épreuves de fond en natation et l'épreuve de nage du triathlon. "S'il pleut sans discontinuer pendant une semaine avant les épreuves, nous savons que la qualité de l'eau – malgré tout le travail accompli – ne sera probablement pas excellente."

Rabadan ajoute qu'il n'y a pas de plan B : si les épreuves doivent être reportées, les organisateurs attendront simplement quelques jours, testeront la qualité de l'eau et tenteront à nouveau leur chance.

Vue par beaucoup comme le fleuve le plus romantique du

monde, la Seine est aussi nauséabonde, glauque et – après les grosses soirées du samedi – bordée des immondes des fêtards. Pendant les gros orages, 40 bouches d'évacuation disposées le long des berges pavées dégueulent leurs eaux grises.

C'est pourquoi de nombreux Parisiens – et même certains participants au "plan baignade" – sont horrifiés à l'idée de piquer une tête dans le fleuve.

"Vous avez déjà vu la Seine ?" interroge Michael Rodrigues du fond d'une tranchée dans le trottoir, où il modernise le raccordement d'une maison pour qu'elle ne déverse plus d'eaux usées dans le fleuve. Non merci."

Lors des premiers Jeux olympiques organisés à Paris, en 1900,

sept épreuves de natation ont eu lieu dans la Seine. Même après l'interdiction de la baignade dans le fleuve, prononcée en 1923, un an avant les JO de 1924, les habitants continuaient de sauter dans l'eau du pont d'Iéna par les chaudes journées d'été, avec la tour Eiffel pour décor de cette baignade rafraîchissante.

Mais la Seine a été de plus en plus polluée par les eaux usées et les déchets industriels. Dans les années 1990, une étude a conclu que le tronçon parisien avait l'une des concentrations en métaux lourds les plus élevées du monde, selon un ouvrage sur la Seine.

Jacques Chirac avait promis de revenir au temps de la baignade et, en 1990, il avait déclaré : "Dans trois ans, j'irai me baigner dans la Seine, devant témoins, pour montrer que la Seine est devenue un fleuve propre." Ça n'a jamais eu lieu.

Si la qualité de l'eau s'est nettement améliorée, notamment grâce à la modernisation des stations d'épuration, "il n'y a eu aucun projet de baignade dans la Seine avant 2020", précise Jean-Marie Mouchel, hydrologue et professeur à la Sorbonne, qui étudie la Seine depuis trente ans.

Les Jeux olympiques ont changé la donne, non seulement parce qu'ils ont lancé le plan, mais aussi parce qu'un budget de 1,4 milliard d'euros y a été affecté. Anne Hidalgo a promis que l'un des héritages des Jeux serait l'accès des habitants à une vingtaine de zones de baignade le long de la Seine et de la Marne d'ici à l'été 2025.

"Les Jeux ont simplement été un accélérateur de la transformation et de l'amélioration de la qualité de l'eau, souligne Pierre Rabadan, qui précise aussi que le plan regroupe une vingtaine d'administrations publiques et d'agences chargées de l'eau et de la gestion des déchets, ainsi que des autorités fluviales et portuaires, qui, sans ce projet, "ne se seraient pas engagées".

L'objectif de tous les participants est de veiller à ce que l'eau soit assez propre pour que les concentrations de deux principales bactéries – *E. coli* et les entérocoques intestinaux – soient en deçà de normes définies par l'Union européenne. Les normes olympiques autorisent des niveaux un peu plus élevés, sur validation d'une commission.



✎ En 2024, la Seine accueillera les épreuves olympiques de triathlon et de natation de fond. À droite, Hervé Lavollée sur sa péniche, amarrée dans le centre de Paris. Photos James Hill/The New York Times Syndication



anciennes de Paris, et surtout acheminer à la fois les eaux usées et les eaux pluviales. Quand ces canalisations sont submergées par les précipitations, elles déversent tout – eaux de pluies, d'éviers et de WC – dans la Seine.

“Actuellement, c'est ce qui se passe douze fois par an en cas de fortes pluies dans l'est de la ville”, précise Samuel Colin-Canivez en arpentant le réservoir en chantier. Une fois terminée, cette cuve géante contiendra le trop-plein pendant les orages, puis le renverra lentement dans les égouts après la pluie. “Notre objectif est de faire baisser ce chiffre à deux fois par an.”

Acide performique. Telle est la stratégie qui doit empêcher les eaux noires de finir dans la Seine. La “stratégie sécheresse” mobilise une autre série de projets. Certains sont simples, comme de nouveaux traitements dans deux stations d'épuration en amont. La plus grande, Seine-Valenton, traite les eaux d'égout de 2,5 millions de personnes à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Paris. Une fois que de faibles doses d'acide performique seront ajoutées à ses rejets en juin, les concentrations de bactéries fécales nocives seront divisées par cent, souligne Vincent Rocher, directeur de l'innovation pour le Service public de l'assainissement francilien (Siaap).

D'autres projets sont plus modestes et individuels, comme le porte-à-porte des équipes dans six villes autour de Paris, où elles essaient de persuader plus de 20 000 propriétaires de les laisser moderniser un mauvais branchement de leurs canalisations au tout-à-l'égout. C'est pour cette raison que de nombreux logements enverraient leurs eaux usées dans la Seine ou la Marne.

“Maison par maison, résume Claire Costel, chargée de mission à l'intercommunalité Paris Est Marne & Bois. C'est la seule solution.” Ici, il existe deux réseaux distincts de tunnels : l'un pour

les eaux usées et l'autre pour les eaux pluviales. Mais il arrive souvent que les constructeurs raccordent les évacuations au réseau des eaux de pluie. Parfois, comme sur la petite île Fanac, des maisons ont été bâties de manière à déverser leurs eaux usées directement dans la Marne.

D'après Claire Costel, le seul moyen de déterminer quelles maisons ont des canalisations problématiques est de les juger sur pièces. Ensuite, son équipe tente de convaincre les propriétaires de les laisser corriger l'erreur.

Même si des subventions de 6 000 euros sont proposées et couvrent souvent les frais de rénovation, de nombreux propriétaires refusent. En mars, environ 5 000 seulement avaient accepté, selon un rapport municipal.

C'est son équipe qui a eu le plus de succès : elle a construit une nouvelle conduite d'évacuation et un système de pompage pour les 40 maisons de Fanac.

Pour de nombreux habitants, à la fois sur l'île Fanac et dans les villes voisines, l'argument choc a été l'héritage olympique.

“J'ai appris à nager dans la Marne étant petit”, témoigne Jean-Louis Bourgeois, 70 ans, devant sa maison en brique, au Perreux-sur-Marne, le lendemain du nouveau raccordement au tout-à-l'égout. “Ça me plairait beaucoup de m'y baigner à nouveau.”

Délai de deux ans. À Paris intramuros, les employés ne ciblent pas des maisons, mais des péniches. Environ 170 d'entre elles sont amarrées sur la Seine en amont des sites olympiques. Encore récemment, quasiment toutes déversaient leurs eaux noires et grises directement dans le fleuve.

En 2018, la ville a déclaré que toutes ces embarcations devaient être raccordées aux égouts municipaux, et l'autorité portuaire a commencé l'installation de branchements et de pompes dans les ports qui n'en étaient pas équipés. Les habitants de ces péniches

ont eu un délai de deux ans pour faire les installations nécessaires. À ce jour, environ la moitié seulement ont fait les travaux, selon les employés municipaux.

De nombreux propriétaires se sont sentis injustement ciblés. Contrairement à leurs voisins terrestres, ils n'ont pas eu le choix, et moderniser des bateaux anciens peut coûter jusqu'à 25 000 euros – cinq fois le montant des subventions publiques.

“Pensez-vous que les barges à 30 kilomètres de Paris se raccorderont au tout-à-l'égout?” interroge Hervé Lavollée, qui vit sur une péniche rénovée de 1937, amarrée près d'un pont piétonnier au cœur de Paris. “Ils font du bruit pour le 20 heures, pour avoir l'air d'être actifs sur le sujet, mais c'est ridicule.”

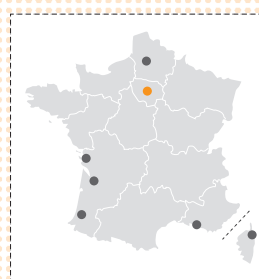
Nicolas Londinsky, chef du service de l'eau et l'assainissement à la ville de Paris, reconnaît que la pollution des péniches est relativement modeste mais que sa résolution pourrait, selon lui, faire basculer le test d'une zone de baignade voisine d'une note insuffisante à une note convenable.

Malgré ses critiques, Hervé Lavollée admet qu'il apprécie l'idée de se baigner dans la Seine. Chaque soir en se brossant les dents sur son bateau, il observe le fleuve qui scintille sous les lumières de la ville. Il ne cesse d'être ébahi par sa beauté. “Si nous avons la chance de montrer la Seine au monde et de proposer cette perspective sur Paris, résume-t-il, c'est une excellente idée.”

Catherine Porter,
publié le 12 mai

Des épreuves test annulées début août

●●● Organisées début août, les épreuves de natation en eau libre dans la Seine auraient dû marquer l'avancement de l'assainissement du fleuve. En fait, l'annulation de l'événement a fait renaître les inquiétudes sur le bon déroulement des épreuves olympiques. “À moins d'un an des JO, Paris est de plus en plus soupçonné d'être mal préparé pour accueillir cet événement qui devrait attirer des milliers de spectateurs et de sportifs”, commente le média américain **Bloomberg**. Les pluies intenses tombées sur la capitale fin juillet – à un niveau inédit depuis vingt ans, selon Météo France – ont entraîné la hausse du niveau de pollution des eaux à un seuil dépassant celui autorisé par la Fédération internationale de natation. L'événement rappelle à quel point l'ambition de la capitale de faire nager les athlètes dans la Seine est soumise aux aléas météorologiques, et ce malgré un chantier de 1,4 milliard d'euros.



●●● C'est la fin de “Voyage en France”, notre série d'été sur les villes et les régions françaises vues par la presse étrangère. Vous pouvez la retrouver en intégralité sur notre site internet.



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

à la une



TOUS AU BUREAU !

Depuis la pandémie, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient les champions du télétravail. Un grand nombre de salariés étaient à distance 100 % du temps. Mais “la bulle du télétravail a éclaté”, écrit *The Daily Telegraph*. Les mastodontes de Wall Street et les géants de la tech, qui doutent désormais de la productivité de cette organisation, sont à l’origine de ce retour de balancier. S’oriente-t-on vers un retour massif au bureau ? Un peu partout, la résistance s’organise.

—The Daily Telegraph, extraits
(Londres)

Jusqu'à il y a peu encore, on ne jurait que par le télétravail. Le Covid-19 a accidentellement provoqué une prise de conscience dans les bureaux, en montrant que porter des vêtements élégants en dessous de la taille ne servait à rien, que nous n'avions pas besoin de nous acheter un déjeuner chaque jour et que passer quotidiennement plusieurs heures dans les embouteillages ou dans des trains bondés et toujours en retard n'avait aucun sens.

Les cols blancs du monde entier ont ainsi été libérés de la tyrannie du repassage et du café à emporter à 5 livres sterling, ce qui leur a permis d'être plus performants au travail. Deux études réalisées durant la pandémie ont montré une hausse de 5 % à 6 % de la productivité des employés dans les entreprises américaines classées au Fortune 500. C'était bon pour les affaires : les sociétés (comme Google, Meta, John Lewis et Sainsbury's) pouvaient faire des économies en fermant leurs bureaux hors de prix en centre-ville sans craindre une baisse de rendement, et donc de revenus.

Mais, trois ans plus tard, la bulle du télétravail a éclaté. Selon des données fournies par le site de recherche d'emploi Adzuna, 14 % des offres d'emploi publiées en Grande-Bretagne en janvier 2021 portaient la mention "télétravail à temps complet", contre 6 % seulement aujourd'hui. La part des offres en télétravail à temps partiel est en revanche passée de 2 % à 19 %, les entreprises réduisant le nombre d'employés autorisés à travailler entièrement à distance.

Comble de l'ironie. Certaines, telles Goldman Sachs et JPMorgan, obligent leurs salariés à revenir. D'autres, comme Apple et BlackRock, ont abandonné le télétravail à 100 % et exigent une présence au bureau au moins trois ou quatre jours par semaine. Zoom leur a emboîté le pas en demandant à ses salariés de revenir au moins deux jours par semaine s'ils habitent à moins de 50 miles [80 kilomètres]. Ce qui est le comble de l'ironie pour une entreprise qui surfe sur le succès des applications de vidéoconférence.

Le recul du télétravail s'est matérialisé par le plongeon spectaculaire de la capitalisation boursière de Zoom, passée d'un pic de 160 milliards de dollars en octobre 2020 à seulement 20 milliards de dollars. D'autres entreprises qui se sont enrichies à l'époque où travailler depuis chez soi faisait fureur sont aujourd'hui en difficulté. L'opérateur d'espaces de coworking WeWork, qui valait à une époque 47 milliards de dollars, a récemment annoncé craindre la faillite en raison de la baisse de la demande.

À l'origine de cette évolution se trouve l'impression de plus en plus répandue chez les patrons que le télétravail n'augmente pas la productivité et ne la maintient même pas à son niveau d'origine. Les recherches les plus récentes battent en brèche l'idée que travailler à domicile rend plus productif. L'une d'elles, réalisée

par des économistes du MIT [Massachusetts Institute of Technology] et de l'UCLA [université de Californie à Los Angeles] et portant sur des opérateurs de saisie indiens nouvellement embauchés, montre une baisse de productivité de 18 % chez les télétravailleurs par rapport à ceux qui viennent sur site. Selon une autre étude, les employés d'une grande entreprise asiatique de technologies de l'information étaient 19 % moins productifs lorsqu'ils travaillaient depuis chez eux. Des chercheurs de Stanford ont quant à eux livré une analyse de plusieurs enquêtes concluant à une chute moyenne de la productivité allant de 10 % à 20 %.

Besoin d'interactions. Certains cadres et employés partagent l'impression que le travail en équipe est beaucoup plus difficile et moins efficace lorsqu'il est effectué à distance. Pour Martin Sorrell, fondateur de WPP, le plus grand réseau mondial d'agences de publicité et de relations publiques, il y a sur le lieu de travail un "ciment culturel" qui se désintègre lorsque les salariés ne sont payés que pour regarder un écran depuis chez eux. "Le télétravail a suscité chez nous, au début, beaucoup d'enthousiasme, explique-t-il. Je crois que notre enthousiasme s'est un peu émoussé depuis, et que nous avons aujourd'hui une position modérée."

Elizabeth Sergeant, 31 ans, exerce des fonctions de cadre trois jours par semaine chez Shipperserv, une plateforme en ligne spécialisée dans les équipements maritimes. "J'ai vu de mes propres yeux le temps que prend un projet lorsque les réunions sont virtuelles, explique-t-elle. Un dossier qui aurait pu être bouclé en trois heures de travail d'équipe en présentiel pouvait s'étaler sur plusieurs semaines ou plusieurs mois. Il est dix fois plus difficile de collaborer en distanciel qu'en présentiel."

Certains ont également le sentiment que le télétravail désavantage les employés les plus jeunes, par exemple en rendant l'apprentissage par l'observation plus difficile. Notre Premier ministre [Rishi Sunak] partage manifestement cette opinion : "Je continue à parler aux tuteurs que j'ai eus lorsque j'ai commencé à travailler, déclarait-il sur LinkedIn News en août 2021. Ils m'ont apporté leur aide tout au long de ma carrière, même lorsque nos chemins se sont séparés. Je doute que j'aurais pu tisser des liens aussi forts si j'avais fait mon stage d'été ou mes premiers pas dans la vie active sur Teams et Zoom."

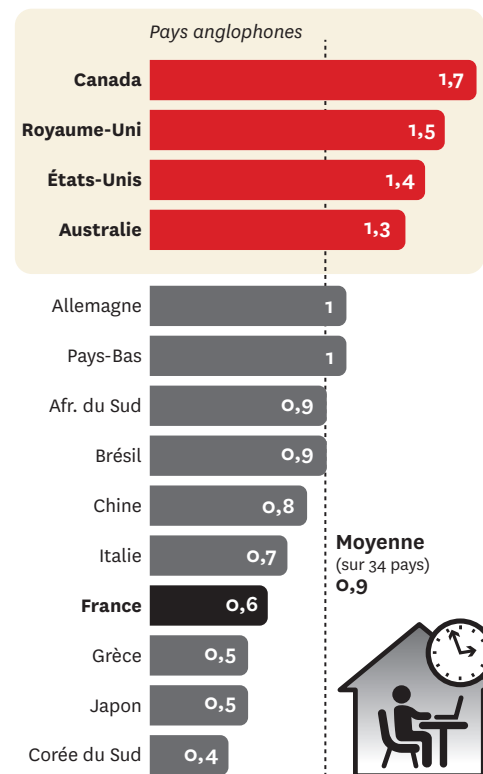
Le mot

RTO

Après le WFH (working from home), qui désigne le travail à domicile, l'heure est désormais au RTO (return to office), c'est-à-dire au retour au bureau après une longue période d'absence en raison du télétravail. Plusieurs dictionnaires, comme le Collins et le Cambridge Dictionary, envisagent d'intégrer très bientôt ce sigle dans leurs pages.

Où télétravaille-t-on le plus ?

Nombre de jours de télétravail déclarés au cours de la semaine précédente (avril-mai 2023)



Note : Réponse à une question posée à un échantillon de 42 426 salariés à plein temps âgés de 20 à 64 ans, ayant au moins le bac, répartis dans 34 pays développés.

SOURCE : IFO INSTITUT

Gareth Matthews, associé du cabinet d'avocats MLP Law à Manchester, est du même avis : "Dans notre secteur en particulier, il est très important que les plus jeunes voient ce que font leurs aînés, posent des questions et soient supervisés en temps réel. Les gens ont besoin d'interactions et de commentaires pour se sentir bien, ce qui est plus difficile à obtenir lorsque ces interactions se font uniquement en ligne."

Les jeunes ne sont pas les seuls à se sentir isolés lorsqu'ils sont en télétravail. Dans une enquête réalisée auprès de 1 000 adultes à la demande de [la société ferroviaire britannique] Great Western Railway, près de 80 % des plus de 55 ans disent ne pas aimer la façon dont le travail à domicile brouille les limites entre la vie professionnelle et la vie privée, et 80 % des travailleurs âgés de 45 à 54 ans se sentent seuls lorsqu'ils télétravaillent. "Les gens ne veulent plus travailler de chez eux, affirme Mark Dixon, directeur général de l'opérateur de bureaux partagés IWG. Ils en ont assez."

L'une des conséquences les plus fréquentes du télétravail est qu'il est difficile de savoir quand déconnecter. La notification sonore signalant l'arrivée d'un message peut s'avérer étonnamment irrésistible, même quand la réponse pourrait facilement attendre le lendemain. "Vous pouvez déposer les enfants à l'école et aller les chercher sans que cela ait des

← Dessin de Walenta
paru dans Brunswick
Review, États-Unis.

conséquences sur votre journée de travail, admet Gareth Matthews, lui-même père de deux enfants, et vous n'êtes pas distrait par ce qui se passe au bureau lorsque vous avez besoin de vous concentrer. Mais, lorsqu'on travaille de chez soi, il peut être plus difficile de séparer la vie privée de la vie professionnelle, parce qu'il n'y a pas de distance physique ou temporelle entre le travail et les obligations familiales."

Si certains ont du mal à se déconnecter du travail lorsqu'ils sont chez eux, d'autres ont du mal à s'y connecter. Une enquête réalisée par le distributeur de consommables pour imprimantes TonerGiant auprès de 2 000 employés en télétravail à temps partiel a révélé qu'ils passaient en moyenne deux heures par jour à regarder la télévision. Un quart d'entre eux avaient passé du temps avec des amis ou des membres de leur famille pendant leurs heures de travail, un autre quart avait fait du bricolage ou du jardinage et un peu moins d'un cinquième avait fait la sieste. Un sur huit avait eu des rapports sexuels et, chose étonnante, un sur dix avait même exercé un second emploi.

Alors, travailler depuis chez soi, est-ce vraiment travailler? Là est la question.

—Tim Sigsworth,
publié le 10 août

Contrepoint

En Inde, le modèle hybride sinon rien

●●● De nombreuses entreprises indiennes de la tech ont rappelé leurs employés au bureau. Pourtant, les Indiens sont massivement opposés à cette fin brutale du télétravail et lui préfèrent un modèle hybride, en particulier les femmes, à qui incombe la majeure partie des tâches domestiques. Selon une enquête menée auprès de femmes cadres par la société de recrutement indienne CIEL HR Service, sept sur dix disent être prêtes à quitter leur poste et à chercher un autre emploi si elles ne peuvent plus télétravailler, rapporte le journal **The Economic Times**. Ainsi, la fin du travail à distance pourrait rendre la main-d'œuvre moins diverse – du moins plus masculine.

People Matters, un magazine et site d'information indien sur le management, souligne d'ailleurs que ce retour au bureau n'est pas une bonne option pour l'Inde, car les infrastructures des grands centres urbains rendent les temps de déplacement très longs. Par ailleurs, le recours au télétravail permet aux entreprises de recruter dans tout le pays et de ne pas se limiter aux habitants des mégapoles.

SOURCE

THE DAILY TELEGRAPH

Londres, Royaume-Uni
Quotidien
telegraph.co.uk

Atlantiste et eurosceptique sur le fond, pugnace et engagé sur la forme, c'est le grand journal conservateur de référence. Fondé en 1855, il est le seul quotidien national d'envergure à ne pas avoir abandonné le grand format. En 2023, sur fond de bras de fer financier, le journal a été saisi par les créanciers de ses propriétaires, la famille Barclay, qui cherchent désormais à le vendre.

FAIRE REVENIR LES EMPLOYÉS À TOUT PRIX

Entre incitation et coercition, voici comment de grands groupes s'y prennent pour ramener leurs salariés au bureau.

Salesforce, géant américain des logiciels professionnels, a tenté une méthode douce pour inciter ses salariés au retour. Pendant dix jours en juin, elle s'est engagée, pour chaque employé revenant au bureau, à faire un don de 10 dollars par jour à une association caritative choisie par ce dernier. Mais dans la plupart des entreprises, l'heure est à la méthode dure.

Chez Meta, anciennement Facebook, les employés qui ne viennent pas au bureau risquent d'être licenciés à compter du 5 septembre, d'après une note interne publiée sur le site **Business Insider**. Chez Google aussi, on durcit le ton : pour forcer les salariés à être au bureau trois jours sur cinq, "les évaluations de performance pourraient prendre en compte les longues absences inexpliquées du bureau, et les données des badges [utilisés par les employés pour accéder aux locaux] pourraient être examinées afin d'identifier ces périodes d'absence", a déclaré un porte-parole du géant de la tech au **New York Times**. Même son de cloche chez Amazon, qui entend obliger ses employés à venir au bureau au moins trois jours sur cinq depuis le 1^{er} mai,



REVUE DE PRESSE

en surveillant leur temps de présence grâce à leur badge. Les contrevenants à la nouvelle règle ont reçu un rappel à l'ordre par e-mail, explique le **Financial Times**. L'agence Publicis a quant à elle prévenu ses employés américains que leurs salaires et leur avancement seraient menacés s'ils ne revenaient pas au bureau trois jours par semaine. "Je pense qu'ils ont essayé la carotte pendant un certain temps et, à bien des égards, cela n'a pas fonctionné; il y a un changement vers une mentalité plus axée sur le bâton maintenant", a déclaré Neda Shemluck, directrice générale chez Deloitte, au quotidien économique britannique.

Il existe néanmoins quelques pistes moins agressives et plus incitatives pour faire revenir les employés au bureau.

Amanda Blanc, directrice générale de la compagnie d'assurances Aviva, est citée comme exemple de cette approche douce par le **Times** : les managers qui réussissent à faire revenir leurs équipes obtiennent un bonus... et ça marche ! Au sein du cabinet de conseil PwC, c'est un chèque de 1 000 livres (environ 1170 euros) qui attend les salariés de retour.

Un journaliste de **Bloomberg** pense avoir trouvé une autre solution : s'inspirer du ticket-restaurant à la française. Non seulement offrir un repas aux salariés est un geste fort, mais il faut aussi s'inspirer de la pause déjeuner à la française, qui ne se fait pas au bureau mais plus souvent dehors, une vraie pause d'une heure qui fait perdre un peu de temps mais peut favoriser le bien-être des salariés et l'attachement à leur lieu de travail.

"Pour faire revenir les salariés dans les bureaux, suggère **The Washington Post**, offrons-leur de vrais bureaux fermés ! Pas des plateaux ouverts où les gens peuvent entendre chaque mot, éternuement et bruit de chewing-gum qui sort de la bouche d'un collègue. Ni des box décourageants qui leur donnent l'impression d'être des rats dans un labyrinthe. Mais des petites pièces avec des bureaux et des portes qui ferment."

—Courrier international

La résistance s'organise

●●● Dans les pays anglophones (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande), la proportion de télétravail est nettement plus élevée que dans les pays riches mais non anglophones tels que la France, le Japon ou l'Italie. C'est la conclusion à laquelle est parvenue Nicholas Bloom, de l'université Stanford. "C'est un phénomène étonnant que nous n'avions pas anticipé", commentait l'économiste auprès du **Financial Times** à la fin de juillet. Comment expliquer cette différence ? "Honnêtement ? Nous n'en avons pas la moindre idée." En tout cas, dans ces pays, où nombre de patrons prônent un retour à la situation d'avant la pandémie, les employés ne l'entendent pas de cette oreille. "Les salariés ont peut-être été contraints de travailler à distance, mais ils n'y renonceront pas sans monter au créneau", constatait mi-juillet le **Sydney Morning Herald**, alors que le personnel de plusieurs banques intentait des actions contre leur direction. Celui de la National Australia Bank a été le premier à obtenir gain de cause : le droit au télétravail sera ainsi inscrit dans un accord qui prévoit une hausse des salaires de 17,5 % sur quatre ans. Aux États-Unis aussi, la résistance s'organise, raconte **Business Insider**. "Malgré toutes les incitations, les salariés, dans leur grande majorité, ne sont pas prêts à céder". Et, note le site, ce qui se profile c'est "un véritable conflit qui décidera de l'avenir du monde de l'entreprise aux États-Unis". "La guerre est déclarée et ce n'est pas beau à voir", déplore Abbie Shipp, de la Texas Christian University. Et "ce bras de fer pourrait durer des mois, voire des années".

IKON IMAGES



Le bureau à 100 %, ce n'est pas pour demain

↑ Dessin de
Harry Haysom,
Royaume-Uni.

Aux États-Unis, la question du télétravail est aujourd'hui au centre du dialogue social. Et c'est le travail hybride qui s'impose doucement : la plupart des employeurs demandent désormais à leurs salariés de venir sur site au moins deux ou trois jours par semaine.

— Los Angeles Times, extraits
(Los Angeles)

Au sortir de la pandémie, Bart Valdez voyait les choses comme bien d'autres patrons classiques. Pour lui, le télétravail était une aberration, et il voulait voir tout le monde de retour sur site, au plus vite.

“J’ai grandi dans un monde du travail où il fallait porter le costume-cravate et être au bureau à 8 heures, sans exception”, raconte cet homme de 60 ans, à la tête d’Ingenovis Health, une agence de recrutement comptant 1600 salariés qui a son siège dans le Colorado. Et puis, ces derniers mois, à force d’écouter ses employés, il a révisé son jugement.

Les plus jeunes ont un autre mode de vie et subissent d’autres pressions, juge-t-il aujourd’hui. Pour nombre de ses collaborateurs à travers les États-Unis, le travail à la maison répond davantage à leurs besoins. Et puis, pour l’heure, le télétravail ne nuit pas à la productivité. Il a même facilité le recrutement : grâce à sa nouvelle

philosophie en la matière, l’entreprise attire plus de candidatures. Aujourd’hui, un tiers du personnel est revenu au bureau, un tiers est en télétravail à temps complet, et un tiers alterne entre l’un et l’autre.

Cet exemple permet de comprendre comment de nombreux employeurs, si pressés de faire revenir les gens au bureau après la pandémie, ont changé d’avis. Après un temps d’observation, de valse-hésitation et de fausses résolutions, c’est le mode hybride que semblent avoir finalement adopté les cols blancs aux États-Unis – en tout cas pour le moment.

Si les employeurs sont de plus en plus nombreux à rappeler leurs collaborateurs, au motif que la culture d’entreprise et la prise de décision y gagnent, ils sont rares à exiger une présence sur site cinq jours par semaine. La plupart font plutôt comme Meta ou Farmers Group, une compagnie d’assurances de Los Angeles, qui ont annoncé récemment que la plupart de leurs employés devraient travailler en présentiel trois jours par semaine minimum à compter de septembre.



DANS NOS
ARCHIVES
courrierinternational.com

“Télétravail : pourquoi certains salariés mentent à leur patron”

Il y a ceux qui trichent sur leurs horaires pour concilier vies familiale et professionnelle, et ceux qui font autre chose. Mais il y a aussi des travailleurs à distance qui en font plus qu’ils ne devraient et préfèrent le cacher.

Beaucoup d’entreprises se sont contentées d’éviter le sujet, en adoptant une politique floue, voire en ne l’appliquant pas, le temps de voir jusqu’où irait la bataille. Les syndicats, dont celui du *Los Angeles Times*, sont montés au créneau sur la question du télétravail, devenue un des grands enjeux du dialogue social.

Seuls 20 % des travailleurs déclarent que leur employeur a pris des mesures ou des sanctions pour assurer la présence dans les locaux.

Autant de raisons qui expliquent que la quantité de travail réalisée à distance soit restée étonnamment stable cette année, autour de 28 %, selon des sondages réalisés auprès de plusieurs milliers de travailleurs par WFH Research, un projet de suivi des comportements au travail conduit notamment par Stanford et l’université de Chicago. Ce chiffre était d’environ 5 % avant le Covid-19.

Par ailleurs, les employeurs tendent manifestement à donner à leurs équipes plus de souplesse dans leurs horaires et de liberté dans le choix de travailler de chez eux ou non.

Dans une enquête conduite le mois dernier pour le *Los Angeles Times* par le cabinet Leger, 27 % des travailleurs à temps complet déclaraient que leur patron avait assoupli ses exigences sur le télétravail au cours de l’année écoulée. Ils n’étaient que 15 % à juger que leur employeur avait durci sa position. Pour les autres, il n’y avait pas eu de changement.

Selon la même enquête, 11 % des temps pleins travaillent exclusivement à distance, tandis que 31 % combinent télétravail et présence au bureau, le plus souvent avec la liberté de choisir leurs jours. Les autres exercent leur activité uniquement sur place ou ont un métier incompatible avec le télétravail. Des chiffres presque identiques à ceux de WFH.

Point de friction. Les employés souhaiteraient généralement plus de télétravail que ne le leur permet leur employeur – ce qui n’étonnera personne. Cela a fait des politiques de retour sur site un point de friction, en particulier dans la tech, notamment chez Amazon, Apple et Twitter [devenu X], au point que certains ont démissionné pour rejoindre des entreprises plus ouvertes sur la question.

Nombre de sociétés ayant une politique explicite de retour sur site ne l’appliquent pas très strictement. Seuls 20 % des travailleurs déclarent que leur employeur a pris des mesures spécifiques ou des sanctions pour assurer la présence dans les locaux.

“Je vois beaucoup de directions qui cherchent encore des moyens d’encourager leurs employés à revenir sur place”, constate Fiona Ong, juriste spécialisée en droit du travail au cabinet Shawe Rosenthal, à Baltimore, et directrice juridique de la chambre de commerce du Maryland. “La

résistance est encore grande de la part des travailleurs, qui souvent ont adopté un nouveau mode de vie et n'ont pas envie d'y renoncer", ajoute-t-elle.

Reste à savoir combien de temps cela durera. Avec le ralentissement de l'économie et la hausse du chômage, les employeurs pourraient se trouver en position de force. Mais, hormis dans la tech, l'offre d'emplois de bureau réalisables à distance se maintient bien. Et, étant donné le ralentissement que connaît la démographie en général, et la population active en particulier, il pourrait être durablement difficile de pourvoir ces postes.

"Pour la plupart des gens, le télétravail et le mode hybride sont la normalité post-pandémie."

Jose Maria Barrero,
ÉCONOMISTE CHEZ WFH RESEARCH

Jose Maria Barrero, économiste au sein de WFH Research, résume : "Pour la plupart des gens, le télétravail et le mode hybride sont la normalité post-pandémie." Et en cas de récession, poursuit-il, certaines entreprises pourraient même choisir d'accroître le travail à distance si cela leur permet de faire des économies sur les locaux, toujours coûteux. D'ailleurs, 80 % des personnes sondées par le cabinet Leger pensent

que les règles actuelles sur le travail hybride et à distance dans leur entreprise seront toujours en vigueur en 2025.

Les rares études de grande ampleur visant à comparer la productivité entre télétravail et travail sur site n'ont pas fourni de résultats concluants. Elles étaient, de plus, souvent limitées à des établissements de type centre d'appels. De nombreuses enquêtes montrent que les télétravailleurs jugent être aussi productifs, voire plus, chez eux qu'au bureau – une analyse que ne partage pas toujours l'encadrement.

En annonçant en mai dernier que la plupart des employés devraient venir au moins trois jours sur site, le nouveau président de Farmers, Raul Vargas, a pris de court ses équipes, à qui l'on avait dit le contraire l'année précédente. Le revirement a suscité colère et déception chez des salariés qui, pour certains, avaient fait des changements de vie radicaux, pensant pouvoir continuer à travailler de chez eux.

"Il s'agit pour nous de mieux encourager la collaboration, la créativité et l'innovation, mais aussi de pouvoir offrir à nos collaborateurs plus d'occasions d'apprendre, de se former, d'assurer du tutorat, de progresser dans leur carrière et d'interagir en direct", énumère Carly Kraft, porte-parole de Farmers, qui assure que l'entreprise ne subit pas de fuite significative de ses salariés depuis l'annonce.

Selon David Burkus, auteur et consultant télétravail auprès d'entreprises, "tout le monde

Analyse

ET LE CLIMAT ?

Le télétravail est-il bon pour la planète ?

Ça dépend, explique, dans un article documenté, une journaliste d'*Insider* spécialisée dans la durabilité environnementale. Si le trajet domicile-travail d'une personne "ne dépasse pas 6,5 kilomètres ou s'il est effectué en transports publics" (ou, peut-on ajouter, à pied ou à vélo), "le travail à distance pourrait augmenter les émissions de CO₂ du fait de l'énergie supplémentaire consommée à la maison". Plus largement, l'empreinte environnementale de chaque télétravailleur dépend de multiples facteurs : l'utilisation des appareils électriques, la gestion des déchets, la nourriture consommée, l'énergie utilisée... Autre question importante : le télétravailleur part-il plus souvent en week-end ?

se retrouve un peu coincé" en mode hybride. Mais, pour lui, les enjeux de productivité et les vieilles habitudes devraient entraîner un retour au bureau de plus en plus marqué. "Cela va se faire très lentement, mais sûrement. Il y a tellement de dirigeants qui ne parlent que de travail hybride mais qui se présentent au bureau cinq jours par semaine" que cela crée un décalage.

Bart Valdez, le patron d'Ingenovis, ne fait pas partie de ceux-là. Son temps de travail se partage en un tiers au bureau, un autre tiers à la maison et un dernier tiers en déplacement – comme beaucoup de ses employés.

Communication contrainte. Son cabinet de recrutement, qui affiche un chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars, possède sept marques et des bureaux dans tout le pays. Bart Valdez savait que le télétravail à 100 % ne conviendrait pas à tous les salariés, ni à tous les services. Il tenait à protéger la culture d'entreprise et une ambiance qui, raconte-t-il, n'était pas sans rappeler une salle des marchés, où l'on criait à chaque transaction conclue, ce qui suscitait l'enthousiasme, l'émulation et le sens du collectif. "C'était hyperdynamique, ça donnait de l'énergie."

Mais assez tôt pendant la pandémie, quand toute l'activité ou presque est passée en distanciel, il s'est rendu compte que les responsables d'équipe pouvaient maintenir cette énergie grâce à un usage intensif d'outils numériques. Certains employés en télétravail pouvaient être sur Zoom en permanence, avec des comptes rendus de quinze minutes toutes les deux heures. "Comme nous ne voulons pas que cette culture se perde, il y a pas mal de communication contrainte", reconnaît-il.

Bart Valdez a quelque peu durci ses pratiques dernièrement, en demandant à ses cadres de recruter des travailleurs vivant sur place afin qu'ils puissent venir au bureau sans avoir à prendre l'avion. Mais le président d'Ingenovis et ses cadres tiennent compte aussi des différences générationnelles, ou régionales. À Orlando, en Floride, par exemple, l'âge moyen des employés est de 27 ans. Beaucoup sont célibataires et sans enfant, et ils sont ainsi 250 à venir au bureau tous les jours, en grande partie pour la dimension sociale du présentiel.

"Le bureau est un endroit où apprendre, se faire des amis, faire avancer sa carrière", juge le patron, dont les responsables d'équipe encouragent le travail sur place par des événements tels que les "mardis tacos".

En revanche, à Cincinnati et Denver, les salariés approchent pour beaucoup la quarantaine et ont davantage de charges à assumer chez eux, notamment s'occuper de leurs enfants ou de leurs propres parents. Le télétravail revêt pour eux une grande importance, et leurs encadrants s'adaptent.

"Je pense que désormais il y aura toujours ce fonctionnement en trois modes", avec du 100 % bureau, du 100 % télétravail et l'organisation hybride, conclut-il. "J'ai appris à m'adapter."

— Don Lee,
publié le 3 août



← Dessin de
Patrick George,
Royaume-Uni.

IKON IMAGES



L'ESPOIR DÉÇU D'UNE SOCIÉTÉ MEILLEURE

Allergique au travail dans un bureau, cette chroniqueuse britannique se désespère. Elle qui croyait que "la pandémie serait un passage vers une société meilleure".

—The Guardian, extraits (Londres)

J'ai entamé ma carrière dans une grande entreprise, et j'ai vite compris que je n'avais pas tellement l'esprit *corporate*. Mon principal problème était que j'aimais quitter le bureau et avoir une vie, ce qui était manifestement incompatible avec toute promotion.

Un supérieur m'avait rappelé que je ne devais jamais quitter mon poste avant 20 heures, au plus tôt, même si je n'avais plus rien à faire. Espérant me faire bien voir de ma hiérarchie, je me suis mise à imprimer des romans de Wilkie Collins : je les rangeais dans un classeur d'allure officielle et j'y passais régulièrement des coups de Stabalo, si bien que j'avais l'air de plancher sur un dossier important. Inutile de dire que je n'ai pas tenu longtemps à ce poste.

C'était le monde du travail avant le confinement... Tout n'était que tête-à-tête, les trajets domicile-travail étaient longs, on passait pratiquement sa vie au bureau. Puis la pandémie est passée par là et un mode de travail plus souple, plus compatible avec la vie de famille, s'est imposé. Télétravail et travail hybride sont devenus la norme. Du moins, c'est ce qu'on croyait.

Apparemment, cette période vient officiellement de prendre fin. Zoom, la société qui a contribué à faire advenir l'ère du télétravail et qui, mieux que toute autre, a profité du passage à ce nouveau mode de vie, vient de rappeler ses salariés au bureau. Précisons qu'il a invité son personnel vivant à une "distance raisonnable" du travail à s'y rendre au moins deux jours par semaine. Mais cette annonce est tout un symbole.

Traumatisme collectif. Presque tous les plus grands employeurs ont renoncé aux politiques de télétravail total lancées en 2020. Meta, qui autrefois assurait qu'on pouvait "faire du bon travail n'importe où", vient de demander à ses salariés de retourner au bureau trois jours par semaine à partir de septembre. Google a fait de même et, afin de dorer la pilule à son personnel, il lui a proposé une "formule d'été" prévoyant un séjour dans un hôtel sur le campus à 99 dollars (environ 90 euros) la nuit, ce qui constitue une transition douce "vers le travail hybride". Une offre généreuse, mais pas autant que celle de Twitter (pardon, X), où l'on peut dormir au bureau – et se faire virer quand même.

Il y a quelques mois, Amazon annonçait qu'il demandait à ses salariés de venir au bureau au moins trois jours par semaine. Ce qui n'a pas été du goût de nombre d'entre eux, car ils s'étaient habitués au luxe de voir leurs enfants plus de trente minutes par jour. Mais la direction d'Amazon ne veut rien entendre. Mike Hopkins, directeur général de Prime Video et d'Amazon Studios, a récemment déclaré lors d'une réunion en interne qu'il était temps que les salariés se prennent par la main et reviennent au bureau [même s'ils étaient contre]. "Nous sommes là, nous sommes de retour, et ça marche, aurait-il déclaré. Je n'ai pas de chiffres à l'appui, mais je sais que c'est mieux."

À quoi bon des chiffres quand on a l'instinct d'un DG ?!

Je pense souvent à un bel article que la romancière Arundhati Roy a publié dans le *Financial*

← Dessin de
Harry Haysom,
Royaume-Uni.



DANS NOS
ARCHIVES

courrierinternational.com

En janvier 2022, dans un article intitulé "Les Français accros à leur bureau", **La Repubblica** s'étonnait de "la frilosité des Français à l'égard du télétravail". Et de noter qu'un mois plus tôt 4 % seulement de l'ensemble des salariés avaient télétravaillé tous les jours.

Contrepoint

Le bureau, c'est la santé

●●● "Que se passe-t-il quand des créatures sociales sont privées de sociabilisation ? Pendant trois ans, nous avons été les sujets d'une expérience de grande ampleur", écrivait, au début de juillet, Martha Gill dans **The Observer**. "Au début, l'expérience nous a été imposée mais, quand les portes de la cage ont enfin été rouvertes, quelque chose d'étrange s'est produit : beaucoup d'entre nous ont décidé de rester à l'intérieur." Pourtant, s'étonne la journaliste, "priver des créatures sociales de sociabilisation ne leur est pas bénéfique. Les taux de dépression et d'anxiété augmentent, ainsi que le stress et l'isolement ressentis. Les liens se défont entre collègues. Sans les potins, les flirts, les blagues, les déjeuners et les pots, la journée n'est plus qu'une morne liste de tâches à évaluer". Les employeurs doivent-ils forcer la main à leurs salariés ? "Difficile de prôner cette méthode, reconnaît Martha Gill. Nous prenons parfois de mauvaises habitudes et nous n'arrivons pas toujours à nous en défaire tout seuls. La plupart d'entre nous auraient intérêt à aller au bureau. Nous avons peut-être besoin d'y être encouragés pour sauter le pas."

Times en 2020. "Historiquement, les pandémies ont obligé les hommes à rompre avec le passé et à repenser leur monde, écrivait-elle. Cette pandémie n'est pas différente des précédentes. Elle est un portail, un passage entre un monde et le suivant. Nous pouvons décider d'y entrer en traînant derrière nous les cadavres de nos préjugés... Ou nous pouvons y pénétrer d'un pas léger, avec peu de bagages, prêts à imaginer un autre monde... et à nous battre pour lui."

La première année de la pandémie, j'ai cru que cette expérience collective traumatisante, qui a fait tant de morts, pourrait changer notre mode de vie. J'ai cru – fallait-il être naïve ? – qu'elle nous amènerait à réévaluer ce qui était important, que nous pourrions tous nous battre pour le changement. J'ai cru que la pandémie serait un passage vers une société meilleure.

Il n'en a rien été. Nous avons applaudi les travailleurs essentiels, puis nous les avons abandonnés. Les pauvres sont devenus plus pauvres ; les riches, plus riches. Les prix des maisons se sont envolés, il est devenu de plus en plus compliqué de se loger. Le télétravail semblait le seul changement positif qui allait durer, et maintenant il a disparu. Trois ans après, on voit très bien quel chemin on a choisi d'emprunter.

—**Arwa Mahdawi**,
publié le 8 août



OPINION

trans-
versales.

économie

Environnement... 36
Signaux 37

La chute d'Evergrande, un risque mondial?

Immobilier. Les déboires du promoteur chinois Evergrande, en faillite aux États-Unis, s'ajoutent à d'autres incidents liés à la crise du marché immobilier chinois. Faut-il craindre une contagion à l'économie mondiale comme en 2008? Les experts interrogés par ce quotidien hongkongais se veulent plutôt rassurants.

—South China Morning Post, extraits (Hong Kong)

Deux ans après les premiers remous dans l'immobilier provoqués par le défaut de paiement d'Evergrande, l'un des plus gros promoteurs chinois, Pékin a de plus en plus de mal à convaincre les investisseurs que la situation est maîtrisée. Les craintes se sont encore accentuées cet été avec l'annonce par Evergrande, déjà en difficulté, d'une perte nette pour 2021 et 2022 de 812 milliards de yuans [100 milliards d'euros] – un montant supérieur aux bénéfices engrangés par l'entreprise depuis sa création, en 1996.

Cette déclaration de faillite devant la justice américaine, qui fait mention de plans de restructuration [de la dette de la société] en cours à Hong Kong et aux îles Caïmans, soulève une foule de questions pour les autorités chinoises.

Comment rassurer les centaines de milliers de personnes qui remboursent déjà un crédit pour des logements qui n'ont pas été livrés? Comment apaiser des investisseurs inquiets qui se détournent des Bourses chinoises? Comment contredire les mauvais augures, de plus en plus nombreux, concernant le

système financier de la Chine et sa croissance économique?

Investisseurs du monde entier, Chinois candidats à l'accession à la propriété et économistes retiennent leur souffle dans l'attente de voir quelle sera la prochaine victime de cet effet domino. Et aussi quels outils va déployer Pékin pour ne pas avoir à vivre son "moment Lehman" – en référence à la faillite, en 2008, de la banque d'affaires Lehman Brothers, symbole du déclenchement d'une crise systémique.

La bombe à retardement de la dette est enclenchée aussi pour Country Garden, l'un des cinq plus gros promoteurs chinois, au bord du défaut sur obligations, qui a enregistré au premier semestre 2023 des pertes estimées à un montant entre 45 et 55 milliards de yuans [entre 5,7 et 7 milliards d'euros]. Des dizaines de promoteurs privés chinois pourraient être emportés dans sa chute.

"Je pense qu'il n'y aura pas de 'moment Lehman'", tempère George Magnus, chercheur au

China Centre de l'université d'Oxford. En effet, dans un système bancaire étatisé, les pouvoirs publics peuvent jongler avec les passifs et utiliser l'astuce comptable de l'*extend and pretend* [qui consiste à "reporter" le paiement d'une dette, pour "faire comme si" elle allait être payée un jour] afin d'empêcher la faillite des grandes banques et de faire en sorte que les moins grandes puissent être redressées, voire rachetées si nécessaire.

En revanche, en cas de faillites multiples d'entreprises étroitement liées les unes aux autres, Pékin aurait bien du mal à contenir la contagion, met en garde George Magnus.

Coauteur de l'ouvrage *Red Capitalism. The Fragile Financial Foundation of China's Extraordinary Rise* ["Le Capitalisme rouge. Les fragiles fondements financiers de l'extraordinaire essor de la Chine", non traduit], Fraser Howie résume : "Penser qu'un événement isolé et soudain puisse entraîner l'effondrement quasi total

du secteur bancaire [chinois], c'est méconnaître l'organisation et la structure du système."

Le système bancaire chinois est très largement sous la coupe d'entreprises d'État, à commencer par les Big Four du secteur : l'Industrial and Commercial Bank of China, la China Construction Bank, la Bank of China et l'Agricultural Bank of China. Mais "les pressions s'exercent d'une autre façon", poursuit Fraser Howie.

L'immobilier est le risque numéro un en Chine parce qu'il est étroitement intégré dans l'économie nationale et touche à peu près tout le monde, des exploitants des mines de fer aux

producteurs d'acier et de ciment, des enseignes de décoration aux fabricants d'électroménager, en passant bien sûr par les ouvriers du bâtiment et les millions d'acheteurs immobiliers.

Il y a dix-sept ans, la crise des subprimes aux États-Unis (due notamment aux crédits accordés à des acquéreurs immobiliers au dossier fragile) avait été amplifiée par des montages financiers scabreux et avait tourné à la crise financière mondiale. Après la chute de Lehman Brothers, Washington avait dû renflouer des établissements de la trempe d'AIG et de Goldman Sachs, tandis que



← Dessin de Tiounine
paru dans
Kommersant,
Moscou.

L'immobilier est le risque numéro un en Chine parce qu'il touche à peu près tout le monde.



L'État britannique nationalisait la banque Northern Rock.

“L'un des dangers dans le cas précis de la Chine est qu'une croissance très forte cache parfois énormément de problèmes, qui resurgissent dès que l'économie ralentit”, explique Jon Danielsson, directeur du Centre d'études sur les risques systémiques à la London School of Economics. “C'est comme quand le niveau d'eau baisse dans un lac : on découvre tout un tas de choses dont on ignorait l'existence.”

Danielsson met particulièrement en garde contre les “superinconnues”, c'est-à-dire les dangers qu'un État n'est de toute façon pas en mesure de connaître – et a fortiori de prévenir. Il résume : “Le déclencheur d'une crise peut surgir de nulle part, à l'image de la crise des subprimes, et il n'y a aucun moyen pour les pouvoirs publics d'exercer une vigilance sur l'ensemble des risques.”

La réaction des autorités va être déterminante, poursuit-il. “Quand les décideurs et le gouvernement réagissent au dernier moment, sans avoir anticipé ni réfléchi à tous les angles d'attaque – souvent parce qu'ils gardent l'espoir que la situation va s'améliorer –, c'est un scénario particulièrement dangereux.”

Trois “lignes rouges”. Les promoteurs chinois vivaient un âge d'or depuis 1998 et la décision de Zhu Rongji, alors Premier ministre, d'entamer la privatisation du logement dans le cadre du grand plan visant à augmenter la demande intérieure. L'immobilier est devenu un pilier de l'économie, au point qu'à son apogée, dans les années 2010, la Chine lui devait un quart de sa croissance.

La hausse des prix des logements a par ailleurs accentué la spéculation, forçant Pékin à mettre en place toute une gamme de restrictions sur les ventes, les achats, les hypothèques et les crédits. Selon une enquête menée

au début de 2020 par la Banque populaire de Chine – la banque centrale –, l'immobilier représentait 59,1 % du patrimoine et 75 % de l'endettement des ménages.

Le début de la crise de l'immobilier chinois remonte à début 2020, quand le Covid-19 a stoppé les flux de trésorerie des grands promoteurs. En réaction, Pékin a instauré en août 2020 ses trois “lignes rouges” pour réduire le recours à l'emprunt [par les promoteurs].

À la fin du mois de juin, les prêts bancaires en souffrance dans l'immobilier étaient en progression de 0,5 % sur un an, selon des chiffres officiels, à 53 370 milliards de yuans [6 800 milliards d'euros], dont 13 100 milliards de yuans [1 660 milliards d'euros] empruntés par des promoteurs et 38 000 milliards [4 800 milliards d'euros] de crédits souscrits par des acheteurs.

“Le compte à rebours a commencé pour certains grands promoteurs.”

Larry Hu, ÉCONOMISTE CHEZ MACQUARIE CAPITAL

Selon les calculs du fournisseur chinois de données financières Wind sur 132 promoteurs, leur chiffre d'affaires total était en baisse l'année dernière de 8,3 % (une première depuis 2005), tandis que leur taux d'endettement était de 78,99 %, en toute petite baisse par rapport à 2019 (79,03 %). Des chiffres dont Evergrande et d'autres sociétés enregistrées à Hong Kong sont cependant exclus.

Le rendement de leurs actions a enregistré pour la première fois un recul, de 3,78 %, et les promoteurs de Chine continentale ont fait état de pertes totales de 66 milliards de yuans [8,4 milliards d'euros]. Du jamais-vu, là aussi, depuis que les données sont disponibles.

Pour autant, ces problèmes ne se sont pas étendus au système financier. “Leur statut public protège relativement les banques chinoises des problèmes qui surviennent ailleurs dans le système financier. On ne remarque actuellement pas grand-chose qui signalerait des difficultés sur le marché interbancaire”, remarque Julian Evans-Pritchard, économiste

Le mythe de la hausse infinie des prix de l'immobilier en Chine a fait long feu.

en chef spécialiste de la Chine au cabinet Capital Economics.

“Mais quand bien même une crise financière étendue serait évitée, des faillites dans le shadow banking [système bancaire parallèle, soit les fonds de capital-investissement, les fonds spéculatifs, les fonds d'investissement et d'autres fonds monétaires] risquent de se traduire par un durcissement des conditions de crédit pour les emprunteurs à risque”, poursuit-il.

“Les semaines à venir vont être décisives, car le compte à rebours a commencé pour certains grands promoteurs”, renchérit Larry Hu, économiste en chef spécialiste de la Chine au sein de Macquarie Capital. Selon lui, l'immobilier doit ses difficultés à un cercle vicieux liant dégradation de la confiance et baisse des ventes. Il ajoute : “Aujourd'hui, ce qui peut changer la donne, c'est un paquet de mesures assez fortes pour convaincre les marchés boursiers et sortir l'immobilier de cette spirale baissière.”

Plans de sauvetage. Mais l'immobilier n'est plus considéré comme la panacée économique, d'autant que le mythe de la hausse infinie des prix de l'immobilier en Chine a fait long feu. Sur les sept premiers mois de 2023, les ventes ont chuté de 1,5 % en valeur, à 7 050 milliards de yuans [893 milliards d'euros], tandis que les surfaces vendues dégringolaient de 6,5 % par rapport à 2022, à 665 millions de mètres carrés, selon des chiffres des pouvoirs publics.

En juin, la banque centrale a augmenté de 200 milliards de yuans [25,3 milliards d'euros] les quotas de prêts recyclables pour faciliter l'achèvement de chantiers immobiliers en cours et permettre aux banques commerciales de reconduire des prêts arrivant à échéance. Des mesures en place jusqu'à la fin de l'année prochaine.

Contrairement à ce que font les pays occidentaux dans leurs plans de sauvetage, Pékin autorise généralement des acteurs

publics, notamment des banques, à absorber les sociétés en difficulté. Dans le cas d'Evergrande, les autorités ont envoyé des équipes ad hoc dans l'entreprise pour veiller à la livraison des logements et au remboursement de la dette, et garantir la stabilité sociale.

Le vendredi 17 août, lors d'une conférence de presse qui se voulait rassurante, la banque centrale et les gendarmes de ses secteurs bancaire et financier se sont engagés à optimiser les politiques de crédit et à enrichir leur arsenal pour désamorcer le risque lié à l'endettement local. “Nous devons agir fermement contre le risque systémique”, ont-ils déclaré.

Pour Ray Dalio, qui a fondé le fonds spéculatif Bridgewater, la Chine est en meilleure posture que bien d'autres pays, parce que la dette est majoritairement libellée en yuans et que les créanciers sont pour l'essentiel des institutions ou des citoyens chinois.

“Certes, une vaste restructuration de la dette est nécessaire, sur le modèle de celle mise en œuvre par Zhu Rongji à la fin des années 1990, mais de plus grande ampleur”, estimait-il à la mi-août, en référence à la création à cette époque de quatre sociétés publiques de gestion d'actifs destinées à reprendre les prêts toxiques aux banques publiques.

“Le meilleur scénario tiendrait du bricolage, avance Fraser Howie. Le gouvernement gère toute une série de problèmes économiques chroniques et croise les doigts pour qu'ils ne deviennent pas des problèmes aigus, susceptibles de créer des chocs ou des accès de panique. Autrement dit, il laisse quelques banques faire faillite ici et là, tout en veillant à ce que les banques d'État, dans les grandes villes, ne subissent pas de retraits massifs.”

Les remous dans l'immobilier sont partis pour durer, prédit pour sa part George Magnus. Selon lui, la seule solution viable serait de désigner quelqu'un pour assumer les coûts de la crise – l'État, les banques ou les acheteurs. “Puisqu'il s'agit de la Chine, cela pourrait se traduire par la renationalisation d'une grande partie du secteur du logement, ajoute-t-il. Et il n'y a personne pour penser que ça ne se fera pas dans la douleur.”

— Frank Tang, publié le 23 août

Les maisons américaines rétrécissent

Logement. Pour beaucoup, accéder à la propriété n'est désormais possible qu'à condition de renoncer à une salle à manger, un salon ou une baignoire, pointe le Wall Street Journal.

A lors que les prix de l'immobilier atteignent des niveaux record aux États-Unis, des millions d'Américains sont contraints de renoncer à devenir propriétaires de leur logement. Quant à ceux qui peuvent encore se permettre d'acheter une maison neuve, ils doivent revoir à la baisse la surface habitable pour ne pas dépasser leur budget, explique le Wall Street Journal. “Adieu baignoire et salon : les maisons américaines rétrécissent”, titre le quotidien économique.

Depuis 2018, la taille des maisons individuelles mises en chantier a diminué en moyenne de 10 %. Dans les régions où le marché immobilier reste dynamique, le phénomène est encore plus accentué. À Seattle, la surface habitable s'est réduite de 18 %. À Charlotte, en Caroline du Nord (le plus important centre bancaire du pays après New York), comme à San Antonio, au Texas, une ville en plein boom économique, les maisons neuves ont rétréci de 14 %.

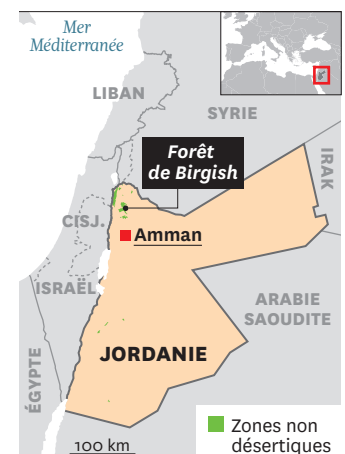
Architectes et promoteurs s'adaptent au marché, en concevant des espaces de vie plus réduits et plus polyvalents. “Les chambres avec lits superposés et les salles de bains partagées sont devenues plus fréquentes. La cuisine est parfois le seul espace repas de la maison.”

Autre solution proposée afin de réduire les coûts : des lotissements constitués de maisons mitoyennes. “À Lexington, en Caroline du Sud, les acheteurs sont prêts à partager un mur avec un voisin quand cela permet d'économiser plusieurs milliers de dollars.”—

ENVIRONNEMENT



↓ Dessin d'Irene Blasco, Espagne, pour Courrier international.



La femme qui rêvait de reverdir le désert

Depuis qu'elle a pris conscience que son travail d'architecte contribuait à la bétonnisation de la Jordanie, l'un des pays les plus arides du monde, Deema Assaf s'emploie à la végétaliser.

—The Guardian, Londres

Deema Assaf marche sur un sentier de la forêt de Birgish, l'un des rares espaces boisés de Jordanie, en faisant attention à ne pas écraser une orchidée sauvage.

La déforestation et la crise climatique n'ont laissé à ce pays, l'un des plus arides du monde, que 1 % de couverture arborée, mais Deema Assaf est convaincue de pouvoir le revégétaliser avec du temps, de la patience et de nouvelles techniques.

“Nous avions des forêts denses jadis, dit-elle. Il y avait des éléphants,

des rhinocéros et des lions asiatiques; ces animaux coexistaient avec les hommes. Quand j'ai appris ça, j'ai vu le paysage d'un point de vue différent”, dit-elle en contemplant un vieux chêne. Avant d'ajouter : “[L'écosystème] présente un potentiel fascinant – si l'intervention humaine ne l'affecte pas négativement.”

Réensauvagement. Aujourd'hui “forestière urbaine”, Deema Assaf collecte avidement des informations sur les plantes endogènes de Jordanie. Elle est également la fondatrice et directrice de Tayyun, une association établie à Amman

qui étudie le réensauvagement urbain et la régénérescence des écosystèmes des villes.

Alors que Deema Assaf travaillait depuis dix ans en tant qu'architecte, sa visite d'une réserve naturelle en 2017 – et le sentiment de culpabilité de contribuer à l'urbanisation croissante du paysage – l'a conduite à rechercher une activité ayant plus de sens. Elle s'est ainsi engagée dans la régénérescence du paysage et la recréation de forêts, après avoir vu une vidéo du consultant en permaculture Geoff Lawton dans une forêt marocaine vieille de deux mille ans.

Ses recherches l'ont conduite à la méthode japonaise Miyawaki, qui permet d'obtenir une forêt ultradense, à plusieurs couches, dix fois plus vite que si elle poussait naturellement. On commence par analyser et améliorer le sol, puis on plante quatre catégories de jeunes arbres endogènes : l'essence principale, la sous-essence,

les buissons et la végétation de couverture. La méthode [qui fonctionne particulièrement bien sous des climats tropicaux, chauds et humides] a été adaptée dans plusieurs pays et présente la capacité de restaurer les forêts disparues, un processus qui prendrait normalement des centaines d'années.

“Passer de l'architecture au réensauvagement urbain et à la recréation de forêt m'a tout simplement semblé la chose à faire”, confie Deema Assaf. Cette méthode va au-delà de la plantation d'arbres. Il s'agit d'établir une “communauté” de végétaux sur un sol vivant, de reconnecter des espèces qui ont évolué ensemble pendant des milliers d'années, explique-t-elle.

La Jordanie est un pays en majeure partie aride, constitué à 75 % de désert et où les précipitations sont rares. D'après l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO), les forêts ne représentent que 975 km² des 89 000 km² du

territoire, soit à peine 1 %. Deema Assaf l'assure : “Ce n'est pas la sécheresse qui dénude le sol, c'est le sol nu qui provoque la sécheresse.”

Plus on travaille à la végétaliser, plus on donne à la nature la capacité de se restaurer, même dans les lieux les plus secs, insiste-t-elle. “Quand on travaille avec la nature, on doit faire preuve de patience, de détermination et de confiance dans le processus.”

Espèces menacées. Deema Assaf a commencé en 2018 sur un terrain de 107 m² qu'on lui a prêté. Elle a progressivement constitué une base de données de plantes et d'arbres propices à la recréation d'une forêt. Aujourd'hui, elle organise des ateliers et propose à des bénévoles de tous les horizons de participer à la plantation d'arbres et à la récolte de graines.

“On teste des techniques en permanence, on est tout le temps en train d'apprendre, d'affiner, de peaufiner”, raconte-t-elle. Tayyun a jusqu'à présent planté plus de 2 700 plants et créé quatre forêts. L'organisation collecte en outre des graines pour les autres, des graines d'espèces menacées, par exemple.

Deema Assaf est en train de préparer sa cinquième forêt avec 1 100 jeunes plants. Comment choisit-elle un site ? “C'est très simple : s'il y avait une forêt avant, il pourrait y en avoir à nouveau une. C'est dans l'ADN de la terre.”

—Rawan Baybars
Publié le 9 mars

“Les obsessions”

Ceci est le dernier épisode de notre série d'été. Vous pouvez la retrouver en intégralité sur notre site Internet.

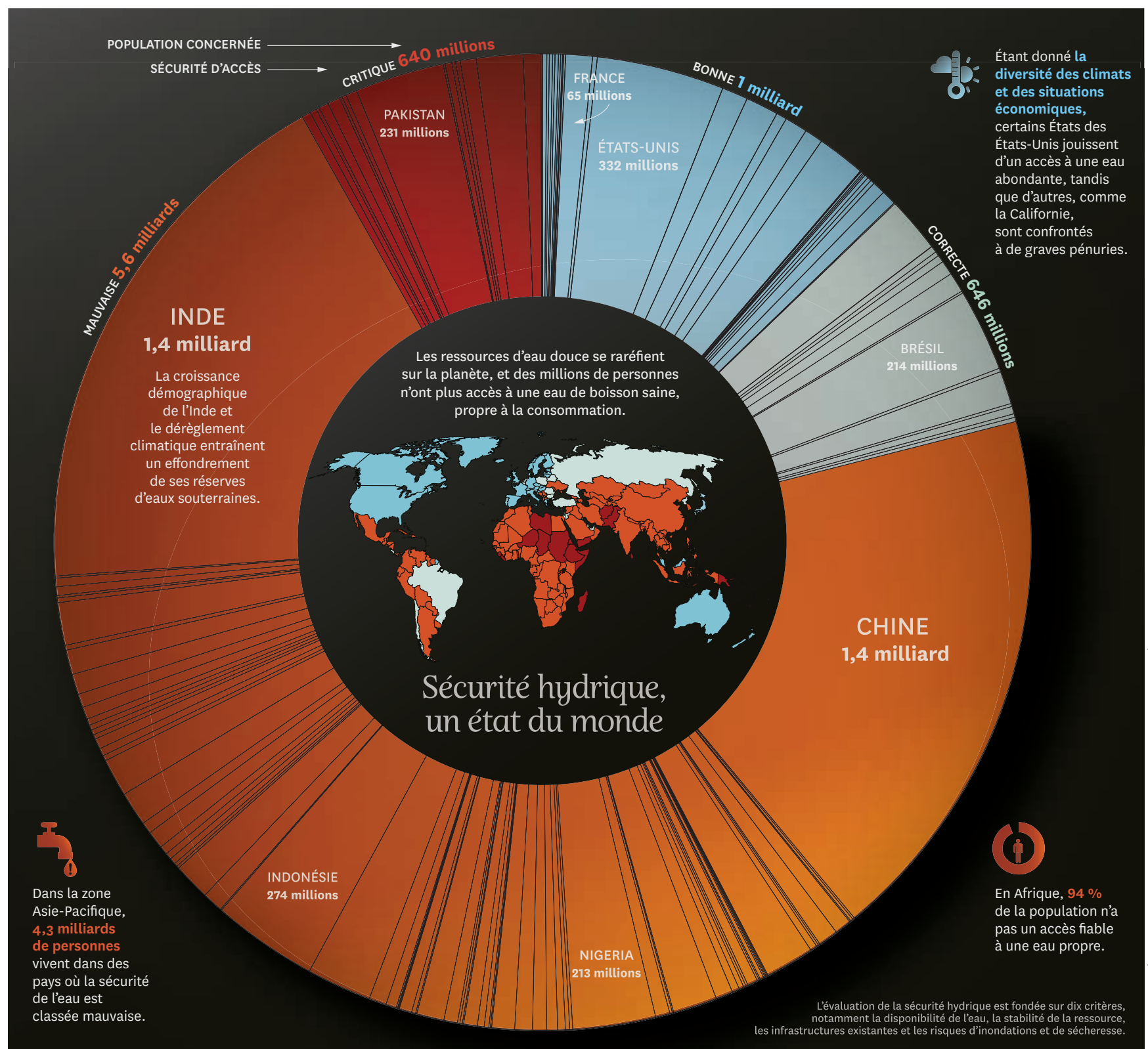




Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Un monde déshydraté

Épuisement des ressources en eau, infrastructures inadaptées... 80 % de la population mondiale vit en insécurité hydrique.



Source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets tels que la technologie, l'énergie, l'économie mondiale, etc. Celle-ci, parue le 11 août, s'appuie sur un rapport de 2023 de l'université des Nations unies visant à

quantifier les niveaux des principales composantes de la sécurité hydrique, par pays. Seulement 12 % de la population mondiale vit dans des zones où celle-ci est considérée comme bonne. Il s'agit essentiellement des pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

360



L'IA PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Les avancées de l'intelligence artificielle sont particulièrement visibles dans le monde de la musique. Entre ruée vers l'or et panique totale, le secteur est divisé face aux disruptions en cours. — Los Angeles Times, extraits [Los Angeles]



MAGAZINE

Felwine Sarr et la crise au Sénégal	• Idées	42
Les Argentins passent au poisson	• Gastronomie	44
La Reddition de Breda	• Histoire	46

Dessins de Joe Magee, Royaume-Uni
pour Courrier international.



Avec l'appli Mayk.it, la musique semble un jeu d'enfant. Cette start-up musicale, qui fait appel à l'intelligence artificielle (IA), a bénéficié d'une mise de fonds de départ de 4 millions de dollars [3,7 millions d'euros] de grands noms du capital-risque, de l'ex-directrice de Spotify Sophia Bendz ou encore de célébrités comme le youtubeur MrBeast et le rappeur amateur de bidouillages vocaux T-Pain. Installée à Santa Monica [en Californie], la société espère faire avec la prestation vocale et la production musicale ce qu'Instagram a réussi avec la photo, et TikTok avec le montage vidéo : vous permettre de vous exprimer comme un semi-pro en quelques clics sur les réseaux sociaux.

Sur le toit du siège, Stefán Heinrich Henriquez, le cofondateur de Mayk.it, nous fait voir une vidéo réalisée avec la prochaine version de son application, Covers.ai. On l'y voit interpréter une version convaincante de *Shake It Off* de Taylor Swift, sans qu'il ait eu à chanter la moindre note, ou à peine. Il a simplement modélisé sa voix grâce à l'IA, ce qui a permis à l'application de créer un clip de la chanson avec sa voix. Il aurait pu chanter n'importe quoi ou, en sélectionnant un des modèles vocaux intégrés dans l'appli, chanter avec la voix d'un autre.

"Quand j'étais chez TikTok, j'étais aux premières loges pour voir l'évolution du secteur de la musique", raconte Stefán. Akiva Bamberger, cofondatrice de la société, et lui-même, la trentaine tous les deux, sont passés par TikTok, YouTube et Snapchat. "Le sens musical compte moins. C'est plus une question de quantité que de qualité. Si vous donnez tout sur une seule chanson, vous avez moins de chance de vous faire repérer par un algorithme sur une de ces plateformes."

"C'est une nouvelle manière d'aborder la chose, poursuit-il. Je n'ai même plus à penser aux instruments. Est-ce que j'ai vraiment besoin d'associer un beat à une mélodie, à un texte et à une vraie voix? Peut-être que non. Il faut qu'on aille plus loin dans la simplification et qu'on décide davantage à la place du débutant, de sorte qu'il ne soit pas paralysé par la prise de décisions. C'est là que l'IA entre en scène."

Quelques jours plus tard, je décide de tester Mayk.it. Depuis sa création, ses utilisateurs ont créé des millions de morceaux, selon les cofondateurs de l'entreprise. L'application propose un large éventail de beats, de l'afropop à la country en passant par la musique d'ambiance,

tous composés par des humains. J'opte pour *Seductive Nights*, un loop R'n'B, et j'ouvre le générateur de paroles de Mayk.it, qui fait appel à ChatGPT, pour y trouver l'inspiration.

Vous redoutez que l'IA ne vous ôte le pain de la bouche? Mayk.it peut en faire une chanson. "Will I ever find my way?" ["Trouverai-je un jour ma voie?"] me suggère l'appli dans un texte de mauvais augure, après que je lui ai confié mes inquiétudes liées à la montée en puissance de l'IA.

J'appuie sur "Enregistrer" et fredonne une mélodie, même si je n'en ai pas vraiment besoin. Mayk.it peut corriger la hauteur de la note, ajouter des effets, éditer la piste audio et la mixer pour pondre une maquette en quelques clics. Mayk.it peut ensuite poster le morceau terminé sur son propre réseau social, sur TikTok ou sur Spotify. "On peut faire venir les gens à la musique, se félicite Akiva Bamberger. On fait le boulot du studio à votre place."

Mayk.it n'est qu'un exemple de la manière dont on peut utiliser le potentiel de l'IA dans le domaine de la musique. Mais il montre qu'une technologie qui passait jusque-là pour de la science-fiction est aujourd'hui capable de faire aisément le travail d'un chanteur, d'un producteur, d'un ingé son et d'un patron de label, le tout depuis un téléphone.

Mais si la technologie stupéfie, son utilisation pratique et les menaces qu'elle représente sont peu claires. Les considérations éthiques et les applications concrètes de cette technologie qui progresse à pas de géant restent à établir. L'IA sonnera-t-elle le glas de l'industrie musicale ou ne sera-t-elle qu'un outil, au même titre que le sampling ou les boîtes à rythmes, qui n'ont pas – nonobstant les craintes initiales – remplacé les musiciens?

"On peut faire venir les gens à la musique. On fait le boulot du studio à leur place."

Akiva Bamberger,
COFONDATRICE DE MAYK.IT

L'IA inspire parfois des discours apocalyptiques. "L'atténuation du risque d'une extinction [de l'espèce] provoquée par l'IA doit être une priorité mondiale, au même titre que d'autres risques sociétaux, tels que les pandémies et les conflits nucléaires", lit-on dans une lettre ouverte du Center for AI Safety ["Centre pour la sûreté de l'IA"], signée [le 30 mai] par des dizaines de figures de la tech, dont Sam Altman et Bill Gates, ou encore le député démocrate Ted Lieu.

Après le lancement, en 2022, de services comme ChatGPT et Stable Diffusion, capables de générer des conversations textuelles et des images convaincantes sur demande, on peut légitimement s'attendre à voir des répercussions considérables sur divers secteurs. Dans son projet de déclaration de droits sur l'IA, le gouvernement

de Joe Biden observe que "parmi les grands défis auxquels est aujourd'hui confrontée la démocratie figure l'utilisation des technologies, des données et des systèmes automatisés d'une manière qui menace les droits des Américains".

La façon dont les entreprises de la tech sont montées en puissance il y a vingt ans doit nous inciter à réfléchir au développement de l'IA générative, prévient Lina Khan, directrice de la Federal Trade Commission [ou FTC, la principale agence d'application des lois antitrusts aux États-Unis], dans une tribune publiée en mai. Nous nous trouvons une fois de plus à la croisée des chemins, et nous avons à faire des choix importants."

La musique peut sembler un secteur marginal comparé à d'autres, comme les biotechnologies ou la défense, où l'IA est en plein boom. Mais les services de partage de fichiers comme Napster [qui ont profité au début des années 2000 de la démocratisation du haut débit] ont siphonné des dizaines de milliards de dollars à l'industrie du divertissement, et Spotify a convaincu le consommateur que les médias devaient exister dans un cloud éphémère plutôt que dans des objets matériels. Et les répercussions s'en sont fait sentir bien au-delà des hit-parades.

De l'avènement du vinyle aux sampleurs et aux boîtes à rythmes 808, en passant par les logiciels comme ProTools et les plateformes comme iTunes et Spotify, la technologie a sans cesse modifié notre manière de créer et de consommer de la musique. L'IA est d'ores et déjà présente dans les différents rapports que nous entretenons à la musique, avec les algorithmes de recommandation ou les outils de production comme les modulateurs de voix.

Chercheur au Centre des humanités numériques de Trinity College, à Dublin, Martin Clancy estime que la grande différence entre la montée en puissance de l'IA et les innovations technologiques qui l'ont précédée réside dans la vitesse d'adoption de celle-ci. "Jusque-là, on constatait toujours un décalage entre l'invention et l'adoption sociale des technologies. Combien de temps est-ce que ça a pris entre l'invention de la platine et l'apparition de DJ Kool Herc [pionnier américain du hip-hop]? Une centaine d'années, rappelle-t-il. Il a fallu trente ans pour que les sampleurs deviennent accessibles au plus grand nombre. Avec l'IA, c'est différent, pour une raison d'échelle. Comme son coût est modique, on y met beaucoup d'argent, et la technologie s'auto-alimente. Ce qui produit des effets pervers, mais induit également une conception perverse."

Les labels se ruent sur ces avancées technologiques, comme le nouveau générateur de Meta, qui permet de créer de la musique à partir d'un texte en puisant dans vingt mille heures de musique sous licence. En juin, Sony



Music a créé un poste de vice-président exécutif de l'IA. Michael Nash, vice-président exécutif et responsable numérique d'Universal Music Group, confirme que l'IA était sur toutes les lèvres lors d'une retraite réservée aux dirigeants du groupe : *"Tous les patrons de label, sans exception, ont dit : 'Il faut que je parle de l'IA à mon équipe'."*

Beaucoup ont ouvert les yeux sur le potentiel révolutionnaire de cette technologie en écoutant *Heart on My Sleeve*, une imitation convaincante de Drake et The Weeknd produite par un tiktokeur, Ghostwriter977, à l'aide de l'IA. Le cours d'Universal [avec qui les deux artistes concernés sont sous contrat] a perdu près d'un cinquième de sa valeur dans les semaines qui ont suivi la diffusion du morceau sur les réseaux sociaux [en avril] ; à la demande du groupe, le morceau a fini par être retiré des plateformes de streaming.

Une version d'un grand classique grunge, *Celebrity Skin*, du groupe Hole, permutant les voix de Courtney Love et de son défunt mari, Kurt Cobain, a quant à lui médusé la génération X. Et un groupe indé britannique, Breezer, a mis son chanteur en sourdine : il a remplacé la voix de celui-ci par celle, modélisée, de Liam Gallagher. Le chanteur d'Oasis avait donné son feu vert à cet artifice. Tweet de l'intéressé : *"J'ai écouté un morceau, c'est mieux que la soupe qu'on entend d'habitude. C'est complètement dingue – je rends super bien."*

Si la crainte que les artistes ne soient remplacés par leurs avatars numériques ou que les labels ne créent de la musique à l'infini grâce à la modélisation numérique est devenue un sujet brûlant, plusieurs dirigeants du secteur jugent que ce genre de violations manifestes du droit d'auteur tiennent surtout du coup de pub et ne représentent pas de menace sérieuse.

"C'est dommage qu'on se soit focalisé au départ sur la voix et les imitations, observe Mike Caren, fondateur d'APG, label et éditeur indépendant qui a été le premier à signer YoungBoy Never Broke Again, Don Toliver et Charlie Puth. Il n'y a aucune raison de laisser l'IA puiser librement dans tout ce qui peut exister comme enregistrements, ce serait dangereux. Mais, dans le cas [du faux morceau de Drake et The Weeknd], ce sont des humains qui ont écrit les paroles et qui ont mis un 'filtre voix' par-dessus, rien de nouveau sous le soleil. J'espère que ça ne va pas refroidir les gens ou leur donner une image réductrice de l'IA."

"La technologie est au service de l'artiste et de ses intentions, on ne remplace pas l'artiste au service de la tech, assure Michael Nash. On s'est positionné très clairement sur la protection des droits."

Même des militants plus radicaux qui défendent les droits des artistes, comme Kevin Erickson, directeur de l'association Future of Music Coalition, doutent que l'IA puisse remplacer les artistes. *"Je ne suis pas sûr que le public aura éternellement envie d'écouter la version numérique d'un chanteur qui ne s'est jamais produit"*, estime-t-il.

Faisant référence à une récente décision de la Cour suprême américaine sur la définition du *fair use* ["l'usage raisonnable", qui autorise un artiste à travailler à partir

"Le travail créatif sera-t-il valorisé dans un secteur aux mains de gens de la finance et de la tech?"

Shruti Kumar,
COMPOSITRICE ET PRODUCTRICE
DE MUSIQUES DE FILMS



JOE MAGEE/ROYALTY-UNI

"Ça fait un peu peur, mais c'est grisant, parce que c'est l'avenir. On verra bien où ça nous mène."

Paul McCartney,
AUTEUR- COMPOSITEUR-INTERPRÈTE

d'une œuvre existante], il ajoute que *"la loi n'est pas favorable à l'ingestion sans permission de pans entiers de la musique enregistrée à des fins de formation [des intelligences artificielles]. Nous avons déjà des outils réglementaires à notre disposition qui nous permettent d'intervenir."*

Les préoccupations les plus graves portent sur l'évolution subtile des rapports de force et du modèle incitatif. L'industrie musicale a été secouée par tant de mouvements telluriques – le streaming qui a remplacé le téléchargement, le Covid-19 qui a torpillé le tourisme, l'inflation qui a fait flamber les coûts – que beaucoup d'artistes et de compositeurs redoutent que l'IA ne mette fin à leur carrière.

Compositrice et productrice de musique de film, Shruti Kumar, 35 ans, a collaboré avec Hans Zimmer, Henry Jackman, Alicia Keys, Nas et Fiona Apple, et a été chef d'orchestre au Walt Disney Concert Hall. Son père travaillait dans la division de l'armée américaine spécialisée dans la recherche technologique et sa mère était économiste ; la jeune femme est parfaitement consciente du potentiel de cette technologie. Quand elle parle à ses collègues de l'IA, *"les mines se renfrognent, mais c'est parce que nous vivons déjà dans la crainte, justifie-t-elle. Nous n'avons pas de syndicat et nous bataillons déjà avec les plateformes de streaming. Le modèle économique n'est pas durable à la base."*

Elle redoute que les patrons qui fixeront le cadre d'utilisation de l'IA ne soient animés de motivations fondamentalement différentes de celles des artistes. *"Le travail créatif sera-t-il valorisé dans un secteur aux mains de gens de la finance et de la tech ? s'interroge Shruti. Si les scénaristes sont en grève à l'heure où l'on parle, c'est précisément pour éviter [le traitement] réservé aux musiciens."*

Kevin Erickson explique que la progression de l'IA se ressent déjà dans des domaines plus secondaires, comme la musique d'illustration utilisée dans les émissions

de télévision, la musique de fond des podcasts ou des publicités. Ces pans ingrats de l'industrie musicale font vivre beaucoup d'artistes et de compositeurs, et il craint une dévalorisation générale de ce travail si l'IA s'avère capable de le faire pour rien ou presque.

"Des services de premier plan comme Spotify se battent pour faire baisser les droits d'auteur. Aujourd'hui, ils ont la possibilité de troquer une partie de leur catalogue contre des morceaux générés par IA, par exemple des playlists pour travailler ou pour s'endormir, ou de la musique générique pour le sport, souligne-t-il. Le mode 'découverte' de Spotify tire profit de la puissance de sa plateforme pour aiguiller les auditeurs vers des musiques qui lui coûtent moins cher. Le monde de la musique sous licence en souffre, même si la musique générée par l'IA ne donne pas le même résultat."

S'il y a peu de chances que le faux Drake mette le vrai sur la paille, certains services faisant appel à l'IA, comme le partenariat d'Universal avec Endel, une *"société de bien-être sonore fondée sur l'IA"*, ont de quoi inquiéter les musiciens. Si la musique d'ambiance des playlists proposées par les plateformes fait peu parler d'elle, ce n'en est pas moins une branche très vaste et lucrative de Spotify et d'autres plateformes.

Des services comme Boomy, une société de San Francisco, inondent déjà Spotify de morceaux générés par l'IA, ce qui peut poser divers problèmes juridiques et contractuels. Si l'IA ne remplace pas les artistes à proprement parler, elle n'en incite pas moins à se détourner des vrais musiciens, qu'il faut payer. *"Même avant l'apparition de l'IA, le modèle économique de l'industrie musicale ne fonctionnait pas pour la grande majorité des artistes"*, rappelle Gavin Mueller, responsable d'un cours sur les nouveaux médias à l'université d'Amsterdam.

Parallèlement à ces craintes, certains artistes et dirigeants de labels cherchent à utiliser l'IA à leur profit, au moins pour se soulager des besognes les plus ingrates de la création musicale.

Productrice de musique électronique installée à Los Angeles, Maaiko Kito Lebbing, alias Kito, explique que l'IA a changé sa carrière. En bien. Quand Grimes, l'artiste avant-pop, a sorti *Elf Tech* – un modulateur vocal faisant appel à l'IA qui permet de reproduire sa voix si caractéristique sur n'importe quel morceau –, Kito

Dernières infos

Les majors du disque sur la piste d'un accord

Numéro un mondial de l'industrie musicale, Universal Music a entamé des négociations avec Google pour "accorder des licences d'utilisation de mélodies et de voix d'artistes dans des chansons qui seraient générées par une intelligence artificielle (IA)", a révélé le **Financial Times**, au début d'août. Le but est de développer un outil qui permette aux fans de créer des chansons légalement, mais aussi aux artistes ou à leurs ayants droit de donner leur consentement et d'être rémunérés. Warner Music, numéro 3 du secteur, cherche également un terrain d'entente avec Google, qui intègre de plus en plus d'IA à ses produits. Robert Kyncl, PDG de Warner Music, a affirmé aux investisseurs qu'avec "un bon encadrement" l'IA pourrait "permettre aux fans de montrer leur admiration à leurs stars préférées grâce à un nouveau niveau de contenus participatifs, par exemple des nouvelles reprises et des mash-up", relate le quotidien britannique.

YouTube esquisse sa stratégie

D'après le **Financial Times**, Lyor Cohen, le responsable de la division Musique de YouTube, participerait aux discussions avec Universal Music. Les pratiques de la plateforme, propriété de Google, sont surveillées de près par les majors. Dans un communiqué de presse publié le 21 août, YouTube a annoncé qu'il comptait, en collaboration avec ces dernières, "établir des règles d'utilisation de la musique générée par une IA", rapporte le site américain **The Verge**. Un partenariat aurait déjà été signé avec Universal Music pour créer "un incubateur", soit un groupe de réflexion réunissant des artistes de la major.

s'en est aussitôt emparée pour écrire et produire *Cold Touch*, un single sous licence complète utilisant la voix de Grimes.

Le titre témoignait des talents de productrice et de mélodiste de Kito (elle est l'autrice d'un remix officiel de Beyoncé) et, grâce à la voix déjà martienne de Grimes, ce morceau éthéré parlant d'un amour à sens unique tient parfaitement la route. Il a fait le tour du monde et braqué les projecteurs sur Grimes, qui a parlé de collaboration officielle et vanté la qualité du single. Les recettes, quant à elles, ont été partagées en deux.

"J'ai collaboré en direct avec une artiste que j'aime, c'était une expérience libératrice, confie Kito. L'IA n'est pas différente de toutes ces innovations technologiques – Midi et les fausses cordes, l'autotune, les logiciels de correction du pitch [hauteur de note] – dont tout le monde se sert aujourd'hui."

Pour Mike Caren, la qualité de ces premières créations est de bon augure pour l'avenir de cette technologie. "Les auteurs doivent adopter cette technologie et veiller à ce qu'elle respecte le droit et la déontologie afin d'empêcher des individus peu scrupuleux de prendre le dessus, précise-t-il. Celles et ceux qui n'ont pas peur de prendre des risques et de travailler dur verront leurs efforts récompensés."

La magie de l'IA saute aux yeux. Après avoir vu le réalisateur Peter Jackson et le dialoguiste Emile de la Rey s'en servir pour clarifier les dialogues de *Get Back*, la série documentaire de [Disney+] sur les Beatles, et le producteur Giles Martin pour séparer les pistes sur une réédition de *Revolver*, Paul McCartney a exhumé une maquette de John Lennon chantant au piano. La composition originale de 1978 avait été enregistrée peu avant la mort de Lennon sur une cassette crasseuse portant l'étiquette "Pour Paul" et contenant plusieurs autres maquettes qui allaient sortir plus tard.

Jusqu'à récemment, le morceau était en trop mauvais état pour envisager une sortie commerciale. Mais, grâce à l'IA, le monde aura bientôt une "ultime" chanson des Beatles. "On avait la voix de John et un piano, et [Peter Jackson] a pu les séparer grâce à l'IA. On dit à la machine : 'Voilà la voix. Voilà la guitare. Supprime la guitare', a expliqué [en juin] McCartney à la BBC. Ça fait un peu peur, mais c'est grisant, parce que c'est l'avenir. On verra bien où ça nous mène."

McCartney a fait savoir plus tard que le morceau n'allait pas jusqu'à utiliser une voix de Lennon générée par IA. "On a nettoyé quelques enregistrements existants – un travail qui avait commencé il y a des années, révèle McCartney sur Instagram. J'insiste sur le fait que rien n'est artificiel ou de synthèse. Tout est réel, et on joue tous dessus."

Le batteur des Beatles, Ringo Starr, a confié à *Rolling Stone* que George Harrison avait également enregistré ses parties de la chanson avant sa mort, en 2001. "C'est le dernier morceau que vous entendrez jamais de nous quatre", assure-t-il. Le morceau sortira chez Capitol Records, propriété d'Universal, et serait intitulé *Now and Then*, selon la rumeur. Si un morceau sans doute ultime des Beatles "ne vous donne pas la chair de poule", commente Michael Nash, "on ne peut rien pour vous".

Les morceaux diffusés sur les plateformes comme Mayk.it ne procureront sans doute pas le même frisson. Et c'est normal, assure Stéfán Henriquez. "À quoi sert une chanson? À figurer dans le hit-parade? Est-ce qu'elle ne peut pas simplement être faite pour les réseaux sociaux ou pour les jeux vidéo? demande-t-il. Je pense que l'IA va donner un médium supplémentaire à la musique. Comme une nouvelle raison d'être."

—August Brown, publié le 6 juillet

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis
Quotidien, 142 380 ex. papier
en semaine; 150 000 abonnés
numériques
latimes.com

Le géant de la côte ouest. Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays, et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. Depuis 2018, il appartient à un milliardaire des biotechnologies, Patrick Soon-Shiong.



“Les Sénégalais doivent refuser de consentir à la nuit”

L'intellectuel sénégalais **Felwine Sarr** revient sur le vent mauvais qui souffle sur son pays à l'approche de la présidentielle de 2024. Dans une tribune parue sous le titre *Nous tenir éveillés*, il appelle ses concitoyens au sursaut : la démocratie sénégalaise est en danger.

—**Senepplus**, extraits (Dakar)

Le président de la République du Sénégal [Macky Sall] avait promis de réduire son opposition politique à sa plus simple expression. Le ministre de l'Intérieur [Antoine Félix Diome], en publiant le 31 juillet 2023 un décret signé par sa main et dissolvant le Pastef [le principal parti d'opposition, voir encadré “contexte”], et le doyen des juges, en mettant le leader de cette formation politique en prison, viennent au nom de la République d'accomplir formellement ce dessein.

En agissant ainsi, le gouvernement du Sénégal a porté un grand coup à la démocratie sénégalaise.

Fille d'une longue et lente construction faite de soubresauts, d'épreuves et de luttes, les beaux jours de la démocratie sénégalaise, dans sa réalité substantielle, auront vécu. Pas qu'elle fut sans défaut ; elle avait ses limites et ses dimensions à parfaire, mais l'essentiel était préservé, c'est-à-dire le refus de l'arbitraire le plus absolu et la possibilité pour les citoyennes et citoyens de coconstruire le destin collectif de la nation. L'horizon demeurerait ouvert avec ses chantiers en perspective. Nous allions aux urnes, votions en paix et choissions nos représentants. Les dernières interdictions de partis politiques dans notre histoire politique datent des années 1960 ; celle du

Parti africain de l'indépendance en 1960 sous le régime Senghor [Léopold Sédar Senghor, président de 1960 à 1980] ; celles du Bloc des masses sénégalaises, en 1963, et du Front national sénégalais, de Cheikh Anta Diop [historien et homme politique], en 1964, dans une époque et un contexte politique différents.

Depuis, nous avons fait du chemin pensions-nous ; multipartisme limité à trois courants en 1976 [après une courte expérience du régime à parti unique de 1966 à 1974, le Sénégal renoue alors avec le pluralisme politique mais limité à trois partis représentant trois courants politiques], à quatre en 1978, intégral sous l'ère d'Abdou Diouf ; environ 339 partis politiques enregistrés au total dont 151 durant cette dernière décennie ; une vie syndicale et associative, une liberté d'expression que l'on nous envoyait dans la sous-région.

Le Sénégal a connu sous Senghor [1960-1980], Diouf [1981-2000] et Wade [2000-2012] des joutes politiques dures. Celles-ci furent verbales et parfois émaillées de violences. Wade fut même accusé du meurtre d'un juge, président du Conseil constitutionnel, Babacar Seye [assassiné en 1993 ; les meurtriers furent condamnés, puis graciés par Wade]. Son parti ne fut pas pour autant dissous et interdit.

Depuis l'ère senghorienne, nous ne connaissons plus cette forme de déni

← Le 2 juin, à Dakar. La police vient de tirer des gaz lacrymogènes sur des manifestants. Ils dénonçaient la condamnation d'Ousmane Sonko, le principal opposant sénégalais, à deux ans de prison. Photo Leo Correa/AP/SIPA

démocratique. Le sentiment qui nous habite est celui d'un retour à contretemps d'une histoire passée et d'une véritable régression démocratique.

Le parti qui vient d'être interdit est celui dont le message recueille l'adhésion de la majorité de la jeunesse sénégalaise (70 % de la population), des classes laborieuses et d'une masse silencieuse qui aspire à un profond changement de mode de gouvernance. C'est un fait simple, visible, indubitable; une évidence que la bonne foi ne peut nier, que l'on adhère ou pas à la vision politique du Pastef, il suffit d'ouvrir les yeux.

Vide de sens. Dans quelle démocratie élimine-t-on formellement du jeu le parti le plus représentatif du moment? Que fait-on de l'aspiration de centaines de milliers de personnes à une expression politique républicaine et à la participation aux décisions qui configurent leur destin? Lui intime-t-on l'ordre de rentrer chez elle sagement, à cette aspiration? Si elle ne peut s'exprimer démocratiquement, comment s'exprimera-t-elle?

Depuis quelque temps, il ne reste de notre démocratie que l'élégance du terme et ses reflets de naguère. Elle est devenue une catégorie que l'on a inexorablement vidée de son sens véritable. La démocratie, plus qu'un régime politique, est un état de la communauté politique.

Est démocratique une société fondée sur la justice. Celle-ci est devenue sous nos cieux l'instrument d'une répression politique dirigée contre les opposants ou tout simplement contre ceux qui ont une position critique. L'appareil judiciaire a ces derniers temps abusé d'une rhétorique autour de la sûreté de l'État, du respect des institutions, du maintien de l'ordre public, pour organiser la répression systématique des opposants, leur intimidation et leur emprisonnement; ainsi que la mise sous silence des voix dissidentes et des esprits épris de justice.

Il n'est nullement besoin de revenir sur les arguments kafkaïens parfois convoqués pour arriver à cette fin. Dans ce pays, un opposant [Ousmane Sonko] a été séquestré et son quartier barricadé par les forces de police pendant cinquante-cinq jours sans aucune base légale; ses partisans traqués, pourchassés et arrêtés. C'est sous ce ciel que nous nous agitions.

Les derniers événements que nous avons vécus nous ont appris que la vérité des faits et leur massivité ne suffisaient hélas pas à tous nous édifier sur la texture de notre nouvelle réalité. Encore faut-il vouloir (pouvoir) les regarder en face, ces faits; avoir le courage de les admettre, être en mesure de dépasser ses propres biais et ses aveuglements; entendre ce qu'ils nous disent, et pas seulement à l'oreille, mais à nos corps et à nos tripes, lorsqu'ils nous réveillent au milieu de la nuit.

L'auteur

FELWINE SARR

Né en 1972 sur l'île sénégalaise de Niodor, au sud de Dakar, Felwine Sarr est économiste, philosophe, musicien et éditeur. Il est l'un des intellectuels africains les plus actifs, et ses œuvres sont parmi les plus débattues sur la scène francophone et au-delà. Après avoir enseigné l'économie à l'université Gaston-Berger de Saint-Louis-du-Sénégal, il est depuis 2020 professeur de philosophie africaine contemporaine à l'université Duke, en Caroline du Nord (États-Unis). Nommé expert sur l'épineux dossier de la restitution des œuvres d'art aux pays africains par Emmanuel Macron, il a cosigné avec Bénédicte Savoy le rapport *Restituer le patrimoine africain* (éd. Philippe Rey/Seuil), remis en 2018 au président français. Son roman *Les lieux qu'habitent mes rêves* est paru chez Gallimard en 2022.

La réalité nue est que nous vivons sous un régime qui piétine allègrement le droit auquel il est censé être soumis; un régime qui ne respecte pas ceux des citoyens qui s'opposent à lui. Un État qui se dresse contre sa société, la violente et utilise la puissance publique pour préserver les intérêts d'une classe et ceux de ses propres clientèles. Sa justice politique s'est octroyé un monopole de la qualification des faits, hors de tout contrôle du sens et de leur véracité.

Elle peut décider sans avoir à s'en expliquer qu'un émoji, un article d'opinion ou une phrase sortie de son contexte de performativité est une menace à la sûreté de l'État et déclencher ainsi l'appareil répressif et coercitif.

L'État a ainsi créé des citoyens de différentes catégories. Ceux qui peuvent ouvertement et impunément appeler au meurtre sur les plateaux de télé et ceux qui, pour une émoticône, un mot de travers, un post Facebook, une opinion critique, se retrouvent en prison ou en exil. Il suffit d'appartenir ou de se faire identifier comme appartenant au bon ou au mauvais camp pour que les jugements de cour vous fassent ange ou démon.

“Nous devons comprendre ce qui nous arrive. Un monde même affreux, lorsqu'on l'éclaire, on le domine.”

Contexte

UNE OPPOSITION MUSELÉE

Le Pastef, le principal parti d'opposition sénégalais, a été dissous le 31 juillet. Trois jours plus tôt, son chef, Ousmane Sonko, candidat à la présidentielle de 2024, a été arrêté et inculpé pour appel à l'insurrection. Il a entamé une grève de la faim qui l'a conduit le 6 août à l'hôpital et à la mi-août en réanimation. C'est une lente descente aux enfers judiciaires pour l'opposant, engagé depuis 2021 dans un bras de fer avec le président Macky Sall. Le 8 mai, il avait déjà été condamné à six mois de prison avec sursis à l'issue d'un procès en appel pour diffamation, puis le 1^{er} juin à deux ans de prison ferme dans une affaire de mœurs. Après cette condamnation, de violentes manifestations ont éclaté, notamment à Dakar et à Ziguinchor, ville de Casamance dont Ousmane Sonko est le maire. Seize personnes ont été tuées et près de 500 arrêtées.

La question de fond qui se pose pour nos sociétés est celle d'un désir profond de justice sociale, d'équité, de rupture avec un pacte issu du temps colonial et ratifié par l'État postcolonial africain, qui consiste en une iniquité structurelle dans le partage du bien-être et des possibilités d'une vie décente. Pour cela, une gouvernance véritablement démocratique est le prérequis.

Désir de révolution. Ce n'est pas seulement un désir de changement qui souffle au Sénégal et en Afrique de l'Ouest en général [où le Niger vient d'être le théâtre d'un coup d'État militaire, comme avant lui le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Tchad], mais un désir de révolution politique, sociale et économique; c'est-à-dire de changement radical de paradigme du vivre-ensemble, des termes du contrat social, des conditions du partage de la prospérité et des fondements de notre communauté politique.

C'est cette aspiration que l'État néopatrimonial et ses clientèles souhaitent briser parce que remettant en cause les privilèges de leur rente de situation. Le postulat d'un État tourné vers le bien-être du plus grand nombre échoue sous nos cieux sur la banquise de ses pratiques. L'État postcolonial est un appareil de commande et de contrôle qui prélève les ressources communes de la nation, les redistribue à ses clientèles et laisse des miettes aux citoyens.

Pour se préserver, il utilise la puissance publique et les institutions censées garantir

la paix et l'équilibre contre les individus et concourt ainsi à produire de l'a-citoyenneté. Sa démarche consiste, durant ces jours pluvieux que nous vivons, à nous habituer à la petite oppression quotidienne, qui petit à petit enfle et devient grande. Des arrestations de militants, de journalistes, de voix critiques et leur emprisonnement. Un processus vertigineux de normalisation d'un État de non-droit et d'iniquité, dont le corollaire est l'accroissement de notre tolérance à l'arbitraire. Une fabrique progressive du consentement à l'oppression en repoussant chaque jour les limites de l'acceptable et en élimant notre capacité d'indignation.

Nommer les choses. Pour cela, il s'agit de miser sur la capacité d'accommodement naturelle des individus à toute situation, qui est un réflexe de survie; mais aussi sur la peur, parfois la lâcheté, et surtout, chez ceux qui n'adhèrent pas à un tel état de fait, sur un sentiment d'impuissance devant les événements. Tout ceci nous obligeant à consentir et à nous associer à la ruine morale en cours, en faisant de nous les spectateurs passifs de l'injustice.

Silence, on réprime, on emprisonne, on force à l'exil! Surtout ne dites rien et détournez le regard. Les civilisations pourrissent par le cœur. Aucun combat pour le futur ne saurait faire l'impasse sur l'oppression présente.

C'est à cette nuit qu'il nous faut refuser de consentir. D'abord comprendre ce qui nous arrive. Un monde même affreux, lorsqu'on l'éclaire, on le domine. Mener inlassablement la bataille du sens. Refuser les opérations de brouillage de celui-ci. La ruse de l'oppression est de nous amener au déni de sa réalité; car il ne faut pas s'y méprendre, ce n'est pas seulement une formation politique et ses membres qui sont visés, mais l'idée que nous nous faisons de la liberté, de la dignité et de la justice, ainsi que de notre idéal d'une communauté juste, qui sont sous assaut. Au préalable, nos corps furent vulnérabilisés afin de les rendre plus facilement capturables pour tenter d'y éteindre la flamme de l'esprit et la conscience de notre inaliénable dignité.

Il nous faut continuer à nommer les choses, leur abjection, et nous dresser lorsque apparaît leur visage inacceptable. En attendant, garder l'espoir en lieu sûr et raviver la lumière qui nous anime. Cette saison que nous traversons prendra fin. Maintenir allumé le point d'or de notre courage et de notre refus de la nuit.

La bataille qu'il faudra mener quand cette saison sèche de la démocratie sera passée est celle de la refondation de nos institutions. Elle est impérieuse. Repérer ce qui les a rendus corruptibles et y remédier radicalement.

— Felwine Sarr, publié le 20 août

gastronomie. ✎ Dessin d'Ale + Ale,
Italie.

En Argentine, le poisson fait un effet bœuf

Vice-champions du monde de la consommation de viande, les Argentins découvrent les produits de l'Atlantique. À Buenos Aires et à Mar del Plata, des chefs font tout pour titiller leurs papilles.

—El País América (Mexico)

L'Argentine est avec l'Uruguay le pays le plus carnivore du monde. Selon l'Institut argentin de la statistique (Indec), les Argentins ont consommé en 2022 47 kilos de viande bovine par personne en moyenne, presque dix fois plus que les Espagnols. Le pays a beau compter un littoral de plus de 16 000 kilomètres [en comptant l'Antarctique argentine et les îles], les habitants mangent très peu de poisson et de fruits de mer, dont l'offre est d'ailleurs rare sur la carte des restaurants.

Pourtant, la revalorisation des produits locaux, entreprise ces dernières années par la nouvelle cuisine argentine, pourrait bien inverser la tendance. Les huîtres, la sériole [un poisson blanc semblable au thon] ou encore le cernier [ou mérou des Basques] se font en effet une place dans la gastronomie du pays.

Si la viande règne sur la table en Argentine, c'est notamment pour des raisons historiques. La majorité des migrants venus s'installer en Amérique latine étaient des Espagnols ou des Italiens sans grandes

ressources, qui avaient souvent quitté leur pays poussés par la faim. En Argentine, en revanche, la viande ne manquait pas.

“Dans leurs lettres, ils écrivaient : ‘Ici on mange de la viande tous les jours.’ Ils considéraient la viande comme un luxe, un aliment plus nutritif que les autres”, raconte l'historien Daniel Balmaceda, auteur de *La comida en la historia argentina* [“La Nourriture dans l'histoire de l'Argentine”, non traduit]. Le peuplement du pays, qui s'est déroulé vers l'intérieur des terres avant de s'étaler le long du littoral atlantique, explique aussi selon lui pourquoi les produits de la mer manquent au menu.

Gastronomie de la mer. Mar del Plata, la plus grande ville du littoral [non loin de Buenos Aires], a été fondée en 1874, plus d'un demi-siècle après que l'Argentine a pris son indépendance de l'Espagne. Elle a toujours été la capitale de la gastronomie de la mer : c'est là qu'est apparue cette tendance culinaire qui à présent atteint Buenos Aires et d'autres grandes villes du pays, comme Rosario, Mendoza et Córdoba.

“Il y a quelques années, certains restaurants de Mar del Plata étaient au bord du gouffre, et aujourd'hui impossible de réserver une table”, mentionne Ernesto Lanusse, organisateur de Mappa, un festival gastronomique qui réunit [depuis 2022] à Buenos Aires producteurs et chefs de tout le pays.

Il en donne comme exemple le restaurant Lo de Tata, qui a ouvert ses portes à Mar del Plata il y a dix ans : *“Ils servaient des pâtes avant, parce que c'est ce que les clients voulaient. Aujourd'hui, la carte propose du poisson cru, et ça marche. Le palais des Argentins a énormément changé.”*

L'arrivée de nombreux restaurants péruviens, japonais et coréens au cours des dix dernières années a également contribué à cette ouverture. Jusque-là, les rois de la cuisine de la mer à Buenos Aires étaient les Espagnols, surtout réputés pour leurs paellas et leurs fruits de mer.

La dernière édition du festival gastronomique Mappa a attiré en avril plus de 80 000 visiteurs. Francisco Rosat, le chef du restaurant Lo de Fran, l'une des révélations gastronomiques de Mar del Plata, y a participé. Issu d'une famille de pêcheurs, il est passé par quelques-unes des meilleures cuisines d'Espagne, notamment celle de Martín Berasategui, avant de retourner dans son pays il y a cinq ans, explique-t-il. *“Avec Lo de Fran, mon projet était que les Argentins se mettent à manger le poisson de nos littoraux et à l'apprécier sous une autre forme, pas seulement pané ou en steak.”*

À ceux qui voudraient ajouter plus de poisson à leur régime, il conseille : *“Commencez par un poisson à la chair douce, comme le merlu, le cernier ou un mérou, et passez ensuite à la daurade, au tassergal [proche du bar] et à la sériole. L'essentiel est que le poisson soit frais.”* En moyenne, un Argentin consomme 7,2 kilos de poisson par an, contre 22,7 kilos pour un Espagnol. Les gambas et les chipirons cuits à la braise sont les deux plats phares du restaurant Lo de Fran, également réputé pour ses spécialités à base de riz, comme la paella aux fruits de mer, le riz à la txistorra [sorte de chorizo basque] et aux chipirons, ou encore le riz noir [à l'encre de seiche].

Pour Francisco Rosat, le festival Mappa a été l'occasion de cuisiner en compagnie de Gabriel Oggero, le chef du Crizia, l'un des restaurants de spécialités de la mer les plus reconnus de Buenos Aires. *“J'ai misé sur le poisson et les fruits de mer parce que le littoral argentin est très vaste. Ce sont des*

milliers de kilomètres qui nous offrent des produits d'une grande qualité. Il y a seize ans, j'ai commencé à collaborer avec un biologiste marin dans un élevage d'huîtres en Patagonie, et le Crizia est aujourd'hui la référence en matière d'huîtres et de produits de la mer”, déclare Gabriel Oggero.

Pour ce chef de 52 ans, l'augmentation de la demande de poisson s'explique par le vaste travail mené *“aussi bien par les pêcheurs que par les cuisiniers et les équipes marketing”*. Lui cuisine des produits locaux et de saison, et emploie des techniques de grillade argentines, comme la cuisson à la braise ou au four à bois. En plus des huîtres, on remarque à la carte du Crizia le cernier braisé aux algues de Patagonie et à l'écume de Saint-Jacques, ou encore le riz noir croquant aux bivalves du Sud.

Renouvellement. Le retour en grâce du poisson s'est accompagné d'une hausse de la consommation des vins blanc, rosé et mousseux. De même que le poisson est encore loin de détrôner la viande, le vin rouge, en particulier le malbec, prédomine encore. Mais les choses changent : *“Depuis trois ans, les ventes ont progressé de 56 % pour le vin blanc, de 70 % pour le mousseux, etc.”* précise Pablo Cunéo, œnologue en chef chez Luigi Bosca, l'une des caves les plus reconnues du pays. *“De 17 % de nos ventes, ces trois catégories sont passées à 25 %”,* déclare-t-il.

Ce renouvellement de la gastronomie argentine se nourrit aussi d'autres cuisines. Pedro Bargeró est l'une des figures incontournables de cette transformation au plus haut niveau. Après avoir été le chef d'orchestre du Chila, une référence de la haute gastronomie à Buenos Aires, il a lancé il y a un an et demi le Yugo, en association avec Andrés Porcel. Comme l'indique son nom (“fusion” en japonais), le restaurant combine la cuisine asiatique avec des produits argentins de toute première fraîcheur. Parmi ses créations : des sushis de filet de bœuf wagyu flambé avec de l'ail frit et une moutarde japonaise, ou des makis à l'algue croquante garnis de viande cuite sous vide pendant dix-neuf heures.

“Pour moi, la prochaine révolution culinaire en Argentine vient de l'Atlantique. Il s'agit d'inventer une gastronomie de la mer et de former les gens à cette cuisine”, assure Pedro Bargeró. Ammara, son nouveau projet, lancé à l'occasion du festival Mappa, a pour vocation d'être une sorte d’*“ambassade gastronomique”* qui recevra des chefs venus du monde entier. Fier des progrès qui s'annoncent, il s'enthousiasme : *“L'accès aux produits frais s'améliore d'année en année.”*

—Mar Centenera,
publié le 16 mai

L'arrivée de restaurants péruviens, japonais et coréens au cours des dix dernières années a facilité cette ouverture.



**LE 1^{ER} SEPTEMBRE
À DÉCOUVRIR AVEC
M LE MAGAZINE DU MONDE
LE GOÛT DE M CONSACRÉ À L'ITALIE :
LIFESTYLE, MODE, GASTRONOMIE,
DESIGN ET VOYAGE**

RETROUVEZ LE GOÛT DU MONDE SUR LE MONDE.FR
@M_MAGAZINE

Le magazine du Monde + **LE
GOÛT
DE M**

“La Reddition de Breda”, la réalité derrière le mythe

1624-1634 — Espagne-Pays-Bas

Le célèbre tableau monumental de Velázquez est une œuvre de propagande destinée à redorer le blason d'un Empire espagnol à l'aube de son déclin.

— **Die Welt** (Berlin)

L'ordre du roi est sans équivoque : “Prenez Breda”, écrit Philippe IV (1605-1665) au commandant en chef de ses forces aux Pays-Bas, en paraphant “Moi, le roi”. Des mots qui incitent au respect et par lesquels le grand-père du souverain, Philippe II, avait déjà poussé ses généraux au désespoir. Serrant les dents, Ambrogio Spinola (1569-1630) ne peut donc que s'incliner, et il entreprend immédiatement le siège de la ville puissamment fortifiée de Breda, dans le Brabant occidental.

La lutte pour cette position clé, pendant la guerre de Quatre-Vingts Ans [1568-1648], qui oppose les Pays-Bas insurgés à leurs maîtres espagnols, va durer dix mois. Le 2 juin 1625, Justin de Nassau (1559-1631), à la tête de la défense de la ville, doit se résigner. Ses réserves de vivres s'amenuisent, il ne peut plus poursuivre le combat, et il signe l'acte de reddition. Dix ans plus tard, Diego Velázquez (1599-1660), le peintre de la cour espagnole, met en scène la reddition de Breda dans un tableau monumental, devenu l'une de ses œuvres les plus célèbres et considéré comme le premier tableau véritablement historique de la peinture européenne des temps modernes.

Quand le siège de Breda commence, en août 1624, la guerre entre l'Espagne et les régions septentrionales des Pays-Bas sous son contrôle fait rage depuis déjà cinquante-six ans. Legs bourguignon de l'empereur Charles Quint, ces territoires qui représentent à peu près la Belgique et les Pays-Bas actuels ont été confiés à l'Empire espagnol. Le catholicisme strict de Charles et de son successeur Philippe II, qui n'hésitaient pas à confisquer les biens des hérétiques et à les pourchasser par le biais de l'Inquisition, avait poussé les protestants à résister, en particulier dans le nord du pays.

En 1567, Philippe II a répondu à l'iconoclasme calviniste en envoyant une armée sous les ordres du duc d'Albe, qui a tenté de réprimer les troubles au moyen d'une terreur sans merci. Des milliers de gens ont été brûlés sur le bûcher, des dizaines de milliers d'autres ont émigré. Un an plus tard,



Guillaume d'Orange a transformé la révolte en guerre d'indépendance. Grâce à leur puissance économique, les provinces du Nord ont pu s'affirmer autour de la métropole commerciale d'Amsterdam, tandis que le Sud, avec Anvers et Bruges, est resté aux mains de l'Espagne.

En 1609, confronté à une situation financière difficile, Philippe III convient d'une trêve avec les Provinces-Unies, trêve que son fils et successeur Philippe IV dénonce en 1621. Ce faisant, le Habsbourg d'Espagne espère également empêcher que la République n'intervienne aux côtés des protestants dans la guerre de Trente Ans [1618-1648] qui ravage le Saint Empire romain germanique, alors que l'empereur Ferdinand II de Habsbourg d'Autriche vient de remporter un grand succès en écrasant la Bohême.

Pour cela, le comte-duc d'Olivares, ministre espagnol, développe une stratégie qui cible l'économie de la République. En attaquant les lignes

La lutte pour cette position clé, pendant la guerre de Quatre-Vingts Ans, a duré dix mois.

de défense, les troupes espagnoles cherchent à contraindre les Pays-Bas à entretenir une armée importante. Celle-ci engloutit de grandes sommes d'argent, tandis que les combats eux-mêmes perturbent considérablement le commerce. À cette fin, les troupes espagnoles se déploient aussi dans de vastes régions du nord-ouest de l'Allemagne, ce qui accule un peu plus les protestants de l'empire à la défensive.

Cette stratégie d'usure explique l'ordre donné par Philippe IV à Ambrogio Spinola, durant l'été 1624, de ne pas engager le gros de son armée des Flandres, forte de 70 000 hommes, dans des actions de grande envergure, mais de les concentrer autour de la ville de Breda. La ville s'est dotée de fortifications modernes et la garnison de 9 000 hommes dispose d'assez de vivres pour résister à un siège de plusieurs mois.

Spinola fait construire une double ligne de fortifications avec des batteries d'artillerie autour

de la ville. Des canons lourds tirent sur les remparts et les bastions. Spinola ouvre en outre les écluses pour inonder les environs et gêner l'arrivée d'une armée néerlandaise de secours. Ce qui fait certes fuir l'ennemi, mais offre un terrain idéal aux agents pathogènes. Des deux côtés des remparts, les épidémies font de nombreuses victimes. De plus, Breda souffre de la famine. On estime que 13 000 défenseurs et habitants sont morts.

Spinola accorde des conditions bienveillantes aux vaincus. Les soldats survivants sont autorisés à partir avec leurs armes et leurs drapeaux. Les pillages sont interdits. Ces gestes généreux, qui se démarquent clairement de la fureur du duc d'Albe et d'autres commandants, contribuent à faire de la reddition de Breda une victoire éclatante.

En 1634, Philippe IV charge son peintre de cour, Diego Velázquez, de décorer le salon de Reinos, dans sa nouvelle résidence d'agrément du Buen Retiro, de douze représentations de grandes victoires espagnoles, et choisit entre autres la prise de Breda. L'œuvre, de 3,70 mètres sur 3,07 mètres, s'inspire du récit d'un témoin oculaire de la reddition, et décrit comment Spinola a fait preuve de compassion. Toutefois, la forêt de lances espagnoles, qui occupe la moitié supérieure droite du tableau et se distingue clairement des armes baissées des Néerlandais, célèbre bien le triomphe espagnol.

La Reddition de Breda, où le général espagnol pose la main sur l'épaule de son adversaire et ne saisit pas la clé de la ville qui lui est offerte, est censée démontrer la magnanimité de l'Espagne dans la guerre. Et interdit également toute critique quant à la discipline de ses soldats.

Quand le tableau a été peint, la guerre de Quatre-Vingts Ans était depuis longtemps devenue une guerre mondiale, inextricablement liée à la guerre de Trente Ans. L'Espagne s'est de plus en plus retrouvée sur la défensive en raison de l'intervention de la France et de la Suède, et a dû concéder son indépendance à la République des Pays-Bas lors du traité de Westphalie en 1648.

— **Berthold Seewald**,
publié le 18 juillet

➤ Réalisée en 1635, cette huile sur toile, de 3,70 mètres sur 3 mètres, est conservée au musée du Prado, à Madrid.

Photo Joseph Martin/
akg-images

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



Atlas

*Climat, guerre, travail, études...
Toute la planète migre.
Vers quels pays? Par quels
moyens? Les réponses en cartes
et en infographies.*

des migrations



En partenariat
avec **RTL**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

Livebox Fibre à la rentrée, l'affaire est dans le sac avec Open



* Soit 15€/mois de remise⁽²⁾ et 5€/mois de remboursement avec changement d'opérateur⁽³⁾, remises accessibles aux nouveaux et déjà clients mobile Orange pour toute 1^{re} souscription d'une offre internet. Offre soumise à conditions, engagement 12 mois, du 17/08/2023 au 04/10/2023, réservée aux particuliers en France métropolitaine, sous réserve d'éligibilité. Accès au Décodeur TV sur demande.

(1) Remise Open de 3€ à 15€/mois en fonction du forfait mobile, réservée aux particuliers dans la limite de 4 par offre Livebox. Non cumulable. Perte de la remise en cas de : changement d'offre, résiliation, demande de suppression par le client internet. (2) -10 €/mois la remise Livebox + Mobile et -5 €/mois la remise Fibre. (3) Remboursement différé sur facture Orange avec changement d'opérateur internet après le 17/06/2023. Détails et formulaire sur odr.orange.fr

orange™